

Département de l'Hérault

COMMUNE DE JUVIGNAC (34990)

**Enquête publique unique relative à la  
modification n°2 du plan local d'urbanisme  
de la commune de Juvignac  
et à la création de périmètres délimités des abords  
autour des monuments historiques  
« Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson »  
et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune**

**RAPPORT, CONCLUSIONS et AVIS**

Enquête publique du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022

Commissaire enquêteur François COLAS

**Destinataires :**

- Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole (3 exemplaires papiers et 1 exemplaire dématérialisé).
- Monsieur le président du Tribunal administratif de Montpellier (1 exemplaire papier et 1 exemplaire dématérialisé).

Diffusion des exemplaires papier :

Exemplaire 1 : Montpellier Méditerranée Métropole

Exemplaire 2 : Commune de Juvignac

Exemplaire 3 : Préfecture de l'Hérault - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault

Exemplaire 4 : Tribunal administratif de Montpellier

Exemplaire 5 : Commissaire enquêteur

# Sommaire

<b>1</b>	<b>– PRÉAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>– PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT .....</b>	<b>6</b>
<b>2.1</b>	<b>INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE .....</b>	<b>7</b>
2.1.1	Présentation .....	7
2.1.1.1	La commune de Juvignac .....	7
2.1.1.2	La collectivité concernée : Montpellier Méditerranée Métropole .....	7
2.1.2	Objets de l'enquête unique .....	8
2.1.3	Cadre juridique .....	9
2.1.3.1	En ce qui concerne le Code de l'urbanisme .....	9
2.1.3.2	En ce qui concerne le Code du patrimoine .....	9
2.1.3.3	En ce qui concerne le Code de l'environnement .....	12
2.1.3.4	Autres documents .....	13
2.1.3.5	Vérification de la compatibilité du projet .....	13
	Monument historique, site inscrit et classé .....	13
	Espace boisé classé .....	14
	Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique .....	14
2.1.4	Composition du dossier d'enquête .....	14
2.1.5	Nature et caractéristiques du projet de modification du plan local d'urbanisme .....	17
2.1.5.1	Localisation et modifications du plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac demandées .....	17
2.1.5.2	Projet de collège de Juvignac et avantages et contraintes en découlant .....	19
2.1.6	Nature et caractéristiques du projet de périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson .....	21
2.1.6.1	Rappel du dossier et analyse .....	21
2.1.6.2	Interrogation des propriétaires .....	22
2.1.7	Nature et caractéristiques du projet de périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles .....	24
2.1.7.1	Rappel du dossier et analyse .....	24
2.1.7.2	Interrogation des propriétaires .....	27
<b>2.2</b>	<b>ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE .....</b>	<b>28</b>
2.2.1	Désignation du commissaire enquêteur .....	28
2.2.2	Autorité organisatrice .....	28
2.2.3	Arrêté d'ouverture d'enquête .....	29
2.2.4	Déroulement de l'enquête et chronologie des événements .....	29
2.2.5	Information du public .....	30
2.2.5.1	Information d'ouverture d'une enquête publique .....	30
	Par voie d'affiche .....	30
	Par voie numérique .....	31
	Par voie de presse .....	31
2.2.5.2	Notification aux propriétaires des domaines du château de Bonnier de la Mosson et de Caunelles des modifications des périmètres délimités des abords .....	31

2.2.6	Modalités de consultation du dossier d'enquête publique et du dépôt des contributions.....	31
2.2.7	Clôture de l'enquête .....	32
2.2.7.1	Remise du procès-verbal de synthèse des observations.....	32
2.2.7.2	Remise du rapport d'enquête et des conclusions motivées du commissaire enquêteur .....	32
<b>2.3</b>	<b>ANALYSE DES OBSERVATIONS .....</b>	<b>33</b>
2.3.1	Bilan statistique de l'enquête .....	33
2.3.2	Table des commentaires du commissaire enquêteur concernant les trois dossiers de l'enquête publique unique 37	
2.3.3	Analyse des réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées.....	39
<b>3</b>	<b>– DEUXIÈME PARTIE : CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS .....</b>	<b>46</b>
<b>3.1</b>	<b>Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac .....</b>	<b>47</b>
3.1.1	OBJECTIF DU PROJET DE MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME .....	47
3.1.2	ANALYSE BILANCIELLE DU PROJET .....	47
3.1.2.1	L'intérêt public du projet.....	47
3.1.2.2	Avantages et inconvénients du projet proposé.....	47
3.1.2.3	Conclusion de l'analyse bilancielle .....	48
3.1.3	DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES .....	49
3.1.4	RÉSERVES.....	49
3.1.5	CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.....	50
<b>3.2</b>	<b>Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac .....</b>	<b>52</b>
3.2.1	OBJECTIF DU PROJET .....	52
3.2.2	ANALYSE BILANCIELLE DU PROJET .....	52
3.2.2.1	Intérêt public du projet .....	52
3.2.2.2	Avantages et inconvénients du projet proposé.....	52
3.2.2.3	Conclusion de l'analyse bilancielle .....	53
3.2.3	DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES .....	53
3.2.4	RÉSERVES.....	53
3.2.5	CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.....	53
<b>3.3</b>	<b>Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac.....</b>	<b>55</b>
3.3.1	OBJECTIF DU PROJET .....	55
3.3.2	ANALYSE BILANCIELLE DU PROJET .....	55
3.3.2.1	Intérêt public du projet .....	55
3.3.2.2	Conclusion de l'analyse bilancielle .....	56
3.3.3	DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES .....	57
3.3.4	RÉSERVES.....	57
3.3.5	CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.....	57

<b>4 – DOCUMENTS ANNEXÉS AU RAPPORT .....</b>	<b>59</b>
<b>4.1 Annexe 1 : Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier .....</b>	<b>60</b>
<b>4.2 Annexe 2 : Arrête de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d’une enquête publique unique .....</b>	<b>61</b>
<b>4.3 Annexe 3 : Avis d’enquête publique unique .....</b>	<b>66</b>
<b>4.4 Annexe 4 : Parution de l’avis d’enquête publique conjointe sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac .....</b>	<b>69</b>
<b>4.5 Annexe 5 : Parutions de l’avis d’enquête publique conjointe dans deux journaux locaux les jeudis 6 octobre et 27 octobre 2022 .....</b>	<b>71</b>
<b>4.6 Annexe 6 : Page internet sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole permettant au public de donner son avis .....</b>	<b>75</b>
<b>4.7 Annexe 7 : Courrier adressé aux propriétaires du domaine de Caunelles par le commissaire enquêteur .....</b>	<b>76</b>
<b>4.8 Annexe 8 : Procès-verbal de prise en compte des dossiers d’enquête publique par le commissaire enquêteur ...</b>	<b>79</b>
<b>4.9 Annexe 9 : Certificat d’affichage .....</b>	<b>80</b>
<b>4.10 Annexe 10 : Récépissé de remise du procès-verbal de synthèse des observations au maître d’ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole .....</b>	<b>81</b>
<b>5 – PIÉCES HORS RAPPORT CONCERNANT L’ENQUÊTE PUBLIQUE .....</b>	<b>82</b>

# 1 – Préambule

Par lettre en date du 09/08/2022 adressée au Tribunal administratif, le président de Montpellier Méditerranée Métropole a demandé la désignation d'un commissaire enquêteur auprès du Tribunal administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune.

Par décision n° E22000111 /34 en date du 29/08/2022, Monsieur le président du Tribunal administratif de Montpellier a désigné en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur François COLAS, inspecteur général de santé publique vétérinaire ([Annexe 1 : désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier](#)).

Par arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du château de Bonnier de la Mosson ([Annexe 2 : Arrêté de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique](#)).

Le présent rapport a pour objet :

➤ dans la [première partie](#) ;

- de présenter le cadre du projet soumis à enquête publique unique relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune ;
- d'exposer le déroulement de l'enquête ;
- de présenter les propositions et observations diverses émises, après analyse des éléments portant ces projets ;

➤ dans la [seconde partie](#) ;

- d'énoncer les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur sur :
  - la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac ;
  - la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac ;
  - la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac.

## **2 – PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT**

**Enquête publique unique relative à la  
modification n°2 du plan local d'urbanisme  
de la commune de Juvignac  
et à la création de périmètres délimités des abords  
autour des monuments historiques  
« Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson »  
et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune**

**Enquête publique unique  
portant sur la commune de Juvignac  
et sollicité par  
Montpellier Méditerranée Métropole**

Enquête publique du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022

Commissaire enquêteur François COLAS

**Cette première partie a pour objectif :**

- de présenter le cadre du projet soumis à enquête publique unique relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune ;
- d'exposer le déroulement de l'enquête ;
- de présenter les propositions et observations diverses émises, après analyse des éléments portant ces projets.

## 2.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 2.1.1 Présentation

#### 2.1.1.1 La commune de Juvignac

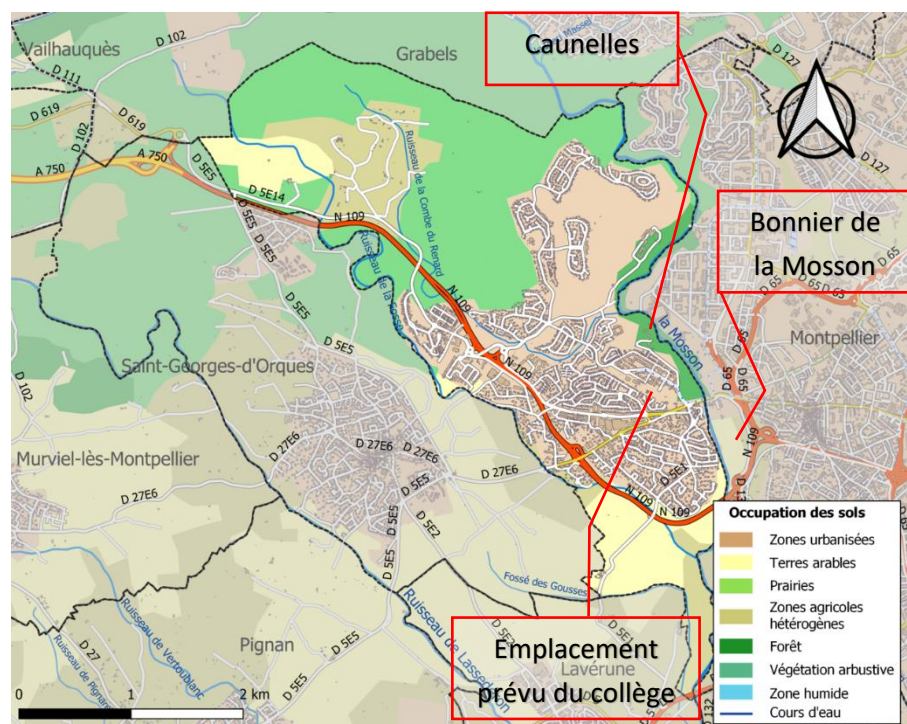


Figure 1 : Carte de la commune de Juvignac (34990) (Carte des infrastructures et de l'occupation des sols de la commune en 2018 (Corine Land Cover) (d'après Wikipédia – 01/11/2022))

Juvignac est une commune française située dans l'est du département de l'Hérault en région Occitanie, à l'ouest de Montpellier dont elle est séparée à l'est par la rivière Mosson. Ses habitants sont appelés les Juvignacois et Juvignacoises. La ville de Juvignac est avant tout connue pour son golf (golf de Juvignac-Fontcaude), ses thermes du XIX<sup>e</sup> siècle et ses garrigues.

La commune de Juvignac est officiellement créée en 1790. Sa superficie est de 1 083 hectares. Sa population est de 11 349 habitants au recensement de 2019 ce qui en fait la quatrième commune la plus peuplée de Montpellier Méditerranée Métropole. De 89 habitants en 1954, la population est passée à 3 488 habitants en 1982, 4 221 en 1990, 5 592 en 1999.

La commune ne présente pas de centre historique. Elle abrite sur la rive droite de la Mosson le Domaine de Caunelles inscrit au titre des monuments historiques le 20 avril 2006. Au sud du Domaine de Caunelles elle est en frontière du Domaine du château de Bonnier de la Mosson situé sur la rive gauche de la Mosson sur la commune de Montpellier. Ce dernier a été classé monument historique le 18 novembre 2003.

#### 2.1.1.2 La collectivité concernée : Montpellier Méditerranée Métropole

La collectivité concernée est Montpellier Méditerranée Métropole que nous désignerons dans les pages suivantes « Métropole ». Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole est l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme (PLU). Le maître d'ouvrage de la modification n°2 du plan local d'urbanisme de Juvignac est en conséquence la Métropole, représentée par son président, M. Mickaël DELAFOSSE.

La modification du plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac est uniquement justifiée par la création d'un collège qui nécessite de modifier les prescriptions du dit plan.

En ce qui concerne les périmètres délimités des abords (PDA) des Bâtiments inscrit ou classé monuments historiques, ils relèvent d'une proposition de l'architecte des Bâtiments de France (ABF), représentant les



services de l'État en la matière. Le maître d'ouvrage des périmètres délimités des abords est en conséquence la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de l'Occitanie - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Hérault.

Conformément aux dispositions des articles R.621-93 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement, une enquête publique dite « unique », portant à la fois sur le projet de modification du plan local d'urbanisme et sur les projets de périmètres délimités des abords, est diligentée. Dans ce cadre, la Métropole et la Direction régionale des affaires culturelles ont désigné d'un commun accord Montpellier Méditerranée Métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. [Actes de procédure - Note de présentation au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement]

*Commentaire du commissaire enquêteur 1 : Le dossier d'enquête publique soumis ne fait pas apparaître clairement le cadre réglementaire permettant à la Métropole d'agir sur ces sujets. Il n'est pas fait mention dans le dossier soumis à enquête publique des références aux pièces suivantes : 1/ référence du texte déléguant à la métropole le plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac ; 2/ référence du texte donnant compétence à la métropole sur la construction de collèges alors que cette dernière présente un dossier dans lequel elle apparaît avec la ville de Juvignac comme étant le futur maître d'ouvrage de cette construction qui est l'unique objet de cette modification de plan local d'urbanisme, par ailleurs il n'est pas fait mention de la place du Département de l'Hérault compétent en matière de collège ; 3/ référence de la pièce administrative de la Direction régionale des affaires culturelles de l'Occitanie désignant la métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête dans laquelle elle est concernée.*

## 2.1.2 Objets de l'enquête unique

La Métropole a demandé en date du 9 août 2022 auprès du Tribunal administratif de Montpellier la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et aux projets de création des périmètres délimités des abords des monuments historiques « domaine du château Bonnier de la Mosson » et « domaine de Caunelles ».

Cette enquête publique unique a donc trois objets.

Premièrement, il apparaît nécessaire de modifier le plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac. En effet, la création d'un collège à l'ouest de la ville de Montpellier a été jugée nécessaire par le département de l'Hérault et la Métropole. Quatre sites ont été retenus et comparés comme pouvant accueillir un nouveau collège dans ce périmètre. Le site de Juvignac – Constellations a été retenu. Le terrain choisi, le stade de football du complexe sportif les Garrigues, d'une surface cadastrale de 10 302 m<sup>2</sup> (et quelques autres parcelles contiguës de tailles modestes) a été jugé suffisant à condition de créer un collège sur trois niveaux. Son implantation nécessite une modification du plan local d'urbanisme essentiellement du fait que celui-ci ne permet pas la construction d'un immeuble de trois niveaux (rez-de-chaussée et 2 étages) dans cette zone. [cf. Pièce du dossier d'enquête publique : Éléments d'informations complémentaires - Complément au dossier d'enquête publique].

Deuxièmement, il est proposé la création d'un périmètre délimité des abords autour du domaine du château de Bonnier de la Mosson. Le périmètre par défaut de 500 m autour d'un monument historique classé a déjà fait l'objet d'un périmètre délimité des abords sur la commune de Montpellier (sur lequel se trouve le domaine classé en rive gauche de la Mosson) sur proposition de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault. Dans le même esprit, elle propose un périmètre délimité des abords sur la commune de Juvignac



Troisièmement, il est proposé la création d'un périmètre délimité des abords autour du domaine de Caunelles situé sur la commune de Juvignac en rive droite de la Mosson. Le périmètre par défaut de 500 m autour d'un monument historique inscrit a déjà fait l'objet d'un périmètre délimité des abords sur la commune de Montpellier sur proposition de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault. Dans le même esprit, elle propose un périmètre délimité des abords sur la commune de Juvignac.

### 2.1.3 Cadre juridique

La présente enquête publique se déroule selon la procédure mentionnée dans le document figurant au dossier de l'enquête publique « *Actes de procédure - Note de présentation au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement* ». La modification d'un plan local d'urbanisme s'appuie sur le Code l'urbanisme et le Code de l'environnement. La création d'un périmètre délimité des abords s'appuie sur le Code du patrimoine.

#### 2.1.3.1 En ce qui concerne le Code de l'urbanisme

Les articles L153-36 et suivants du Code de l'urbanisme (Titre V : Plan local d'urbanisme – Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme – Section 6 : Modification du plan local d'urbanisme) prévoient la procédure de modification du plan local d'urbanisme.

##### *Section 6 : Modification du plan local d'urbanisme*

##### *Article L153-36*

*Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.*

##### *Article L153-37*

*La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.*

##### *Article L153-38*

*Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.*

...

##### *Article L153-40*

*Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.*

##### *Article R153-8*

*Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure. Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.*

#### 2.1.3.2 En ce qui concerne le Code du patrimoine

La législation distingue deux types de protection : les monuments historiques classés et les monuments historiques inscrits. Sont classés « *les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public* ». C'est le plus haut niveau de protection. Sont inscrits parmi les monuments historiques « *les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation* ». Pour les édifices classés, comme pour les inscrits, cette protection peut être totale ou partielle, ne concernant que certaines parties d'un immeuble (ex : façade, toiture, portail, etc.). La distinction entre inscrit et classé peut également se comprendre selon le rayonnement de l'intérêt patrimonial de l'édifice : ainsi le classement

s'effectue à un niveau national et l'inscription s'opère à un niveau régional. La loi du 25 février 1943 instaure un périmètre de 500 m (les « abords ») autour des monuments protégés et un régime de contrôle, par l'architecte des Bâtiments de France, des travaux effectués dans ce périmètre. (<https://www.culture.gouv.fr>)

Le Code du Patrimoine, notamment les articles L.621-30 à L.621-32, R.621-92 à R.621-95 régit la procédure de la création d'un périmètre délimité des abords.

#### *Section 4 : Abords*

##### *Article L621-30*

*I. – Les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur sont protégés au titre des abords. La protection au titre des abords a le caractère de servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel.*

*II. – La protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans un périmètre délimité par l'autorité administrative dans les conditions fixées à l'article L. 621-31. Ce périmètre peut être commun à plusieurs monuments historiques.*

*En l'absence de périmètre délimité, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinq cents mètres de celui-ci.*

*La protection au titre des abords s'applique à toute partie non protégée au titre des monuments historiques d'un immeuble partiellement protégé.*

*La protection au titre des abords n'est pas applicable aux immeubles ou parties d'immeubles protégés au titre des monuments historiques ou situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application des articles L. 631-1 et L. 631-2.*

*Les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 341-1 du code de l'environnement ne sont pas applicables aux immeubles protégés au titre des abords.*

##### *Article L621-31*

*Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L. 621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France ou de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées. Lorsque la proposition émane de l'architecte des Bâtiments de France, elle est soumise à l'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale. Lorsque la proposition émane de ladite autorité, elle est soumise à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.*

*À défaut d'accord de l'architecte des Bâtiments de France ou de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, prévu au premier alinéa, la décision est prise soit par l'autorité administrative, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre ne dépasse pas la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique, soit par décret en Conseil d'État, après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre dépasse la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique.*

*Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.*

*Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.*

*Le périmètre délimité des abords peut être modifié dans les mêmes conditions.*

##### *Article L621-32*

*Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une autorisation préalable.*

*L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords.*

*Lorsqu'elle porte sur des travaux soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme ou au titre du code de l'environnement, l'autorisation prévue au présent article est délivrée dans les conditions et selon les modalités de recours prévues aux articles L. 632-2 et L. 632-2-1.*

#### *Section 4 : Abords*

##### *Sous-section 1 : Création et modification du périmètre délimité des abords*

###### *Article R621-92*

*Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale entend proposer un périmètre délimité des abords conformément au premier alinéa de l'article L. 621-31, il transmet cette proposition à l'architecte des Bâtiments de France afin de recueillir son accord.*

###### *Article R621-92-1*

*Préalablement à l'inscription d'un immeuble au titre des monuments historiques, le préfet de région saisit l'architecte des Bâtiments de France et informe la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale afin qu'ils proposent, le cas échéant, un projet de périmètre délimité des abords.*

###### *Article R621-93*

*I. – Sans préjudice de l'article R. 621-92, lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent élabore, modifie ou révisé au sens du 1° de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu ou lorsqu'il élabore ou révisé la carte communale, le préfet saisit l'architecte des Bâtiments de France afin qu'il propose, le cas échéant, un projet de périmètre délimité des abords.*

*II. – L'organe délibérant de l'autorité compétente se prononce sur le projet de périmètre délimité des abords en même temps qu'il arrête le projet de plan local d'urbanisme conformément à l'article L. 153-14 du code de l'urbanisme après avoir consulté, le cas échéant, la ou les communes concernées. En cas d'accord de l'architecte des Bâtiments de France et de cette autorité compétente sur le projet de périmètre délimité des abords, l'enquête publique prévue par l'article L. 153-19 du même code porte à la fois sur le projet de plan local d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.*

*Lors de l'élaboration ou de la révision d'une carte communale, l'organe délibérant de l'autorité compétente se prononce sur le projet de périmètre délimité des abords après avoir consulté, le cas échéant, la ou les communes concernées. En cas d'accord de l'architecte des Bâtiments de France et de cette autorité compétente sur le projet de périmètre délimité des abords, l'enquête publique prévue par l'article L. 163-5 du code de l'urbanisme porte à la fois sur le projet de carte communale et sur le projet de périmètre délimité des abords.*

*Lors de la modification d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, l'organe délibérant de l'autorité compétente se prononce sur le projet de périmètre délimité des abords après avoir consulté, le cas échéant, la ou les communes concernées. En cas d'accord de l'architecte des Bâtiments de France et de cette autorité compétente sur le projet de périmètre délimité des abords, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de modification du document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.*

*Dans tous les autres cas, le préfet organise une enquête publique dans les conditions fixées par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.*

*...*

*IV. – Le commissaire enquêteur consulte le propriétaire ou l'affectataire domanial des monuments historiques concernés. Le résultat de cette consultation figure dans le rapport du commissaire enquêteur.*

*Après avoir reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le préfet sollicite l'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale et de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet de périmètre délimité des abords, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique. En cas de modification du projet de périmètre délimité des abords, l'autorité compétente consulte, le cas échéant, à nouveau la ou les communes concernées.*

*À défaut de réponse dans les trois mois suivant leur saisine, l'autorité compétente et l'architecte des Bâtiments de France sont réputés avoir donné leur accord.*

*En cas de modification du projet de périmètre délimité des abords, l'architecte des Bâtiments de France est également consulté.*

###### *Article R621-94*

*En cas d'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale et de l'architecte des Bâtiments de France, le périmètre délimité des abords est créé par arrêté du préfet de région.*

*À défaut d'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ou de l'architecte des Bâtiments de France, le périmètre délimité des abords est créé par arrêté du préfet de région ou par décret en Conseil d'État dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 621-31.*

#### *Article R621-95*

*La décision de création d'un périmètre délimité des abords est notifiée par le préfet de région à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale.*

*Elle fait l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme.*

*Lorsque le territoire concerné est couvert par un plan local d'urbanisme, un document d'urbanisme en tenant lieu ou une carte communale, l'autorité compétente annexe le tracé des nouveaux périmètres à ce plan, dans les conditions prévues aux articles L. 153-60 ou L. 163-10 du code de l'urbanisme.*

### **2.1.3.3 En ce qui concerne le Code de l'environnement**

---

Le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-2 et suivants, régit la procédure d'enquête publique.

*Section 1 : Enquêtes publiques relatives aux projets, plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement*

*Sous-section 1 : Champ d'application et objet de l'enquête publique*

#### *Article L123-1*

*L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.*

#### *Article L123-2*

*I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :*

*...*

*4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.*

*...*

*Sous-section 2 : Procédure et déroulement de l'enquête publique*

#### *Article L123-3*

*L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise. Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'État compétente pour déclarer l'utilité publique.*

#### *Article L123-6*

*I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. À défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'État, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.*

*Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.*

*La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.*

*Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.*

*Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.*

*II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.*

...

#### *Article L123-9*

*La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.*

*La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.*

*Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.*

#### *Sous-section 5 : Enquête publique unique*

##### *Article R123-7*

*Lorsqu'en application de l'article L. 123-6 une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.*

*L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.*

*L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.*

#### **2.1.3.4 Autres documents**

---

Par la décision n° E22000111 / 34 en date du 29 août 2022, le président du Tribunal administratif de Montpellier, désigne Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur. ([Annexe 1 : Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier](#))

Par arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du domaine de Caunelles et du domaine du château de Bonnier de la Mosson ([Annexe 2 : Arrêté de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique](#)).

#### **2.1.3.5 Vérification de la compatibilité du projet**

---

##### **Monument historique, site inscrit et classé**

En plus des deux domaines inscrit et classé objets de la présente enquête unique à noter :

- la présence du Vieux pont sur la Mosson, c'est un monument classé par arrêté ministériel le 28 février 1928 qui est situé dans la zone nord du Domaine du château de Bonnier de la Mosson ;
- également une zone de présomption de prescription archéologique - Zonage archéologique de Montpellier (sans seuil) par arrêté n° 2234 du 1<sup>er</sup> juin 2015 - qui couvre le domaine du château de Bonnier de la Mosson.

[Source : site du ministère de la Culture <http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/#> consulté le 03/11/2022]



### **Espace boisé classé**

Code de l'urbanisme L113-1 et -2

Article L113-1

*Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attendant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.*

Article L113-2

*Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.*

...

La création du collège se fait en modifiant le plan local d'urbanisme en incluant pour partie la zone d'espace boisée classée mitoyenne à l'est du collège. Ce classement au plan local d'urbanisme ne peut être défait qu'après enquête publique justifiée par la modification du plan local d'urbanisme. La présente enquête publique n'a pas pour objet de déclasser la parcelle de l'espace boisé classé affectée au collège.

### **Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique**

Juvignac est concernée par la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1 (ZNIEFF)<sup>1</sup>, Vallée de la Mosson de Grabels à Saint-Jean-de-Védas, code 910010763.

Elle correspond à une étroite bande longeant la rivière de la Mosson dans son cours moyen ainsi que quelques affluents temporaires en amont. Elle couvre une superficie de près de 115 hectares pour une altitude comprise entre 15 et 130 mètres. La Mosson est connue pour ses crues soudaines. Le territoire, au-delà de son patrimoine biologique propre, joue un rôle important pour l'écoulement des eaux. Jusqu'à des époques récentes, l'aménagement et l'étalement urbain s'approchaient totalement du bord de la rivière. Avec la mise en place du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Lez/Mosson, la rivière, sa ripisylve et les prairies humides ne devraient plus être touchées. Il faudra surtout veiller à la continuité paysagère et écologique de la ripisylve, garante de la bonne circulation des espèces animales remarquables, et piège pour une partie des polluants en provenance des zones cultivées et urbanisées toutes proches. [source : <https://inpn.mnhn.fr/zone/znief/910010763>]

*Commentaire du commissaire enquêteur 2 : Le cadre réglementaire de cette enquête publique permet de constater que la procédure est respectée. En ce qui concerne le classement de la parcelle voisine à l'est du futur collège en espace boisé classé il convient de rappeler que, quel que soit l'issue de la présente enquête publique, la totalité de la parcelle sera toujours espace boisé classé empêchant tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.*

## **2.1.4 Composition du dossier d'enquête**

Le dossier d'enquête publique unique relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune est composé conformément aux dispositions de l'article R123-8 du Code de l'environnement.

<sup>1</sup> Les ZNIEFF de type I : Secteur de superficie en général limitée, défini par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire. [source : <https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znief/presentation>]

#### Article R123-8

*Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.*

*Le dossier comprend au moins :*

*1° Lorsqu'ils sont requis :*

*a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;*

*b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ;*

*c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;*

*2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;*

*3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;*

*4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;*

*5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;*

*6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;*

*7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R. 122-10 ou des consultations avec un État frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo prévues à l'article R. 515-85.*

*L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5.*



Tableau 1 : Pièces du dossier d'enquête publique tel que mis à disposition du public en version papier au siège de la Métropole et à la mairie de Juvignac et tel qu'il est accessible par voie électronique sur les sites de la Métropole et de la commune de Juvignac.

Dossier soumis à enquête publique	Nombre de pages
<b>SOMMAIRE</b>	2
<b>ACTES DE PROCEDURE</b>	
- Note de présentation au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement	11
- Arrêté d'ouverture d'enquête publique unique	5
<b>PROJET DE MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE JUVIGNAC</b>	
<b>Actes de procédure</b>	
- Décision de dispense d'évaluation environnementale après examen cas par cas en date du 24 août 2022	3
- Délibération du Conseil de Métropole relative à la décision de dispense d'évaluation environnementale en date du 04 octobre 2022	3
<b>Projet de modification</b>	
- Pièce 1 : Additif au rapport de présentation	29
- Pièce 2 : Règlement modifié ( <i>Remarque du commissaire enquêteur : seul le titre des annexes 1 à 10 est fourni</i> )	103
- Pièce 3 : Extrait du plan de zonage avant / après modification ( <i>Remarque du commissaire enquêteur : 4 pages dont 3 plans au format A3</i> )	4
<b>Avis formulés</b>	
- Délibération du Conseil municipal de Juvignac donnant un avis favorable sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme en date du 4 juillet 2022	3
- Avis de la Chambre de métiers et de l'artisanat en date du 27 juillet 2022	1
- Avis de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 05 août 2022	1
- Avis du Département de l'Hérault en date du 18 août 2022	1
- Avis de la Direction départementale des territoires et de la mer en date du 14 septembre 2022	2
<b>PROJETS DE CREATION DES PERIMETRES DELIMITES DES ABORDS (PDA) DU DOMAINE DE CAUNELLES ET DU DOMAINE DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON</b>	
<b>Actes de procédure</b>	
- Courrier de notification au maire de Juvignac du projet de périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 15 octobre 2021	2
- Courriers de notification au maire de Juvignac et au président de la Métropole du projet de périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 09 mai 2022	4
<b>Projet de périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles</b>	
- Note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles	17
- Deux plans (format A3) relatifs au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles	2
<b>Projet de périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson</b>	
- Note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson	14
- Un plan (format A3) relatif au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson	1
<b>Avis formulés</b>	
- Délibération du Conseil municipal de Juvignac donnant un avis favorable sur les projets de création des périmètres délimités des abords du Domaine de Caunelles et du Domaine du château de Bonnier de la Mosson en date du 04 juillet 2022	4
- Délibération du Conseil de Métropole donnant un avis favorable sur les projets de création des périmètres délimités des abords du Domaine de Caunelles et du Domaine du château de Bonnier de la Mosson en date du 26 juillet 2022	3
<b>ELEMENTS D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	
Pièce 4 : Complément au dossier d'enquête publique ( <i>Remarque du commissaire enquêteur : éléments de contextes demandés par le commissaire enquêteur ajouté au dossier d'enquête</i> )	28
<b>Soit un total de.....</b>	<b>243</b>

Le maître d'ouvrage a demandé aux différentes personnes publiques associées leurs avis et leurs réponses figurent au dossier d'enquête publique (cf. les différentes pièces mentionnées au tableau 1 ci-dessus).

La mission régionale d'autorité environnementale (Occitanie) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016, a bien rendu, en date du 24 août 2022, sa décision de dispense d'évaluation environnementale, après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac. La pièce

figure au dossier d'enquête publique [Dossier d'enquête publique : Actes de procédure - Décision de dispense d'évaluation environnementale après examen cas par cas en date du 24 août 2022].

*Commentaire du commissaire enquêteur 3 : Chaque pièce du dossier de la présente enquête publique est distinguée et il n'y a pas de difficulté ou d'obstacle à la consultation de ce dossier qui s'avère complet au regard de la réglementation. Le dossier procure les éléments nécessaires à la connaissance de la modification N°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et aux deux projets de périmètres délimités des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson et du domaine de Caunelles.*

## 2.1.5 Nature et caractéristiques du projet de modification du plan local d'urbanisme

### 2.1.5.1 Localisation et modifications du plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac demandées

Le projet d'implantation d'un nouveau collège entraîne la modification du plan local d'urbanisme objet de la présente enquête publique. Cette modification est précisée par documents et cartes dans le dossier d'enquête publique [Projet de modification - Pièce 1 : Additif au rapport de présentation] avec une correction présentée dans un deuxième document de l'enquête publique [Éléments d'informations complémentaires – Pièce 4 : Complément au dossier d'enquête publique].

La situation du nouveau collège au sein de la ville de Juvignac est indiquée [figure 1](#) du présent document.

Le collège sera essentiellement construit sur un terrain de football situé en bordure sud de la zone d'aménagement concerté des Constellations et en zone nord du quartier des Garrigues (figure 2 ci-dessous).

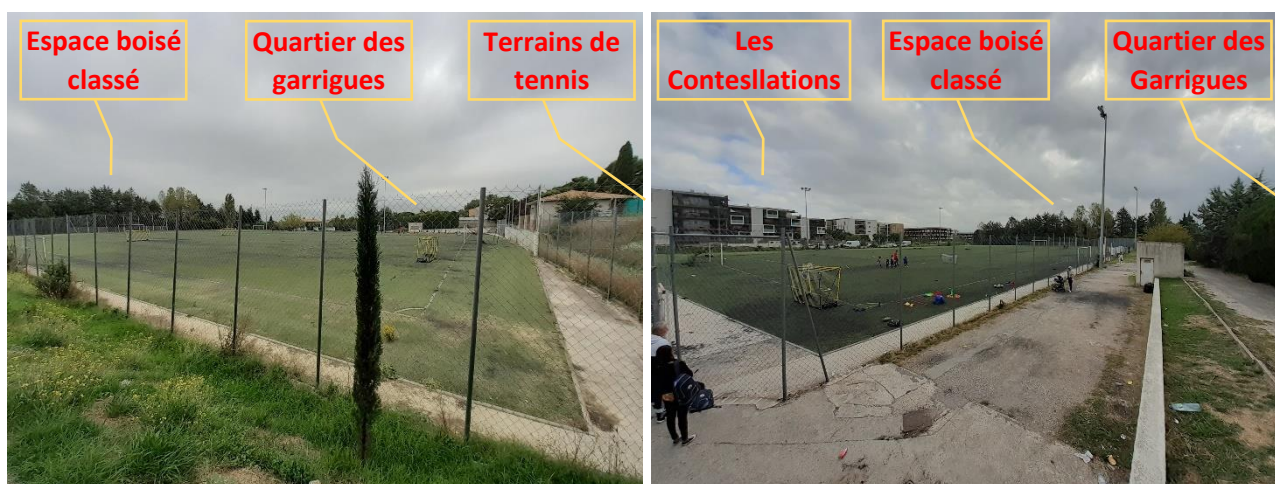


Figure 2 : Stade de football Pierre-Hugues de Penaranda. Photographie de gauche : le terrain de football vue depuis le nord rue Callisto : à droite une parcelle de terrain incluse dans le projet et à droite hors de la photo les terrains de tennis qui seront conservés, au fond à gauche l'espace boisé classé et au fond au centre le quartier des Garrigues. Photographie de droite : le terrain de football vue depuis le sud allée Jean Moulin : à droite le quartier des Garrigues, au fond à gauche la zone d'aménagement concerté des Constellations, au fond au centre l'espace boisé classé (photos F. Colas du 24/10/2022)

La figure 3 présente les cartes avant et après modification du plan local d'urbanisme.



Figure 3 : Cartes de situation du futur collège de Juvignac entraînant la modification du plan local d'urbanisme ; à gauche extrait du plan de zonage avant modification et à droite extrait du plan de zonage après modification ; le futur collège est situé en totalité dans la zone UC1 qui lui est uniquement dédié.

Ces modifications sont imposées par la relative petite taille du site qui impose de modifier le plan local d'urbanisme de la zone UC et donc de créer une zone UC1. Les citations suivantes sont extraites du plan local d'urbanisme – Modification n°2 tel qu'il figure au dossier d'enquête publique [*Dossier d'enquête publique : Projet de modification - Pièce 2 : Règlement modifié*] (en bleu les modifications apportées sur la modification N°2 du plan local d'urbanisme est approuvée)

Page 49

#### DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UC

Caractère de la zone : zone urbaine à dominante d'habitat individuel groupé

Cette zone correspond aux anciens quartiers créés dans le cadre de la **ZAC<sup>2</sup> des Garrigues** approuvée en 1971. Le PAZ<sup>3</sup> et le règlement propres à cette ZAC ont été intégrés au POS<sup>4</sup> en 1999.

Il s'agit d'une zone d'extension immédiate du centre de Juvignac. Le tissu urbain y est constitué d'un habitat à dominante individuel organisé le plus souvent en **ordre continu** (constructions en bande).

Cette zone offre une fonction principale d'habitat et d'équipements urbains (groupe scolaire, complexe sportif, salle polyvalente, **collège**). Quelques activités peuvent ponctuellement y prendre place.

*Elle comprend un nouveau secteur, UC1, destiné à l'implantation d'un collège, situé entre le quartier des Garrigues et des Constellations, en continuité des équipements sportifs.*

Page 53

#### ARTICLE UC10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne peut excéder 8,50 mètres et un étage sur rez-de-chaussée (R+1), **hormis en UC1.**

*En UC1, la hauteur des constructions ne peut excéder 13 mètres et deux étages sur rez-de-chaussée (R+2).*

D'autres modifications concernent les articles suivants :

- page 52 : article UC6 concernant l'alignement des constructions en UC1 ;
- page 52 : article UC7 concernant les limites séparatives ;

<sup>2</sup> La zone d'aménagement concerté (ZAC) est une opération d'urbanisme publique ayant pour but de réaliser ou de faire réaliser l'aménagement et l'équipement de terrains à bâtir en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés. (<http://outil2amenagement.cerema.fr/la-zone-d-amenagement-concerte-zac-r311.html>)

<sup>3</sup> Le plan d'aménagement de zone (ou PAZ), était un document d'urbanisme français qui pouvait être créé dans les zones d'aménagement concerté, afin de réglementer les droits d'utilisation des sols lorsque le document d'urbanisme local (plan d'occupation des sols - POS) était jugé inadapté (ou n'existait pas).

([https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan\\_d%27am%C3%A9nagement\\_de\\_zone](https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_d%27am%C3%A9nagement_de_zone))

<sup>4</sup> Le plan d'occupation des sols (POS) est un ancien document d'urbanisme prévu par le droit français, dont le régime a été créé par la Loi d'orientation foncière de 1967. Sa disparition a été organisée par la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000 et la Loi ALUR du 24 mars 2014, au profit des nouveaux plans locaux d'urbanisme (PLU). ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan\\_d%27occupation\\_des\\_sols](https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_d%27occupation_des_sols))



- page 53 : article UC8 concernant les implantations des constructions ;
- page 54 : article UC11 concernant les clôtures.

### 2.1.5.2 Projet de collège de Juvignac et avantages et contraintes en découlant

---

À la demande du Commissaire enquêteur, la Métropole a fourni un document complémentaire [Dossier d'enquête publique : *Éléments d'informations complémentaires - Pièce 4 : Complément au dossier d'enquête publique*] au document présentant la demande de modification [Dossier d'enquête publique : *Projet de modification - Pièce 1 : Additif au rapport de présentation*] qui figurent donc tous les deux au dossier d'enquête.

La lecture de ces documents permet de comprendre le choix fait de ce site d'implantation d'un nouveau collège et les contraintes qui en découlent :

- la nécessité de construire un nouveau collège sur ce territoire ;
- le choix du site par comparaison de différents sites envisagés : quatre au total, avec un tableau comparatif permettant de comprendre pourquoi le site de Juvignac – Constellations<sup>5</sup> est préféré aux trois autres sites (Juvignac – Courpouiran, Saint-Georges-d'Orques, Vailhauquès – Bel-Air) ;
- le respect de non-consommation d'espaces naturels ou de terres agricoles dans les projets d'urbanisme ;
- l'accessibilité pour les collégiens et intervenants du futur collège en privilégiant l'accès par transport en commun, à vélo ou à pied ;
- la nécessaire structuration d'une urbanisation dense coupée entre la zone des Garrigues et celle des Constellations avec à proximité du collège plusieurs installations sportives ;
- la prise en compte des contraintes réglementaires dont la modification du plan local d'urbanisme objet de la présente enquête publique ;
- la prise en compte des risques naturels (inondation, mouvements de terrain) technologiques ou industriels encourus sur la zone du nouveau collège ;
- la prise en compte de l'environnement naturel (vallée de la Mosson) et du paysage ;
- la prise en compte de la préservation de l'espace boisé classé ;
- la prise en compte de l'alimentation en eau et des autres réseaux nécessaires dont les eaux usées et le chauffage ;
- les contraintes induites par la suppression du stade de football et son transfert dans un complexe sportif situé sur un autre site à proximité de l'école Mandela.

Toutefois plusieurs points du dossier ne sont pas suffisamment étayés.

Je prends acte et adhère aux préconisations de la Direction départementale des territoires et de la mer [Dossier d'enquête publique : *Avis de la Direction départementale des territoires et de la mer en date du 14 septembre 2022*] sur les trois points qu'elle site et sur lesquels le Maître d'ouvrage devra être particulièrement attentif.

1/ L'espace boisé classé pour lequel la plus grande vigilance s'impose en interdisant toute modification, même modeste, du bois. Le respect le total de cette espace en plein cœur de Juvignac apparaît fondamental.

2/ Le risque feux de forêt, du fait de la présence de l'espace boisé classé sur l'emprise même du collège et sur la parcelle située à l'est du collège, qui n'est pas mentionné et doit être étudié avec le plus grand soin pour des raisons évidentes de sécurité.

3/ Concernant l'aspect paysager, la construction d'un bâtiment de 13 m de hauteur doit faire l'objet d'une étude architecturale et paysagère soignée qui devrait être présentée aux riverains avant début des travaux.

---

<sup>5</sup> Note du Commissaire enquêteur : c'est d'ailleurs une dénomination discutable car le stade de football actuel se situe dans le quartier des Garrigues, certes en frontière avec le quartier des Constellations, comme cité en haut de la page 49 du règlement du plan local d'urbanisme en cours.

Mais il reste un point qui n'est que peu ou pas abordé dans le dossier d'enquête public. Il s'agit de l'accès au collège pour les différentes personnes qui devront s'y rendre. Certes il est envisagé de façon générale mais il n'a pas fait l'objet d'une étude fine présentée au public des déplacements vers, autour et à proximité du futur collège. Aucun document nous permet de comprendre réellement comment va se faire les divers aménagements de voiries, et donc la circulation une fois cet équipement construit, dans Juvignac. Il est illusoire de croire que tous les collégiens et adultes intervenants sur le site viendront tous à pied, à vélo, en trottinette ou encore en transports en commun (cars de ramassage scolaire, bus et tramways de la Métropole). Il est absolument indispensable de travailler ce point de façon beaucoup plus précise avant de commencer les travaux de construction et d'aménagement de la voirie.

*Commentaire du commissaire enquêteur 4 : Je constate que si la préservation de l'espace boisé classé semble prise en compte elle n'est pas suffisamment sécurisée ; le projet reste trop imprécis sur l'intégration de cet espace boisé classé au sein du collège.*

*Commentaire du commissaire enquêteur 5 : Je constate que le risque incendie n'est pas abordé dans le dossier alors que l'espace boisé classé va jouxter le collège.*

*Commentaire du commissaire enquêteur 6 : Je constate que la modification du plan local d'urbanisme va permettre de construire un bâtiment rez-de-chaussée et deux étages frontalier d'une zone pavillonnaire et qu'aucune étude architecturale et paysagère ne vient compléter le dossier porté à connaissance des riverains et plus généralement des Juvignacoises et Juvignacois.*

*Commentaire du commissaire enquêteur 7 : Je constate que les modifications apportées à l'environnement urbain du collège (dont la circulation à pied, à vélo, en transport en commun ou bien en voiture) ne sont que beaucoup trop sommairement abordées et ne permettent pas au public de comprendre les modifications importantes que cela risque d'apporter aux déplacements dans une zone urbanisée dense... et aux nuisances ou non qui en découlent. Préalablement à la construction du collège une étude spécifique devrait être menée avec la participation des habitants.*

## 2.1.6 Nature et caractéristiques du projet de périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson

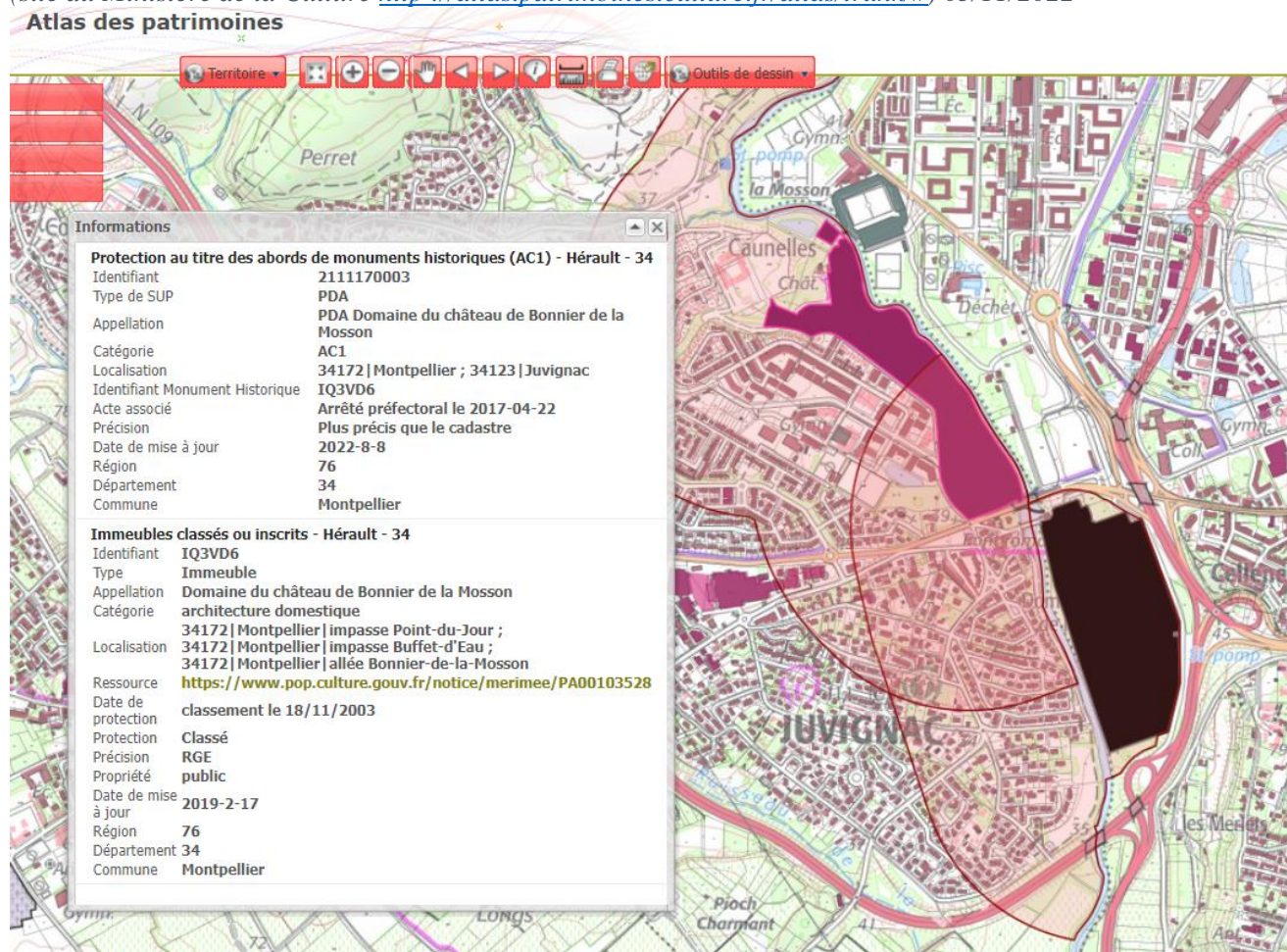
### 2.1.6.1 Rappel du dossier et analyse

Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson a été classé par arrêté du ministère de la culture et de la communication en date du 18 novembre 2003.

La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de l'Occitanie - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Hérault a constitué le dossier mis à enquête publique concernant le périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson. Il comprend les différentes pièces nécessaires à l'étude du dossier ([cf. Tableau 1](#))

Sur la carte (Figure 4 ci-dessous) le domaine du château de Bonnier de la Mosson classé apparaît en noir. Il est entièrement situé sur la commune de Montpellier sur la rive gauche de la Mosson. Une ligne rouge délimite autour du domaine le périmètre de protection. Celui-ci est déjà un périmètre délimité des abords approuvé par arrêté préfectoral le 22 avril 2017 sur la commune de Montpellier comme l'indique le cartouche d'informations présent sur la carte. Sur la commune de Juvignac la délimitation en trait rouge est celle par défaut du périmètre de 500 m autour du bien.

Figure 4 : Carte et informations « Domaine du château de Bonnier de la Mosson » de l'atlas du patrimoine (site du Ministère de la Culture <http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/#>) 03/11/2022



Le document de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de l'Occitanie du dossier de l'enquête publique après avoir présenté le bien et analysé son environnement propose un périmètre délimité des abords [Pièces du dossier d'enquête : *Note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords*



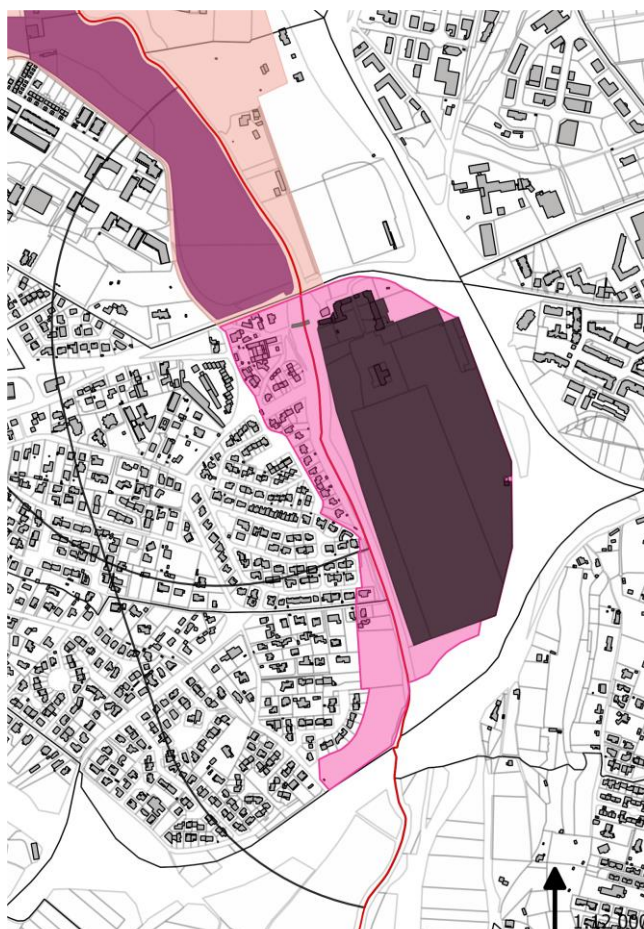
du Domaine du château de Bonnier de la Mosson et un plan (format A3) relatif au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson].

Nous pouvons y lire en ce qui concerne le périmètre délimité des abords :

*Le périmètre de protection modifié contient notamment :*

- le site classé de l'ancien pont protégé par arrêté du 28 février 1928 ;
- un ensemble bâti ancien visible sur le plan de cadastre napoléonien ;
- la première bande de pavillons construits en rive droite de la Mosson sur la commune de Juvignac ;
- des terrains vierges susceptibles d'être construits dans le prolongement sud de cette bande ;
- un espace réservé du PLU de Montpellier, en rive gauche, destiné à la création d'un tronçon de cheminement doux.

Le plan du dossier d'enquête visualise cette proposition de périmètre délimité des abords (figure 5 ci-dessous).



*Figure 5 : Carte présentant le « Domaine du château de Bonnier de la Mosson » en mauve foncé, le périmètre de protection actuel des 500 m sur la commune de Juvignac par un trait noir, la zone en rose de périmètre délimitée des abords sur les deux communes de Juvignac (à l'ouest) et de Montpellier (à l'est), le trait rouge symbolise la limite de communes entre Juvignac et Montpellier qui se superpose au lit de la Mosson [cf. Dossier d'enquête publique : extrait du plan (format A3) relatif au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson]*

À noter que le périmètre délimité des abords sur la commune de Juvignac prend en compte la première bande de pavillons construits en rive droite de la Mosson. Les rives de la Mosson sont couvertes d'une ripisylve qui cache le domaine depuis Juvignac. Au sud elle recouvre une bande de terrain non construite qui court le long de la Mosson.

*Commentaire du commissaire enquêteur 8 : Je constate que le périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson sur la commune de Juvignac est cohérent au regard des informations délivrées par la Direction régionale des affaires culturelles et de la visite de terrain réalisée*

#### 2.1.6.2 Interrogation des propriétaires

Comme l'indique le cartouche de la figure 4 ci-dessus, le Domaine du château de Bonnier de la Mosson est une propriété publique. Après interrogation orale de la Métropole, je prends acte que le propriétaire de la



totalité du domaine classé est la Métropole. La Métropole, par délibération du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2022, a donné un avis favorable sur le projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson [Pièce du dossier d'enquête : *Délibération du Conseil de Métropole donnant un avis favorable sur les projets de création des périmètres délimités des abords du Domaine de Caunelles et du Domaine du château de Bonnier de la Mosson en date du 26 juillet 2022*].

Il n'y a donc pas lieu qu'en tant que commissaire enquêteur j'interroge le propriétaire comme le prévoit l'article R621-93-IV du code du patrimoine cité plus haut au [paragraphe 2.1.3.2](#) du présent rapport.

*Commentaire du commissaire enquêteur 9 : Je constate que la Métropole est propriétaire de la totalité du Domaine du château de Bonnier de la Mosson classé au titre du Code du Patrimoine. La Métropole ayant donné un avis favorable sur le projet de création du périmètre délimité des abords du domaine sur la commune de Juvignac, je n'ai pas à interroger à nouveau le propriétaire. Je considère donc l'avis du propriétaire comme favorable.*

## 2.1.7 Nature et caractéristiques du projet de périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles

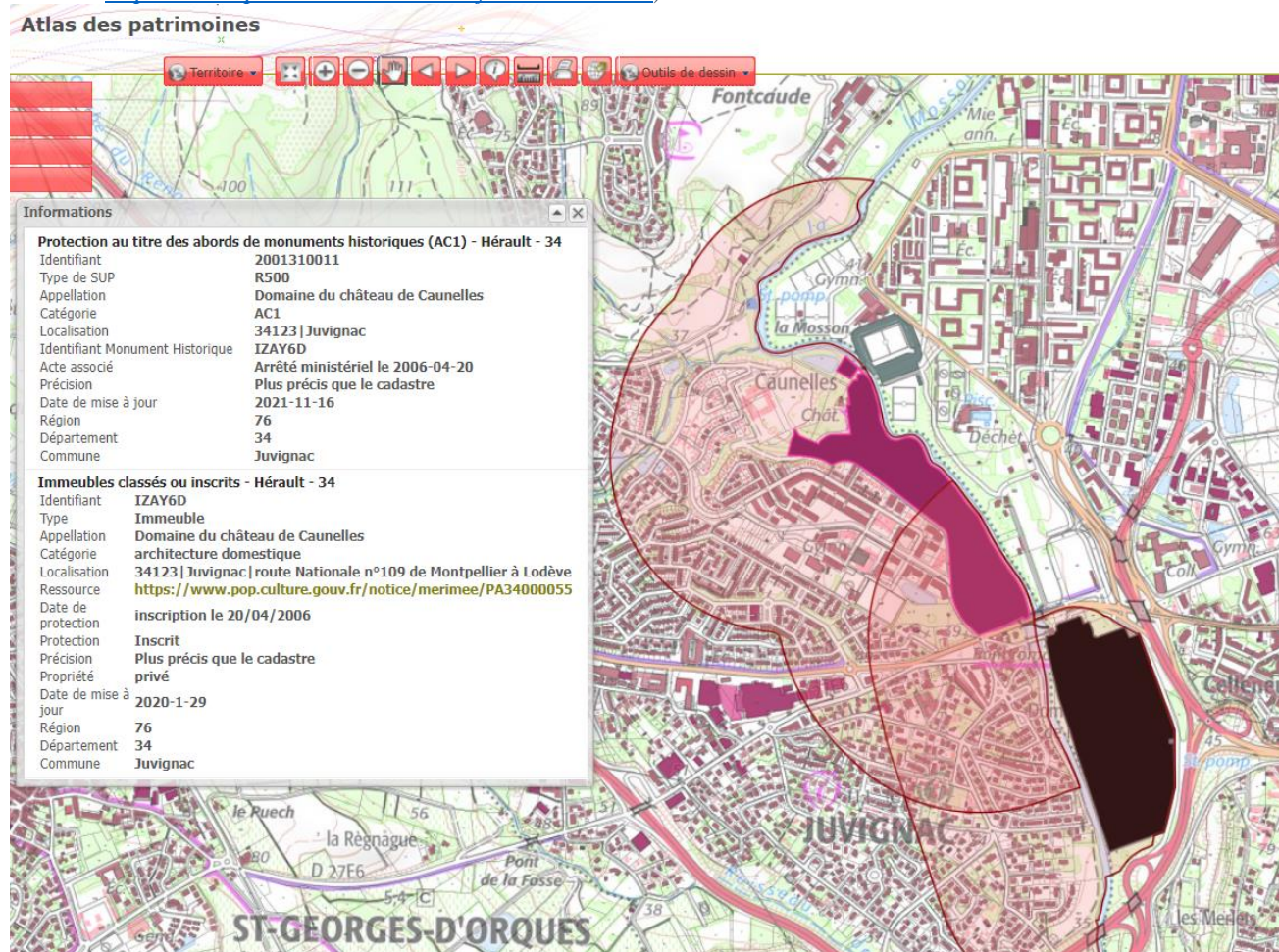
### 2.1.7.1 Rappel du dossier et analyse

Le Domaine de Caunelles a été inscrit au titre du Code du Patrimoine par arrêté préfectoral le 20 avril 2006.

La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de l'Occitanie - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Hérault a constitué le dossier mis à enquête publique concernant le périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles. Il comprend les différentes pièces nécessaires à l'étude du dossier (cf. [Tableau 1](#)).

Sur la carte (Figure 6 ci-dessous) le domaine de Caunelles inscrit apparaît en rose foncé. Il est entièrement situé sur la commune de Juvignac sur la rive droite de la Mosson. Sur la commune de Juvignac, un trait rouge délimite autour du domaine le périmètre de protection aujourd'hui situé à 500 m. Un périmètre délimité des abords a été approuvé sur la commune de Montpellier mais il n'est pas représenté sur cette carte.

Figure 6 : Carte et informations « Domaine de Caunelles » de l'atlas du patrimoine (site du Ministère de la Culture <http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/#/>) 03/11/2022



Le document de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de l'Occitanie du dossier de l'enquête publique après avoir présenté le bien et analysé son environnement propose un périmètre délimité des abords [Pièces du dossier d'enquête : *Projet de périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles* : - Note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles - Deux plans (format A3) relatifs au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles].

Notons tout d'abord que la note justificative est nommée « *Périmètre de protection modifiée du domaine de Caunelles (PPM)* » et elle est datée du 20 avril 2006. Un premier plan en A3 est nommé « *Juvignac Domaine de Caunelles* » et il est daté d'octobre 2013. Le deuxième plan en A3, qui lui est daté d'avril 2022, est le même que celui fourni pour le dossier du domaine du château de Bonnier de la Mosson, dont il porte le nom, mais sur lequel figure également le domaine de Caunelles.

Nous pouvons y lire en ce qui concerne le périmètre délimité des abords alors appelé périmètre de protection modifié (les photos citées ne sont pas reprises) :

### 3. PROPOSITION D'UN PERIMETRE DE PROTECTION MODIFIE

#### 3.1 PRINCIPES GENERAUX

*Le périmètre de protection modifié concorde à la coulée verte de part et d'autre des berges de la Mosson dans laquelle prennent place aujourd'hui plusieurs équipements sportifs et ludiques. Il exclut les ZAC des Constellations et de la Paillade, au sein desquelles l'avis de l'architecte des Bâtiments de France a peu d'impact pour la qualité des abords du domaine de Caunelles.*

*Le nouveau périmètre s'articulera ultérieurement à celui du domaine du château Bonnier de la Mosson dans l'optique de voir un jour se définir le rôle de la Mosson et des anciens domaines agricoles dans l'aménagement de ce secteur : rôle fédérateur potentiel également au sein du réseau hydrographique et du projet urbain de l'agglomération de Montpellier.*

#### 3.2 ESPACES PRIS EN COMPTE (cf. Plan de Repérage des Photos et des Points de vue remarquables)

*Le périmètre de protection modifié contient notamment :*

*– l'allée de pins piétonne en limite du boulodrome et conduisant aux autres équipements ludiques et sportifs tels que la piscine olympique Neptune, les terrains de tennis, les stades etc...*

*– les berges Est de la Mosson, dont une partie a malheureusement été détruite et privatisée par la construction du Stade de la Mosson*

*– le chemin en limite Ouest du domaine, sur lequel est calé la limite de la ZAC des Constellations (photo 16)*

*Il s'appuie sur des limites tangibles comme l'avenue de Heidelberg au sud-ouest du quartier de la Paillade et la route de Lodève reliant Juvignac à Montpellier.*

*Il s'appuie sur le mur de la déchetterie « Point Propreté Demeter » et se retourne vers la limite entre les parkings et le parc (photo 5)*

### 4. ORIENTATIONS DE MISE EN VALEUR

*Le caractère naturel de la Mosson n'est pas contradictoire avec le rôle fédérateur qu'elle peut avoir dans l'aménagement urbain du secteur et plus largement de l'agglomération de Montpellier. Les berges sont ainsi à valoriser. Les continuités des circulations sont également à envisager afin d'éviter des zones en impasses, aujourd'hui non sécurisées et parfois laissées à l'abandon.*

*La présence de nombreux équipements sportifs et ludiques se prête à l'aménagement de cheminements doux au sein de cette coulée verte. Photo 14*

*Par ailleurs, le traitement des limites entre le domaine de Caunelles et la ZAC des Constellations devra être défini et de qualité. Photo 16*

Le plan du dossier d'enquête visualise cette proposition de périmètre délimité des abords (figure 7 ci-dessous). Certains points méritent attention.

- Il est évident au regard de la comparaison de ces deux cartes que le tracé du périmètre délimité des abords sur la commune de Juvignac suit fidèlement le tracé de la zone d'aménagement concerté des Constellations ; il n'y a aucune obligation à cela.

- Sur la commune de Juvignac il y a justification dans le texte à cette délimitation en signifiant que « *l'avis de l'architecte des Bâtiments de France a peu d'impact pour la qualité des abords* » en ce qui concerne les zones d'aménagement concertés considérés... ce qui, à mon sens, n'est pas très encourageant pour la protection du patrimoine du point de vue des riverains comme de celui des propriétaires du domaine.

- Le texte mentionne « *le traitement des limites entre le domaine de Caunelles et la ZAC des Constellations devra être défini et de qualité.* » Mais alors de quel côté faudra-t-il que le promeneur tourne la tête en marchant alors que ce cheminement est en limite de plusieurs parcelles classées du parc ? Du sud au nord, lors du cheminement le long du quartier des Constellations au pied des immeubles à quatre étages, à gauche, nous longeons à droite les parcelles du parc (BO0033, BO0034, BO0032, BO0002 et BP0054) et une parcelle classée bâtie, maison du jardinier avec la tour pigeonier et le potager (BO0003).



- Une large zone est délimitée au nord sur la commune de Montpellier bien au-delà du domaine de Caunelles le long de la rive gauche de la Mosson et une zone réduite au strict minimum en face, de l'autre côté, sur la rive droite. Cette délimitation est en complète contradiction avec les propos tenus plus haut par l'architecte des Bâtiments de France : « dans l'optique de voir un jour se définir le rôle de la Mosson et des anciens domaines agricoles dans l'aménagement de ce secteur : rôle fédérateur potentiel également au sein du réseau hydrographique et du projet urbain de l'agglomération de Montpellier ».

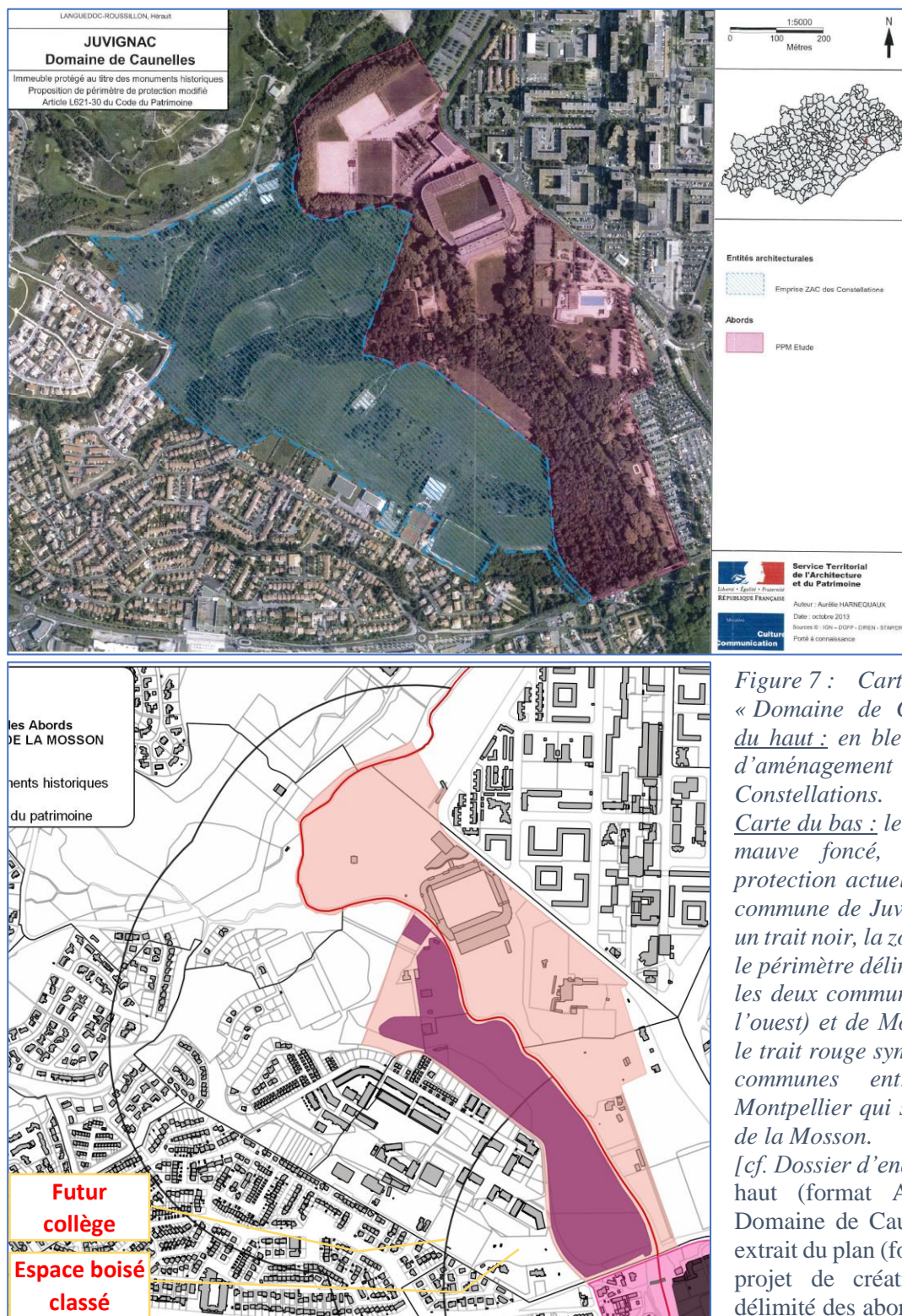


Figure 7 : Cartes présentant le « Domaine de Caunelles ». Carte du haut : en bleu hachuré la zone d'aménagement concerté des Constellations.

Carte du bas : le domaine classé en mauve foncé, le périmètre de protection actuel des 500 m sur la commune de Juvignac délimité par un trait noir, la zone en rose saumon le périmètre délimité des abords sur les deux communes de Juvignac (à l'ouest) et de Montpellier (à l'est), le trait rouge symbolise la limite de communes entre Juvignac et Montpellier qui se superpose au lit de la Mosson.

[cf. Dossier d'enquête publique : en haut (format A3) « Juvignac – Domaine de Caunelles » et en bas extrait du plan (format A3) relatif au projet de création du périmètre délimité des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson]

Par ailleurs, je constate l'incohérence entre les limites sur la commune de Juvignac des périmètres délimités des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles. Nous avons une protection cohérente du Domaine du château de Bonnier de la Mosson en zone pavillonnaire qui prévoit une protection satisfaisante des abords et une protection de parcelles aujourd'hui non construites. Alors que le quartier d'immeubles des Constellations est nettement visible depuis le Domaine de Caunelles, parc et bâtis classés, la délimitation choisie est la plus petite possible. De plus, la protection des parcelles non bâties en périphérie des parcelles classées – espace boisé classé au sud et berges rive droite de la Mosson au nord – ne sont pas intégrées au périmètre délimité des abords.

*Commentaire du commissaire enquêteur 10 : Je constate que le périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles n'est pas satisfaisant, dans sa limite ouest, face au quartier Constellations dont il devrait prendre au strict minimum la première rangée des immeubles et intégrer l'espace boisé classé. Il en est de même dans sa limite nord dans lequel il devrait être en cohérence avec les limites définies sur la rive gauche de la Mosson sur la commune de Montpellier. Le caractère naturel et paysager de la Mosson devrait y gagner et la berge de la rive droite est tout autant à valoriser que la berge de la rive gauche.*

#### 2.1.7.2 Interrogation des propriétaires

Le domaine de Caunelles appartient à des propriétaires privés. La Métropole a interrogé le cadastre afin d'obtenir la liste des propriétaires des douze parcelles classées concernées.

*Tableau 2 : Liste des propriétaires des douze parcelles classées du domaine de Caunelles selon les données du cadastre transmises par la Métropole au commissaire enquêteur.*

Numéro cadastral de la parcelle	Nom des propriétaires
BO0031 BO0033	GGL Groupe
BO0027 BO0034 BO0032 BP0037	M. Moreau de Saint Martin Jean Marie Mme Moreau de Saint Martin Monique Marie Mme Verriez Anne Magali République M. Verriez Gilles Francois Bastille Mme Verriez Lia Marjorie Liberté
BO0002 BP0008 BP0054	Mme Coye de Brunelis Bernadette Marie Mme Coye de Brunelis Christiane Marie - de Monteville Christiane Mme Coye de Brunelis Francoise Marie Mme Coye de Brunelis Isabelle Marie Josèphe - Gouraud Isabelle Mme Coye de Brunelis Marie Madeleine - de Sorbier de Pognadoresse Marie
BO0003	Mme de Monteville Florence Marie Josèphe - Bouquet Des Chaux Florence M. de Monteville Francois Marie Ghislain M. de Monteville Hugues Georges Bernard Marie Ghislain
BP0001	Mme Coye de Brunelis Christiane Marie - de Monteville Christiane Mme Coye de Brunelis Francoise Marie
BP0002	Indivision Coye de Brunelis Francoise

Le 9 novembre 2022, j'ai constitué un dossier constitué des pièces suivantes :

- un courrier adressé aux propriétaires du domaine de Caunelles par le commissaire enquêteur ([annexe 7](#)) ;
- l'arrêté d'ouverture d'enquête publique unique ([annexe 2](#)) ;
- le projet de périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles [Correspondant aux pièces du dossier d'enquête publique ([tableau 1](#)) : *Projet de périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles : \* note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles ; \* deux plans (format A3) relatifs au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles.*]

Le dossier a été envoyé par voie postale avec suivi à chacun des 14 propriétaires identifiés tels que figurant au tableau 2 ci-dessus. Les courriers ont été remis aux propriétaires entre les 12 et les 17 novembre 2022 à l'exception d'un courrier, celui de la parcelle BP0002 ; mais la personne destinataire a bien reçu le même courrier en tant que propriétaire des parcelles BP0001 et BP0008.

Par la suite, j'ai reçu plusieurs courriels de ces propriétaires précisant le nom et adresse d'autres propriétaires qui n'étaient pas identifiés au cadastre. Il s'agit d'héritiers potentiels à qui j'ai également transmis par voie électronique ce dossier.

*Commentaire du commissaire enquêteur 11 : Je constate que tous les propriétaires du domaine de Caunelles inscrit au titre du Code du Patrimoine et identifiés à partir des données du cadastre ont bien reçu le dossier permettant de se prononcer sur la modification du périmètre délimité des abords.*

## 2.2 ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

### 2.2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Par décision n° E22000111 /34 en date du 29/08/2022, Monsieur le président du Tribunal administratif de Montpellier a désigné en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur François COLAS, inspecteur général de santé publique vétérinaire ([Annexe 1 : désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier](#)).

### 2.2.2 Autorité organisatrice

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme (PLU). Le maître d'ouvrage de la modification n°2 du plan local d'urbanisme de Juvignac est en conséquence la Métropole, représentée par son Président, M. Mickaël DELAFOSSE :

Montpellier Méditerranée Métropole  
50, place Zeus CS 39556  
34961 Montpellier Cedex 2  
Tél. : 04 67 13 60 00  
<http://www.montpellier3m.fr>

*Suivi du dossier à la Métropole*  
Alban FILIPIAK  
Chef du service planification  
Direction déléguée de la planification, de l'environnement et de l'appui aux territoires



Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole  
Tél. : 04 67 13 69 33

Les périmètres délimités des abords (PDA) relèvent d'une proposition de l'architecte des Bâtiments de France (ABF), représentant les services de l'État en la matière. Le maître d'ouvrage des périmètres délimités des abords est en conséquence la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de l'Occitanie :

Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault  
Architecte des Bâtiments de France  
5, rue Salle l'Évêque  
34967 Montpellier Cedex 2

*Suivi du dossier à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault*  
Aurélië HARNEQUAUX  
Chargée des sites classés et des paysages  
Tel : 04 67 02 32 36

### 2.2.3 Arrêté d'ouverture d'enquête

Par arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du château de Bonnier de la Mosson ([Annexe 2 : Arrêté de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique](#)).

### 2.2.4 Déroulement de l'enquête et chronologie des événements

Le tableau 3 ci-dessous reprend les différentes étapes de l'enquête publique.

Tableau 3 : Principales étapes de l'enquête publique.

Date	Action
30/08/2022	Réception de la désignation comme commissaire enquêteur par le tribunal administratif
01/09/2022	Réception du dossier provisoire d'enquête publique
21/09/2022	Réunion en mairie de Juvignac avec les porteurs du projet (Métropole et mairie de Juvignac) et visite des lieux d'enquête par le commissaire seul
22/09/2022	Relecture de l'arrêté de la Métropole lançant l'enquête publique avant signature
05/10/2022	Visite du site d'enquête publique avec la Directrice générale des services de la mairie de Juvignac
05/10/2022	Réunion sur les deux périmètres délimités des abords à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Hérault, en présence de la Métropole
17/10/2022	Contrôle des pièces du dossier avant réunion avec la Métropole du 18/10/2022
18/10/2022	Signature des deux dossiers d'enquête (Métropole et Juvignac) à la Métropole
24/10/2022	Première permanence à la mairie de Juvignac de 10h00 à 12h00 - Contrôle de l'affichage avant et après la première permanence et vérification du fonctionnement des sites internet de la Métropole et de la mairie de Juvignac
03-04/11/2022	Échanges (tél et courriels) sur les deux périmètres délimités des abords des deux domaines avec la Métropole, la mairie de Juvignac et une des propriétaires du domaine de Caunelles Mme Françoise Coye de Brunélis – Échange téléphonique avec une habitante de Juvignac concernant la modification du plan local d'urbanisme



06-07-08/11/2022	Préparation du dossier d'interrogation des propriétaires de Caunelles
09/11/2022	Reprographie du dossier d'interrogation des propriétaires de Caunelles - Envoi en courrier avec suivi du dossier d'interrogation des 14 propriétaires de Caunelles
12/11/2022	Communication téléphonique avec un propriétaire du domaine de Caunelles
15/11/2022	Préparation de la deuxième permanence en mairie de Juvignac – compléments à la liste des propriétaires du domaine de Caunelles
16/11/2022	Deuxième permanence à la mairie de Juvignac de 8h30 à 12h00 - Contrôle de l'affichage
16/11/2022	Échanges avec Mme François Coye de Brunélis propriétaire au domaine de Caunelles en mairie de Juvignac. Visite du domaine de Caunelles avec Mme François Coye de Brunélis propriétaire au domaine de Caunelles
21/11/2022	Communication téléphonique avec un propriétaire du domaine de Caunelles
25/11/2022	Troisième et dernière permanence à la mairie de Juvignac de 13h30 à 17h00 – Clôture de l'enquête publique
26 au 29/11/2022	Prises en compte des avis du public (registres papier et dématérialisé – rédaction du procès-verbal de synthèse
30/11/2022	Remise du procès-verbal de synthèse à la maîtrise d'ouvrage (Métropole), à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine et à la mairie de Juvignac
15/12/2022	Réception des réponses au procès-verbal de synthèse
20/12/2022	Remise du rapport du commissaire enquêteur au maître d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole et au Tribunal administratif de Montpellier

## 2.2.5 Information du public

L'enquête publique a fait l'objet des mesures d'information suivantes.

### 2.2.5.1 Information d'ouverture d'une enquête publique

#### Par voie d'affiche

*Arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement – Les affiches mentionnées au III de l'article R. 123-11 mesurent au moins 42 × 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune.*

L'avis d'ouverture d'enquête publique ([annexe 3](#)) a été affiché, huit jours au moins avant le début de la procédure d'enquête et pendant toute sa durée, conformément à l'article 10 de l'arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, de monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole qui prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du domaine de Caunelles et du domaine du château de Bonnier de la Mosson ([Annexe 2 : Arrêté de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique](#)).

*L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :*

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, Montpellier) ;
- Au niveau de la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe, Juvignac) ;
- A proximité de la médiathèque Théodore Monod, rue du Poumpidou ;
- A proximité de l'emplacement du futur collège, rue Callisto ;
- A proximité du terminus de la ligne 3 du tramway « Juvignac » ;
- A proximité de l'Espace Lionel de Brunélis, rue Callisto ;
- A proximité de l'école Fontcaude, rue de la Calade ;
- A proximité de l'école Les Garrigues, allée de l'Europe ;

- A proximité de l'école Maurice Béjart, avenue Anna Pavlova ;
- A proximité de l'école Nelson Mandela, rue Neptune ;
- A proximité de la Salle des Sports Jean Moulin, rue des Cigales ;
- A proximité de la Place Emmanuel Chabrier.

J'ai constaté le 24 octobre et le 16 novembre 2022 la réalité de ces affichages. L'affichage situé « À proximité du terminus de la ligne 3 du tramway « Juvignac » » était disparu le 24 octobre 2022 et était dégradé le 16 novembre 2022. J'ai signalé ces incidents immédiatement à la Métropole et à la mairie de Juvignac. Cette dernière l'a remis en place à chaque fois dans les meilleurs délais.

### **Par voie numérique**

L'avis d'ouverture d'enquête publique ([annexe 3](#)) a été mis en ligne sur le site Internet de la Métropole et de la ville de Juvignac, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée ([annexe 4](#)) comme le prescrit l'article 10 de l'arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, de monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole ([Annexe 2 : Arrêté de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique](#)).

*L'avis au public sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.*

### **Par voie de presse**

Le 6 octobre 2022, l'avis d'enquête publique a été publié dans les journaux le Midi Libre et la Gazette ([Annexe 5 : Parution de l'avis d'enquête publique dans les journaux de l'Hérault](#)).

Le 27 octobre 2022, l'avis d'enquête publique a été publié dans les journaux le Midi Libre et la Gazette ([Annexe 5 : Parution de l'avis d'enquête publique dans les journaux de l'Hérault](#)).

#### **2.2.5.2 Notification aux propriétaires des domaines du château de Bonnier de la Mosson et de Caunelles des modifications des périmètres délimités des abords**

Comme déjà signalé au chapitre [2.1.6.2](#) pour le domaine du château de Bonnier de la Mosson et au chapitre [2.1.7.2](#) pour le domaine de Caunelles, du présent rapport, les modifications des périmètres délimités des abords nécessitent la consultation par le commissaire enquêteur des propriétaires. Les actions que j'ai menées sont décrites dans ces deux chapitres.

### **2.2.6 Modalités de consultation du dossier d'enquête publique et du dépôt des contributions**

Pendant toute la durée de l'enquête publique, du 24 octobre 2022 à 10h00 au 25 novembre 2022 à 17h00, le dossier d'enquête unique était consultable et le public a pu donner son avis selon les modalités de l'article 4 de l'arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, de monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>  
Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques).  
Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Le nombre de contributions étant important, un deuxième registre papier a été ouvert le 24 novembre 2022 en mairie de Juvignac permettant aux personnes intéressées de déposer dans de bonnes conditions leurs avis.

Il n'y a eu aucun incident qui aurait pu remettre en cause l'enquête publique.

## 2.2.7 Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, soit le vendredi 25 novembre 2022 à 17h00, le registre d'enquête publique unique se trouvant à la mairie de Juvignac a été clos et signé par le commissaire enquêteur. J'ai récupéré le dossier d'enquête et le registre contre un procès-verbal de prise en compte déposé à la mairie de Juvignac. ([annexe 6](#)). Concernant le dossier se trouvant à la Métropole il a été retiré de la consultation par le service en charge du dossier également le vendredi 25 novembre 2022 à 17h00. Je l'ai récupéré et signé ultérieurement.

### 2.2.7.1 Remise du procès-verbal de synthèse des observations

Le mercredi 30 novembre 2022 à 9h30, je remets et commente, à l'occasion d'un rendez-vous par visioconférence avec Monsieur Filipiak de la Métropole, Madame Harnequaux de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault et Monsieur Sautré de la mairie de Juvignac, mon procès-verbal de synthèse des observations du public (récépissé de remise en [annexe 8](#)).

Le 16 novembre 2022, je reçois réponse aux questions posées concernant l'enquête publique unique. Le procès-verbal de synthèse des observations du public constitue une pièce constitutive du présent rapport jointe à part.

### 2.2.7.2 Remise du rapport d'enquête et des conclusions motivées du commissaire enquêteur

Le 21 décembre 2022, je remets et commente mon rapport à l'autorité organisatrice, le service de la planification de la Direction déléguée de la planification, de l'environnement et de l'appui aux territoires de la Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole et lui remets les documents suivants ([chapitre 5 du présent rapport](#)) :

- le présent rapport (3 exemplaires papier : Métropole, Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault et mairie de Juvignac) ;
- les deux dossiers d'enquête mis à la disposition du public du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 à la mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- les deux registres d'enquête publique papier, numérotés N°1 et N°2, qui ont été mis à disposition du public, en mairie de Juvignac, le temps de l'enquête publique du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 afin de recueillir les observations et propositions du public ;
- le registre d'enquête publique papier qui a été mis à disposition du public, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole le temps de l'enquête publique du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 afin de recueillir les observations et propositions du public ;
- le registre d'enquête publique dématérialisé qui a été mis à disposition du public, sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole le temps de l'enquête publique du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 afin de recueillir les observations et propositions du public (1 exemplaire papier) ;

- le procès-verbal de synthèse des observations concernant ladite enquête unique comportant les observations du commissaire enquêteur et les réponses apportées par le maître d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole (1 exemplaire papier).

Le même jour, je remets un exemplaire du présent rapport au greffe du tribunal administratif de Montpellier.

*Commentaire du commissaire enquêteur 12 : Je constate que la présente enquête publique unique portant sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson s'est déroulée selon la réglementation en vigueur.*

## 2.3 ANALYSE DES OBSERVATIONS

### 2.3.1 Bilan statistique de l'enquête

L'enquête publique unique relative à la modification n°2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune a fait l'objet de dépositions écrites et orales de la part du public sur les registres d'enquête papier et dématérialisé. Un bilan est donné dans le tableau 4 qui suit.

*Tableau 4 : bilan général des dépôts de remarques ou avis sur les trois dossiers concernés par l'enquête publique : « Date » pour date du dépôt sur un registre donné ; « Nombre » pour le nombre de personnes ayant donné leur avis pour chacun des dépôts ; « Thématique » définie comme très générale et ne préjugant pas ni du nombre d'arguments donnés ni de leurs développement ; « Avis concernant » soit le « PLU » la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac, soit « Bonnier » la proposition de périmètre délimité des abords pour le Domaine du château de Bonnier de la Mosson, soit « Caunelles » la proposition de périmètre délimité des abords pour le Domaine de Caunelles – l'avis peut être favorable, défavorable ou non exprimé (case blanche).*

	Date	Nombre	Thématique	Avis concernant		
			Registre dématérialisé	PLU	Bonnier	Caunelles
1	26/10/2022	1	Accès au collège difficile	Défavorable		
2	01/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
3	4/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
4	4/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
5	10/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
6	10/11/2022	1	Demande de précisions sur l'emplacement du collège			
7	16/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté			
8	17/11/2022	Association	Cf. registre papier			
9	20/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté			
10	20/11/2022	1		Favorable		
11	20/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
12	21/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
13	21/11/2022	1	Erreur dans la rédaction du PLU			

14	22/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
15	22/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable	Défavorable	Défavorable
16	22/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
17	23/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté (+dossier)	Défavorable	Défavorable	Défavorable
18	23/11/2022	Individuel	<i>Cf. registre papier</i>			
19	23/11/2022	2	Remarques sur l'emplacement du collège et les sites historiques : pas d'avis formel donné			
20	23/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
21	23/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
22	24/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté – manque de concertation	Défavorable		
23	24/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
24	24/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
25	24/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
26	24/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
27	24/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
28	24/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
29	24/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté (+dossier)	Défavorable		
30	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
31	25/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
32	25/11/2022	1	Remarques sur l'emplacement du collège : pas d'avis formel donné			
33	25/11/2022	1	Remarques sur l'emplacement du collège : pas d'avis formel donné			
34	25/11/2022	1	Remarques sur l'emplacement du collège et manque d'études : pas d'avis formel donné (+dossier)			
35	25/11/2022	1		Défavorable		
36	25/11/2022	1	Remarques sur l'emplacement du collège et manque de concertation	Défavorable	Défavorable	Défavorable
37	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
38	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
39	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable	Défavorable	Défavorable
40	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
		<b>38 dépôts 39 personnes</b>		<b>22 avis défavorables 8 avis favorable 8 sans avis formulé</b>	<b>4 avis défavorables 0 avis favorable 34 sans avis formulé</b>	<b>4 avis défavorables 0 avis favorable 34 sans avis formulé</b>
			<b>Registres papier n°1 et 2 à la mairie de Juvignac</b>	<b>PLU</b>	<b>Bonnier</b>	<b>Caunelles</b>
1	24/10/2022	3	Prise de connaissance du dossier			
2	04/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
3	08/11/2022	1 association	Surface du terrain pour le collège insuffisante - Emplacement du collège non adapté - Contraintes sur les activités sportives - Non-protection du patrimoine	Défavorable	Défavorable	Défavorable
4	09/11/2022	1	Prise de connaissance du dossier			
5	09/11/2022	1	Prise de connaissance du dossier			
6	10/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté			
7	10/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
8	16/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		

9	16/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
10	16/11/2022	(1 association la même que le 08/11/2022) + 12 personnes	Surface du terrain pour le collège insuffisante - Emplacement du collège non adapté - Contraintes sur les activités sportives - Non-protection du patrimoine – Déficit de documents administratifs	Défavorable	Défavorable	Défavorable
11	17/11/2022	1	Pas de concertation - Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
12	18/11/2022	3	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
13	21/11/2022	1	Contestation de la municipalité			
14	21/11/2022	14 (d'une seule association)	Surface du terrain pour le collège insuffisante - Emplacement du collège non adapté - Contraintes sur les activités sportives – Non-protection du patrimoine	Défavorable	Défavorable	Défavorable
15	23/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
16	23/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté			
17	24/11/2022	1 (a aussi donné son avis sur le site dématérialisé le 23/11/2022)	Emplacement du collège non adapté - Pas de concertation	Défavorable		
18	24/11/2022	1	Contraintes sur les activités sportives - Emplacement du collège non adapté - Pas de concertation	Défavorable		
19	24/11/2022	1	Contraintes sur les activités sportives - Emplacement du collège non adapté - Pas de concertation	Défavorable		
20	24/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
21	24/11/2022	1	Emplacement du collège adapté – Nouvelles installations sportives	Favorable		
22	25/11/2024	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
23	25/11/2022	1	Emplacement du collège adapté – Perte de protection du patrimoine	Favorable		Défavorable
24	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
25	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
26	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
27	25/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable		
28	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
29	25/11/2022	1	Emplacement du collège adapté	Favorable	Favorable	Favorable
30	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
31	25/11/2022	1	Emplacement du collège non adapté	Défavorable		
32	25/11/2022	2	Manque de concertation	Défavorable	Défavorable	Défavorable
33	25/11/2022	2	Emplacement du collège non adapté - Perte de protection du patrimoine	Défavorable	Défavorable	Défavorable
34	25/11/2022	1	Perte de protection du patrimoine - Emplacement du collège non adapté	Défavorable		Défavorable
35	25/11/2022	1	Perte de protection du patrimoine - Emplacement du collège non adapté	Défavorable		Défavorable
36	25/11/2022	1 (courriel)	Perte de protection du patrimoine - Emplacement du collège non adapté	Défavorable		Défavorable
37	25/11/2022	1 (courriel)	Perte de protection du patrimoine – Emplacement du collège non adapté	Défavorable		Défavorable
38	25/11/2022	1 (courriel)	Perte de protection du patrimoine – Emplacement du collège non adapté	Défavorable		Défavorable
39	25/11/2022	1 (courriel)	Perte de protection du patrimoine – Emplacement du collège non adapté	Défavorable		Défavorable
40	25/11/2022	1 (courriel) +3	Perte de protection du patrimoine			Défavorable
		<b>40 dépôts 58 personnes et</b>		<b>Dépôts : 29 avis défavorables</b>	<b>Dépôts : 5 avis défavorables</b>	<b>Dépôts : 13 avis défavorables</b>



		<b>2 associations représentant 15 personnes</b>		<b>4 avis favorables 7 sans avis formulé</b>	<b>1 avis favorable 34 sans avis formulé</b>	<b>1 avis favorable 26 sans avis formulé</b>
			Registre papier à la Métropole	PLU	Bonnier	Caunelles
			Aucun avis déposé.			

Nous pouvons faire le bilan suivant des dépôts :

- 38 dépôts sur le registre dématérialisé, plus 2 qui ont été déposés par les mêmes personnes sur le registre papier et qui ne sont donc pas comptabilisé au niveau du registre dématérialisé ;
- 40 dépôts sur les registres papier n°1 et 2, en comptabilisant également les courriels reçus par le commissaire enquêteur (inscrits sur le registre papier n°2) ;
- 2 associations ont déposé, l'une représentée par un seul signataire, l'autre représentée par 14 signataires ;
- 39 et 58, soit 97 personnes sont venus donner leur avis de façon individuelle ;
- en ajoutant les 15 personnes des 2 associations, nous avons donc eu la participation de 112 personnes qui ont participé à l'enquête publique.

Tableau 5 : Bilan des dépôts et des avis donnés sur les trois dossiers concernés par l'enquête publique : « PLU » modification du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac, « Bonnier » proposition de périmètre délimité des abords pour le Domaine du château de Bonnier de la Mosson, « Caunelles » la proposition de périmètre délimité des abords pour le Domaine de Caunelles.

Avis			
Défavorable	Favorable	Sans avis formulé	Total

<b>PLU</b>	<b>Dépôt</b>	<b>22+28 = 50</b>	<b>8+4 = 12</b>	<b>8+8 = 16</b>	<b>78</b>
	<b>Association</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
	<b>Membres d'association</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>
	<b>Personnes hors associations</b>	<b>22+42 = 64</b>	<b>8+4 = 12</b>	<b>9+12 = 21</b>	<b>97</b>
	<b>Total personnes</b>	<b>79</b>	<b>12</b>	<b>21</b>	<b>112</b>

<b>Bonnier</b>	<b>Dépôt</b>	<b>4+4 = 8</b>	<b>0+1 = 1</b>	<b>34+35 = 69</b>	<b>78</b>
	<b>Association</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
	<b>Membres d'association</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>
	<b>Personnes hors associations</b>	<b>4+16 = 20</b>	<b>0+1 = 1</b>	<b>35+41 = 76</b>	<b>97</b>
	<b>Total personnes</b>	<b>35</b>	<b>1</b>	<b>76</b>	<b>112</b>

<b>Caunelles</b>	<b>Dépôt</b>	<b>4+12 = 16</b>	<b>0+1 = 1</b>	<b>34+27 = 61</b>	<b>78</b>
	<b>Association</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
	<b>Membres d'association</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>
	<b>Personnes hors associations</b>	<b>4+27 = 31</b>	<b>0+1 = 1</b>	<b>35+30 = 65</b>	<b>97</b>
	<b>Total personnes</b>	<b>46</b>	<b>1</b>	<b>65</b>	<b>112</b>

Concernant les avis donnés par l'ensemble des personnes ayant participé à l'enquête publique, il s'agit, rappelons-le, d'une enquête unique concernant trois dossiers qu'ils convient de traiter séparément :

- la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac ;
- la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac ;



- la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac.

Nous pouvons donner une analyse comptable des avis donnés par l'ensemble des personnes qui ont donné leur avis (tableau 5 ci-dessous). Nous ne prenons donc en compte dans le calcul qui suit que les avis formulés comme « favorable » ou « défavorable » en excluant les « sans avis formulé » :

- concernant la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac : 79/91 personnes ont donné un avis défavorable (87 %) et 12/91 ont donné un avis favorable (13 %) ;
- concernant la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac : 35/36 personnes ont donné un avis défavorable (97 %) et 1/36 a donné un avis favorable (3 %) ;
- concernant la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac : 46/47 personnes ont donné un avis défavorable (98 %) et 1/47 a donné un avis favorable (2 %).

Cela n'a aucune valeur de généralité et ne peut donc en aucun cas être rapporté à la population globale de Juvignac ou d'une quelconque autre délimitation territoriale. Il convient également de remarquer qu'environ deux à trois fois plus de personnes ont donné leur avis sur la modification du plan local d'urbanisme que sur les propositions de périmètres délimités des abords.

### 2.3.2 Table des commentaires du commissaire enquêteur concernant les trois dossiers de l'enquête publique unique

*Commentaire du commissaire enquêteur 1 : Le dossier d'enquête publique soumis ne fait pas apparaître clairement le cadre réglementaire permettant à la Métropole d'agir sur ces sujets. Il n'est pas fait mention dans le dossier soumis à enquête publique des références aux pièces suivantes : 1/ référence du texte déléguant à la métropole le plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac ; 2/ référence du texte donnant compétence à la métropole sur la construction de collèges alors que cette dernière présente un dossier dans lequel elle apparaît avec la ville de Juvignac comme étant le futur maître d'ouvrage de cette construction qui est l'unique objet de cette modification de plan local d'urbanisme, par ailleurs il n'est pas fait mention de la place du Département de l'Hérault compétent en matière de collège ; 3/ référence de la pièce administrative de la Direction régionale des affaires culturelles de l'Occitanie désignant la métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête dans laquelle elle est concernée.....8*

*Commentaire du commissaire enquêteur 2 : Le cadre réglementaire de cette enquête publique permet de constater que la procédure est respectée. En ce qui concerne le classement de la parcelle voisine à l'est du futur collège en espace boisé classé il convient de rappeler que, quel que soit l'issue de la présente enquête publique, la totalité de la parcelle sera toujours espace boisé classé empêchant tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.....14*

*Commentaire du commissaire enquêteur 3 : Chaque pièce du dossier de la présente enquête publique est distinguée et il n'y a pas de difficulté ou d'obstacle à la consultation de ce dossier qui s'avère complet au regard de la réglementation. Le dossier procure les éléments nécessaires à la connaissance de la modification N°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et aux deux projets de périmètres délimités des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson et du domaine de Caunelles.....17*

- Commentaire du commissaire enquêteur 4 : Je constate que si la préservation de l'espace boisé classé semble prise en compte elle n'est pas suffisamment sécurisée ; le projet reste trop imprécis sur l'intégration de cet espace boisé classé au sein du collège. ....20*
- Commentaire du commissaire enquêteur 5 : Je constate que le risque incendie n'est pas abordé dans le dossier alors que l'espace boisé classé va jouxter le collège. ....20*
- Commentaire du commissaire enquêteur 6 : Je constate que la modification du plan local d'urbanisme va permettre de construire un bâtiment rez-de-chaussée et deux étages frontalier d'une zone pavillonnaire et qu'aucune étude architecturale et paysagère ne vient compléter le dossier porté à connaissance des riverains et plus généralement des Juvignacoises et Juvignacois.....20*
- Commentaire du commissaire enquêteur 7 : Je constate que les modifications apportées à l'environnement urbain du collège (dont la circulation à pied, à vélo, en transport en commun ou bien en voiture) ne sont que beaucoup trop sommairement abordées et ne permettent pas au public de comprendre les modifications importantes que cela risque d'apporter aux déplacements dans une zone urbanisée dense... et aux nuisances ou non qui en découlent. Préalablement à la construction du collège une étude spécifique devrait être menée avec la participation des habitants.....20*
- Commentaire du commissaire enquêteur 8 : Je constate que le périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson sur la commune de Juvignac est cohérent au regard des informations délivrées par la Direction régionale des affaires culturelles et de la visite de terrain réalisée.....22*
- Commentaire du commissaire enquêteur 9 : Je constate que la Métropole est propriétaire de la totalité du Domaine du château de Bonnier de la Mosson classé au titre du Code du Patrimoine. La Métropole ayant donné un avis favorable sur le projet de création du périmètre délimité des abords du domaine sur la commune de Juvignac, je n'ai pas à interroger à nouveau le propriétaire. Je considère donc l'avis du propriétaire comme favorable. ....23*
- Commentaire du commissaire enquêteur 10 : Je constate que le périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles n'est pas satisfaisant, dans sa limite ouest, face au quartier Constellations dont il devrait prendre au strict minimum la première rangée des immeubles et intégrer l'espace boisé classé. Il en est de même dans sa limite nord dans lequel il devrait être en cohérence avec les limites définies sur la rive gauche de la Mosson sur la commune de Montpellier. Le caractère naturel et paysager de la Mosson devrait y gagner et la berge de la rive droite est tout autant à valoriser que la berge de la rive gauche.....27*
- Commentaire du commissaire enquêteur 11 : Je constate que tous les propriétaires du domaine de Caunelles inscrit au titre du Code du Patrimoine et identifiés à partir des données du cadastre ont bien reçu le dossier permettant de se prononcer sur la modification du périmètre délimité des abords. ....28*
- Commentaire du commissaire enquêteur 12 : Je constate que la présente enquête publique unique portant sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson s'est déroulée selon la réglementation en vigueur. ....33*

### 2.3.3 Analyse des réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées

Le lecteur peut se reporter à l'ensemble des documents (registres papier et dématérialisé, procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur avec les réponses du maître d'ouvrage complété des annexes transmises par le maître d'ouvrage) qui sont joints au présent rapport et en font partie intégrante.

Le procès-verbal de synthèse des observations concernant ladite enquête unique a été remis au maître d'ouvrage le 29 novembre 2022. Le maître d'ouvrage y a répondu le 15 décembre 2022.

Les observations déposées par le public et celles émises par le commissaire enquêteur sont synthétisées dans ce document. Les questions, qui peuvent émaner du public comme du commissaire enquêteur sans distinction, sont classées par **thématique** et **sous-thématiques**. Les questions ont été rédigées par le commissaire enquêteur après analyse de l'ensemble des registres (dématérialisé et papier) ; elles ne sont pas une transcription complète des observations faites mais un reflet des dépôts réalisés sur ces registres. En dessous, **en bleu**, figure les réponses du maître d'ouvrage synthétisées par le commissaire enquêteur. Dans la colonne de droite, je porte une analyse des observations.

Observations	Avis du commissaire enquêteur
<b>1 – Modification du plan local d'urbanisme</b>	
<b>Le collège</b>	
<b>Carte scolaire et mixité sociale</b> Qu'en est-il de la mixité sociale recherchée ? Doit-on craindre une désaffection de ce collège par une partie de la population ?	Vu
60% des collégiens de Juvignac sont inscrits dans des établissements privés. Les prévisions d'effectifs d'élèves de Juvignac pour les trois années après ouverture du nouveau collège passeraient à 90 élèves par an, soit une progression du double d'élèves accueillis.	
<b>Emplacement du futur collège en zone urbaine</b> Quels avantages peut-on attendre d'un collège en centre-ville ? Pourquoi un site plus périphérique n'a-t-il pas été retenu ?	Vu
Le premier avantage est celui d'être au plus près de ses futurs utilisateurs et également d'une très bonne desserte en transports. Le second est d'ordre environnemental puisqu'en faisant preuve de sobriété foncière, cette implantation est une alliée dans la lutte contre l'artificialisation des sols. Elle a l'avantage de s'inscrire dans un secteur déjà très bien équipé en réseaux publics et évite ainsi de devoir réaliser de nouveaux réseaux coûteux. Enfin, le dernier répond à la mise en œuvre d'une ville mixte où se mêlent habitat, activités éducatives, activités sportives et une bonne offre de services/commerces.	
<b>L'exiguïté du terrain prévu pour la construction du collège et sa capacité d'accueil</b> Quel est la capacité maximale d'accueil d'élèves dans le nouveau collège ? L'effectif prévu ne dépasse-t-il pas la limite imposée par le ministère en charge de l'éducation ? Doit-on craindre un dépassement possible de cette capacité maximale prévue ? Si dans le futur il y a besoin de plus de classe construira-t-on un niveau supplémentaire ?	Vu
Le collège sera construit sur une unité foncière de 14 500 m <sup>2</sup> pour une capacité maximale de 720 élèves, ce qui correspond au ratio habituel pour ce type d'établissement en milieu périurbain. La capacité du collège est conforme aux recommandations préconisées par l'Éducation nationale. La surface des classes sont équivalentes ou supérieures aux surfaces de collèges récents livrés par le Département de l'Hérault. Si un besoin supplémentaire devait s'exprimer dans le futur, il serait étudié sans construction de niveaux supplémentaires.	
<b>Qualité de vie au collège</b> Combien d'enfants seront admis dans ce collège, les chiffres variant au gré du dossier ? Que sera la qualité de vie des collégiens et personnels dans un environnement très urbain ? Ne serait-il pas préférable que tous profitent d'un espace aéré ?	Vu Le dossier d'enquête publique aurait mérité de présenter de façon précise les chiffres clés de la construction d'un collège tels que le département le conçoit. Un plan architectural précis, des élévations et de vues dans le
L'effectif estimé pour la rentrée 2024 est de 600/650 élèves, pour une capacité maximale de 720 élèves. La qualité de vie des élèves est au cœur des préoccupations des services du Département : favoriser l'égalité filles/garçons, lutter contre le harcèlement scolaire, mixité des espaces, sanitaires par niveaux 6°-5°/4°-3°, séparation	

<p>plateau sportif/cour de récréation, surveillance facilitée pour le personnel... Le projet architectural s'inscrit dans la démarche qualité reconnue Bâtiments Durable Occitanie (BDO) visant un niveau Argent. Cette démarche intègre notamment des exigences sur la qualité des locaux et le confort des utilisateurs, à la fois élèves, personnels enseignants et techniques ou riverains. Le travail en cours a permis de définir des espaces de vie très soignés comme la cour de récréation végétalisée avec ses îlots de fraîcheur, des espaces de rencontre, de lecture et de repos. Une attention toute particulière est portée aux questions de lumière naturelle, de confort thermique, acoustique et visuel ainsi qu'à la qualité d'air intérieur.</p>	<p>contexte urbain du futur collège auraient méritées d'être présentées dans le dossier d'enquête publique</p>
<p><b>Le projet architectural</b></p> <p>Est-il prévu de diminuer sensiblement le nombre de collégiens accueillis afin d'augmenter la surface disponible pour chacun d'eux ? Une piste de sport doit être construite au sommet d'un bâtiment du collège, combien cela va-t-il coûter ? Ne faudrait-il pas mieux qu'à la place il y ait production d'électricité par panneaux photovoltaïques et productions d'eau chaude solaire ? Sera-t-elle sécurisée à plus de 13 m du sol ? La surface prévue pour le sport au sein du collège étant très insuffisante les élèves pour certaines activités Les élèves devront aller au nouveau stade prévu, est-ce raisonnable d'emmener les enfants là-bas et de leur faire perdre beaucoup de temps en trajet au détriment de l'activité sportive ? Pourrait-on augmenter la surface dédiée au sport au sein du collège ?</p> <p>La surface de plancher du collège, hors logements de fonctions, avoisine 6 850 m<sup>2</sup>. Le collège sera construit sur une unité foncière de 14 500 m<sup>2</sup> pour une capacité maximale de 720 élèves. Ce sont des ratios tout à fait comparables aux autres collèges du Département implantés en milieu périurbain. Un terrain multisport type handball/basket 40m x 20m est situé en rez-de-chaussée et séparé de la cour. L'aile sud du bâtiment est en rez-de-chaussée. Sa toiture terrasse, située à 4,30 mètres du sol fini, accueillera une piste de course ; elle sera entièrement sécurisée par un garde-corps périphérique. Des ombrières seront installées autour de la zone de départ de la piste. Le gymnase et halle de sports à proximité immédiate offriront de nombreuses possibilités de pratiques sportives. De ce fait, il n'est pas nécessaire d'augmenter la surface dédiée au sport dans l'établissement. Une partie de la toiture terrasse à l'ouest accueillera une installation de panneaux photovoltaïques.</p>	<p>Vu</p> <p>Il n'est toutefois pas répondu à la question demandant s'il y aura des activités sportives au collège nécessitant un espace de la taille d'un terrain de football et, si c'est le cas, ce qui est prévu pour le déplacement des collégiens.</p>
<p><b>L'accessibilité du collège</b></p>	
<p>Quel est le plan routier envisagé autour du collège ? Comment se feront les accès routiers au sud pour l'entrée de service, dont des camions de livraison ?</p> <p>Y aura-t-il plus de tramways arrivant au terminus de Juvignac ? La ligne de tramway sera-t-elle prolongée avec un parking à son terminus qui pourrait soulager la circulation dans Juvignac ? Quelles sont les modalités de transport en commun prévu par la Métropole pour desservir spécifiquement le collège ? Est-il prévu un ramassage scolaire pour les enfants venant des communes avoisinantes ?</p> <p>Des extensions de pistes cyclables sont-elles prévues et si oui lesquelles ? Que deviennent les impasses situées au sud du collège ? Comment est prévu le cheminement piétonnier y-compris depuis les quartiers les plus lointain ?</p> <p>La livraison du collège en 2024 représente pour la ville de Juvignac l'occasion de réaffirmer sa volonté de favoriser les déplacements à pied et à vélo grâce au réaménagement qualitatifs des espaces publics. L'implantation du collège au sein du quartier des Constellations a naturellement conduit la ville à réfléchir à la réforme des principes de circulation mais et de stationnement actuel dans le quartier.</p> <p>Ainsi, en instaurant des sens uniques et des zones de rencontres à 20 km/h, où le piéton est prioritaire sur tout autre mode de déplacement, la ville de Juvignac a l'ambition de : limiter la circulation de transit, fluidifier les trafics, améliorer les transports en commun - ligne 25 - en lui réservant une voie de circulation. Les rues Callisto et Jean Moulin menant au collège seront intégralement réaménagées dans le cadre du projet. Deux dépose-minute voitures, une aire de stationnement pour les bus scolaires, des cheminements piétons, des pistes vélos seront créés. Les rues en impasse débouchant sur la rue Jean Moulin, seront réaménagées et réservées aux piétons et vélos.</p> <p>La commune de Juvignac est desservie par la ligne 3 de tramway, la ligne de bus 25, et trois autres lignes de bus intercommunales : lignes 34, 40 et 42. Une amélioration significative du cadencement des lignes de tramway et de bus est en cours d'étude. Le ramassage scolaire est une compétence du Département et dépend de la carte scolaire.</p> <p>Le déploiement et la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons représentent une priorité pour la ville de Juvignac : réaménagement de l'avenue de Kalkar, réaménagement de la route de Lodève, création de deux voies cyclables structurantes sur les allées de l'Europe et la route de Saint-Georges.</p>	<p>Vu</p> <p>Le site de la commune de Juvignac mentionne « <i>Réinvestir et rendre accessible l'espace public avec un nouveau schéma de circulation et de déplacements, en reconnectant les quartiers menant au collège</i> ».</p> <p>Je pense qu'il y a donc un plan de circulation qui n'a pas été présenté au dossier d'enquête publique.</p> <p>Les informations apportées ici sont intéressantes mais permettent, seulement maintenant, d'apporter une information au public, information donc très succinctes et trop tardives.</p>
<p><b>Risques et nuisances</b></p>	



<p><b>Risques d'inondation – écoulement des eaux de pluie</b></p> <p>Où vont aller les eaux pluviales sur le site très artificialisé du collège ? La taille du bassin de rétention ne devra-t-elle pas être réévaluée à la hausse du fait de la construction du collège, celui-ci entraînant l'artificialisation des sols, alors qu'il doit déjà recevoir les eaux en cas de forte pluviométrie situées à proximité du terrain de football existant ? Le bassin de rétention situé à côté du collège devra être clôturé car dangereux pour les enfants, qu'est-il prévu ?</p>	<p>Vu</p> <p>Une explication sur plan aurait pu figurer au dossier d'enquête publique.</p>
<p>Aujourd'hui le site du stade de football est un site entièrement imperméabilisé ; des drains sont installés sur l'intégralité de son emprise et évacuent les eaux pluviales en partie Est. Le projet du collège viendra très nettement améliorer la situation hydraulique du secteur à la fois par : la désimperméabilisation d'une partie du site dans la cour du collège, l'aménagement d'un bassin de rétention sous l'emprise du collège de 1 000 m<sup>3</sup>. Finalement, le site évolue d'un état entièrement imperméabilisé à un état en partie désimperméabilisé e offrant des capacités de stockage supplémentaires.</p>	
<p><b>Nuisances</b></p> <p>En plus des nuisances, bruit et forte circulation, les riverains du collège verront-ils leurs biens immobiliers dépréciés ? Le quartier des Garrigues est situé en contre-bas du collège, les premières maisons ne vont-elles pas revoir des eaux de ruissellement supplémentaires en cas de fortes précipitations ? La hauteur de 13 m n'est-elle pas excessive pour un bâtiment en rez-de-chaussée plus deux étages, 11 m pourraient-ils suffire ? Ne peut-on pas construire à seulement R+1 en limite du quartier des Garrigues ?</p>	<p>Vu</p> <p>Si l'étude hydraulique est déjà réalisée pourquoi ne pas avoir permis sont accès pendant l'enquête publique ?</p>
<p>L'aile nord du collège, côté quartier des Constellations, sera en R+2 avec une hauteur maximum de 13 m. L'aile sud, côté quartier des Garrigues, sera en simple rez-de-chaussée d'une hauteur de 4,30 mètres avec une piste de course installée en toiture. L'objectif de cette conception voulue par le Département est d'assurer une transition entre les deux typologies de bâti entourant le futur collège, des logements collectifs d'un côté et un tissu pavillonnaire de l'autre. La rue Jean Moulin, située au sud de la parcelle crée de fait une inter distance entre l'établissement et les habitations riveraines confortée par les aménagements réalisés. Les biens immobiliers situés à proximité d'un équipement scolaire de qualité sont généralement très recherchés par les familles. L'étude hydraulique qui accompagne la conception du bâtiment prévoit la mise en place de système enterré de rétention d'eaux pluviales. Ces aménagements, complétés par des îlots de végétation perméables vont améliorer la gestion actuelle des eaux de ruissellement. Les préconisations de l'architecte des Bâtiments de France (ABF) et le cadre de vie des riverains sont pris en compte dans la conception du projet sans qu'il soit nécessaire de revoir la capacité du collège.</p>	
<p><b>Espace boisé classé</b></p>	
<p>En incluant ce bois dans le collège, s'il y a une forte fréquentation, il sera abîmé par piétinement, il y aura imperméabilisation du sol et lors de fortes pluies les ruissèlements importants risquent de causer des dégâts en aval et le bois devra être élagué pour que les enfants puissent y aller en sécurité. L'impact environnemental risque finalement d'être négatif. Les enfants auront-ils accès à cet espace en permanence ou bien à des moments particuliers et accompagnés ? Dans cet espace les enfants vont fumer en cachette, en plus du danger d'intoxication par le tabac, il y a un risque très important de feu dans la pinède, n'y seront-ils pas également à la merci de vendeur de drogue et aussi susceptibles de subir des violences sexuelles ? Cette surface est-elle incluse dans le collège pour faire augmenter « artificiellement » la surface disponible par collégien ? Pourquoi vouloir mettre la parcelle de bois faisant partie du collège en UC1 alors qu'elle pourrait très bien rester en UC tout en faisant partie du collège ? L'achat prévu de 3 500 m<sup>2</sup> de ce bois est-il déjà effectif ou seulement prévu ?</p>	<p>Vu</p> <p>La dégradation du bois, espace boisé classé, comme cour du collège, et malgré la surveillance par le principal du collège, ne permet pas de s'assurer de son maintien en bonne qualité environnementale.</p> <p>Il n'est pas donné de raison au classement de la parcelle espace boisé classé en UC1 plutôt que son maintien en UC.</p>
<p>Cette surface est incluse dans le collège car elle sera accessible aux collégiens. L'ensemble des espaces du collège sont placés sous la responsabilité du principal qui dirige une équipe éducative et dispose des moyens techniques de surveillance dans le but de garantir l'utilisation sécurisée de l'établissement en toute circonstance. Un aménagement en pente douce, adapté aux déplacements des personnes à mobilité réduite, sera réalisé pour donner accès à cet espace depuis la cour de récréation. Suivant les dispositions du Code de l'Urbanisme article R111-48, une étude de sûreté et de sécurité publique est élaborée en phase permis de construire. Elle s'appuie sur le référent sûreté de la Gendarmerie nationale du secteur. Ses préconisations en matière de conception et de fonctionnement de l'établissement sont intégrées au projet pour garantir la sécurité des collégiens. La parcelle en espace boisé classé restera un espace protégé, qu'elle soit classée en UC ou UC1. Les actes notariés pour les acquisitions foncières destinées au collège sont en cours d'élaboration.</p>	

<b>Sur les installations sportives</b>	
<b>Installations sportives existantes (salles de sport couvertes)</b> <b>Jean Moulin et Lionel de Brunélis</b>	
<p>Y a-t-il eu une évaluation de ce partage ? Où les habitants iront-ils pratiquer leur sport pendant les heures qui seront réservées au collège ?</p>	
<p>L'espace Lionel de Brunélis et ses différentes salles (salle polyvalente de 800 m<sup>2</sup> + dojo + salle Brassai) est implanté à proximité du futur collège. Les plannings d'utilisation des différentes salles de cet équipement public consacrent d'ores et déjà des plages horaires conséquentes pour les enfants des écoles de Juvignac et demain du futur collège. Les associations privilégient les mercredis, les soirées ou les fins de semaine. La conciliation des différents besoins n'est pas remise en question, elle est optimisée. Le Conseil départemental devenant de fait locataire des équipements versera à la commune une redevance d'occupation.</p>	Vu
<b>Installations sportives futures près de l'école Mandela</b> <p>Ne pourrait-on pas là déjà disposer d'un site dédié au sport sur la rive gauche de la Mosson au nord du stade de la Mosson et à partager au sein de la Métropole pour le prix d'une passerelle piétonne ?</p>	Ces questions, et donc également leurs réponses, sont hors sujet de la présente enquête publique, bien que nous puissions considérer que, si ce projet de complexe sportif existe, c'est parce que c'est un sous événement créé par l'implantation du futur collège sur le stade Penaranda actuel.
<p>Il est ici question du futur complexe sportif Ludwig Guttman qui sera construit à proximité de l'école Nelson Mandela et livré en juin 2024. Le site d'implantation est un bassin de rétention, ce qui n'est pour autant pas incompatible avec le projet dès lors que les besoins hydrauliques sont satisfaits. Un dossier Loi sur l'eau sera instruit par les services de l'Etat compétents dans le cadre de l'instruction du dépôt du permis de construire. Le cout global d'opération intégrant le montant des travaux et celui des études et honoraires est au stade avant-projet détaillé (APD) de 6,5 M€ TTC. La mutualisation des équipements de football présents sur le stade mitoyen de la Mosson, propriété de la ville de Montpellier, envisagée initialement, s'est révélée impossible eu égard au taux d'occupation actuel de ces équipements et au besoin du club de foot de Juvignac, fort de quelques 200 membres.</p>	Toutefois, je considère que ce projet mériterait d'être revu au regard de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1 (ZNIEFF) Vallée de la Mosson de Grabels à Saint-Jean-de-Védas qu'il convient de protéger et qui va être très fortement impactée par la création de cet espace de loisir.
<b>Suppression du stade de football Penaranda existant</b> <p>La rénovation du stade de football Penaranda ne serait-elle pas préférable à sa destruction pour finalement construire un nouveau stade ailleurs ?</p>	Par ailleurs, ce complexe sportif se situant en bordure nord du Domaine de Caunelles inscrit au titre des Monuments historiques, il conviendra de prendre le plus grand soin à la conservation de ce patrimoine et en particulier des conséquences hydrauliques pouvant l'impacter.
<p>La ville et les dirigeants du club de football se rencontrent régulièrement pour trouver ensemble les solutions de relocalisation des activités du club durant la période de construction du futur collège, soit de mai 2023 à août 2024. Le futur complexe sportif Ludwig Guttman, qui sera construit à proximité de l'école Nelson Mandela et livré en juin 2024, comprendra un terrain de football synthétique pour remplacer celui concerné par l'implantation du collège.</p>	
<b>2 – Domaine de Caunelles et Domaine du château de Bonnier de la Mosson</b>	Vu
<p>Pourquoi ni la municipalité de Juvignac ni l'architecte des bâtiments de France n'ont-ils prévenu de ces nouveaux périmètres délimités des abords les propriétaires en amont de l'enquête ? N'y a-t-il pas également l'idée de s'affranchir de l'avis de l'architecte des Bâtiments de France pour continuer à développer la zone d'aménagement concerté voir au-delà de cette zone le centre de Juvignac autour de la mairie ? Ne devrait-on pas aussi décaler un processus d'inscription supplémentaire de parcelles situées autour du domaine inscrit en particulier au nord (parcelles 0231, 0396, 0060, 0169, 0097, 0096...) ?</p> <p>Quel est le plan prévu d'intégration au tissu urbain environnant des deux domaines et y a-t-il un projet de mise en valeur de ces domaines ? Comment protéger au mieux ces sites, un poumon vert reconnu, si ce n'est en préservant au maximum la valeur patrimoniale historique du lieu par un large périmètre ? La berge de la rive droite de la Mosson n'est-elle pas tout autant à valoriser que la berge de la rive gauche ?</p> <p>En ce qui concerne la présence de munitions datant de la seconde guerre mondiale sur le Domaine de Caunelles, qui est responsable en cas d'accident et qui est responsable du déminage alors qu'historiquement les propriétaires de l'époque ont subi l'occupation de leur domaine ?</p>	Je constate que l'attitude de l'architecte des Bâtiments de France n'est pas pro active mais attend beaucoup des élus locaux et de tout autre intervenant possible. Le grignotage des terres agricoles est reconnu mais l'architecte semble impuissant.
<p>L'architecte des Bâtiments de France ne pouvant seul définir le projet urbain et les documents d'aménagement du territoire liés, il propose des orientations à la collectivité et s'assure qu'il pourra les « tenir » au sein d'un périmètre réaliste adapté.</p>	Je constate également que la concertation avec les propriétaires, les riverains et les habitants ne semblent pas à l'ordre du jour. Sur le domaine de Caunelles, une extension du périmètre délimité des abords ne semble pas possible au nord mais à contrario une extension du site inscrit à des parcelles situées

<p>Concernant le Domaine de Caunelles, la zone d'aménagement concerté des Constellations constitue un document cadre qui ne semble pas avoir fait l'objet d'un avis de l'architecte et qui ne relève pas des autorisations du droit des sols. Le porté à connaissance du périmètre de protection modifié autour du domaine de Caunelles a été envoyé le 9 mai 2022. À cette date, la consultation des propriétaires est obligatoire et elle incombe au commissaire enquêteur. Il est indiqué que le « domaine est grignoté petit à petit ». Force est de constater que l'urbanisation de Montpellier a couvert rapidement d'anciennes terres agricoles qui constituaient les écrans paysagers de nombreuses « maisons des champs » ou « folies », en limite de ville. L'architecte se focalise sur une portion plus restreinte, mais accompagne davantage les élus locaux dans leur réflexion sur l'aménagement du territoire et dans la gestion qualitative de leur commune avec l'attitude réaliste et constructive de resserrer et de réserver l'action de l'architecte des Bâtiments de France aux zones patrimoniales à enjeux. La proposition d'étendre la protection au titre des monuments historiques sur les parcelles au nord du Domaine de Caunelles est à faire au service de la conservation régionale des monuments historiques, avec l'avis du propriétaire à connaître. Il n'y a pas de principe à « valoriser » autant la berge de la rive droite que celle de la rive gauche de la Mosson. C'est l'analyse des terrains et des enjeux patrimoniaux qui sont à la base du périmètre proposé. Le règlement architectural de la zone d'aménagement concerté est suffisant pour en gérer la pérennité et la qualité. Intégrer l'espace boisé classé aux abords du monument historique est en revanche possible bien que la superposition de protections ne soit pas forcément efficiente.</p> <p>Le projet de mise en valeur des domaines a été proposé par l'architecte par plusieurs portés à connaissance à la métropole.</p> <p>Afin d'étudier plus finement les propositions d'extension du périmètre de protection du commissaire enquêteur, il conviendrait d'adresser à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) un plan.</p>	<p>au nord du domaine est envisageable. Toutefois, l'architecte ne dit pas qui a la charge de la procédure.</p> <p>L'intégration de l'espace boisé classé dans le périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles est possible.</p> <p>Je constate que le point sur les munitions présentes sur le site du Domaine de Caunelles n'est pas abordé.</p> <p>Bien entendu, je ne considère pas qu'il soit de la compétence du commissaire enquêteur de proposer un plan de périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles. C'est à mon sens à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Hérault de relancer la procédure si besoin en s'entourant de toutes les personnes intéressées au projet.</p>
<b>3 – Sur l'enquête publique unique et l'information du public</b>	
<p><b>Pièces du dossier</b></p> <p>Le dossier d'enquête publique soumis ne fait pas apparaître clairement le cadre réglementaire permettant à la Métropole d'agir sur ces sujets. Il n'est pas fait mention dans le dossier soumis à enquête publique des références aux pièces suivantes :</p> <p>1/ référence du texte déléguant à la Métropole le plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac ;</p> <p>2/ référence du texte donnant compétence à la Métropole sur la construction de collèges alors que cette dernière présente un dossier dans lequel elle apparaît avec la ville de Juvignac comme étant le futur maître d'ouvrage de cette construction (unique objet de cette modification de plan local d'urbanisme) et alors qu'il n'est pas fait mention de la place du Département de l'Hérault ;</p> <p>3/ référence de la pièce administrative de la Direction régionale des affaires culturelles de l'Occitanie désignant la Métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête dans laquelle elle est concernée.</p> <p>Le maître d'ouvrage peut-il fournir ces pièces ?</p> <p>Le règlement modifié du dossier d'enquête publique ne présente pas les annexes. Pourquoi, s'il s'agit de documents volumineux, leur accès en version papier et dématérialisée aurait dû être indiquée ?</p> <p>La Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPAM) précise que la transformation d'une communauté d'agglomération en métropole entraîne automatiquement le transfert à cette dernière de la compétence « aménagement de l'espace métropolitain » dont le plan local d'urbanisme est l'une des composantes.</p> <p>Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas compétente en matière de construction, d'entretien et d'équipement des collèges : cette compétence relève du département, maître d'ouvrage du projet.</p> <p>Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction régionale des affaires culturelles ont désigné d'un commun accord Montpellier Méditerranée Métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.</p> <p>Les annexes du règlement n'ont pas été modifiées dans le cadre de cette procédure, elles demeureront en l'état et sont produites en annexe du présent mémoire en réponse (voir annexe 2)</p>	<p>Vu</p>
<b>Rédaction du règlement du plan local d'urbanisme</b>	Vu

<p>À l'article UC7, page 52 du règlement modifié, nous lisons « <i>En UC1, les constructions peuvent s'implanter jusqu'en limites séparatives</i> ». Ce paragraphe ne devrait-il pas constituer le dernier alinéa dudit article ?</p> <p>Une parcelle située en zone UD1 actuellement serait placée en zone UC1. Aucune modification du règlement fourni ne mentionne cela mais les différents plans fournis le mentionnent bien. Ne faut-il pas prévoir la modification du règlement du plan local d'urbanisme en conséquence ?</p>	
<p>La notice du projet de modification n°2 du PLU de Juvignac précise que la règle relative aux implantations n'est pas adaptée et nécessite une adaptation pour permettre son implantation « jusqu'en limites séparatives ». Cette règle a été mal reprise dans le règlement et aurait dû figurer en fin de paragraphe. Cette erreur matérielle doit être corrigée afin d'éviter toute erreur ou ambiguïté lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.</p> <p>S'agissant de la parcelle classée actuellement en UD1 la Métropole et la commune de Juvignac confirment, en collaboration avec le Conseil Départemental, son classement projeté en secteur UC1. Il n'y a pas lieu de modifier le règlement en conséquence. Les dispositions du règlement relatives au secteur UC1 s'imposeront à toute demande d'autorisation d'urbanisme concernant cette parcelle.</p>	
<p><b>Information du public</b></p> <p>Il n'y avait pas de panneau d'avis d'enquête publique proche du domaine de Caunelles, pourquoi ne pas avoir signifié l'enquête à cet endroit ?</p> <p>Dans le dossier soumis à enquête publique, nous pouvons noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence d'un plan de circulation ;</li> <li>- l'absence d'une étude hydraulique ;</li> <li>- l'absence d'une étude montrant comment va se dérouler le chantier et la maîtrise des nuisances qui en vont en découler ;</li> <li>- l'absence d'une étude ayant trait à la sécurité du site (feu, inondation...).</li> </ul> <p>Par ailleurs, les informations suivantes sont succinctes ou absentes et ne permettent pas de se prononcer finement sur le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude comparative des différents sites possibles pour la construction du futur collège sur Juvignac et les communes avoisinantes ;</li> <li>- les études réalisées présentant le niveau de circulation actuel et futur dans Juvignac ;</li> <li>- l'implantation du collège précise ainsi qu'un plan détaillé du collège ;</li> <li>- un document présentant comment ce collège s'inscrit dans le développement de Juvignac à 10 ou 20 ans.</li> </ul> <p>Le maître d'ouvrage et la mairie de Juvignac ont-ils prévu de réaliser ces études préalables s'ils n'en disposent pas ? Le maître d'ouvrage et la mairie de Juvignac ont-ils prévu de mettre à disposition du public l'ensemble des études dont ils disposent ou dont ils disposeront ?</p> <p>Il existe sur le site de la mairie de Juvignac un avant-projet du collège, pourquoi le projet architectural n'y est-il pas disponible ?</p> <p>Ce projet se fait sans aucune concertation avec les habitants et dans la précipitation, est-il prévu des réunions de quartier ?</p>	<p>S'il est d'un bon usage de rappeler que le commissaire enquêteur a été informé de l'emplacement des panneaux d'affichage, il m'apparaît d'un bon usage de rappeler que ni la Métropole, ni la commune de Juvignac, ni l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), n'ont jugé bon d'informer au plus près les propriétaires et les habitants des modifications apportées aux deux périmètres délimités des abords.</p> <p>L'étude comparative des différents sites possibles pour la construction du futur collège figurait bien au dossier d'enquête publique mais cette étude peut apparaître aux yeux du public comme incomplète.</p> <p>Quant aux autres documents, je constate que soit ils existent, soit ils sont prévus, soit encore il aurait été d'un bon usage de les prévoir. Dans tous les cas ils n'ont pas été présentés au public au cours de la présente enquête publique. Cela m'apparaît comme ayant fait fortement défaut pour une bonne compréhension du dossier. Si les documents n'existaient pas, il aurait fallu attendre leur publication. Le dossier, à mon avis, a fait l'objet de précipitation pour sa mise à l'enquête publique, ce qui l'a rendu incomplet aux yeux du public même si juridiquement parlant il peut apparaître comme complet.</p>
<p>L'arrêté d'ouverture d'enquête publique et le choix de localisation des panneaux ont été soumis préalablement à l'avis du commissaire enquêteur afin de garantir la bonne information du public.</p> <p>L'étude comparative des différents sites possibles pour la construction du futur collège sur Juvignac et les communes avoisinantes était jointe dans le cadre de l'enquête publique (Annexe 1).</p> <p>L'étude hydraulique nécessaire pour valider le dimensionnement du volume de rétention du bassin d'eaux pluviales sera présentée dans le cadre du dépôt de permis de construire (annexe hydraulique). D'autres études spécifiques (sécurité et sécurité publique, acoustique, sécurité-incendie, accessibilité...) sont également conduites dans le cadre du permis de construire. L'ensemble de ces éléments seront joints au permis de construire.</p> <p>Par ailleurs, le projet de collège n'est pas concerné par un plan de prévention des risques inondation, ni par un plan de prévention des risques incendie de forêt.</p> <p>Un film présentant le projet architectural retenu par le conseil départemental à l'issue du concours est disponible sur le site internet de la ville de Juvignac depuis le 6 juillet 2022.</p>	
<p><b>4 – Développement à venir de Juvignac</b></p>	
<p>Le golf est-il menacé par des promoteurs ? Que prévoit pour Juvignac la convention avec l'Établissement public foncier Occitanie ? Que va changer le contournement Ouest de Montpellier à la circulation dans Juvignac ?</p>	Vu



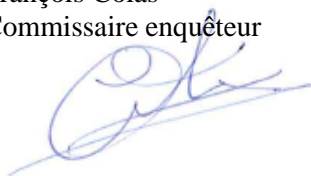
<p>Le golf de Fontcaude, propriété de la ville, n'est nullement menacé par les promoteurs. Il fait l'objet d'un bail emphytéotique qui court jusqu'en 2059.</p> <p>La convention de 2015, renouvelée en 2022 avec la métropole compétente en matière d'urbanisme et l'établissement public foncier Occitanie, est un <u>outil</u> d'intervention devant permettre à la ville de Juvignac de saisir des opportunités de cession de biens ou terrains que leurs propriétaires décideraient de mettre en vente et qui auraient un intérêt pour le futur projet qui sera arrêté par les élus aux termes de la concertation organisée au cours du premier semestre 2023 avec les Juvignacois.</p> <p>Le contournement Ouest de Montpellier (COM), comme la liaison intercantonale d'évitement du nord (LIEN) plus au nord du territoire sont deux ouvrages routiers structurants qui vont améliorer les conditions de circulation à Juvignac en captant une partie de la circulation qui transite actuellement par les rues de Juvignac.</p>	
---	--

\*\*\*

Ici s'arrête la première partie du rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur figurent dans le document suivant intitulé : 2ème PARTIE : CONCLUSION MOTIVEES ET AVIS.

Fait à Saint-Bauzille-de-Montmel, le mardi 20 décembre 2022.

François Colas  
Commissaire enquêteur



### **3 – DEUXIÈME PARTIE : CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS**

**Enquête publique unique relative à la  
modification n°2 du plan local d'urbanisme  
de la commune de Juvignac  
et à la création de périmètres délimités des abords  
autour des monuments historiques  
« Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson »  
et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune**

**Enquête publique unique  
portant sur la commune de Juvignac  
et sollicité par  
Montpellier Méditerranée Métropole**

Enquête publique du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022

Commissaire enquêteur François COLAS

**Cette seconde partie a pour objectif :**

- d'énoncer les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur sur :
  - la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac ;
  - la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac ;
  - la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac.

Cette seconde partie fait l'objet de trois chapitres indépendants.

## **3.1 Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac**

### **3.1.1 OBJECTIF DU PROJET DE MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Il convient de modifier le plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac. En effet, la création d'un collège à l'ouest de la ville de Montpellier a été jugée nécessaire par le département de l'Hérault et la Métropole. Quatre sites ont été identifiés et comparés comme pouvant accueillir un nouveau collège dans ce périmètre. Le site de Juvignac – Constellations a été retenu. Le terrain choisi, au centre de la commune dans une zone déjà très urbanisée, le stade municipal de football du complexe sportif les Garrigues, d'une surface cadastrale de 10 302 m<sup>2</sup> (et quelques autres parcelles contiguës de tailles modestes) a été jugé suffisant à condition de créer un collège sur trois niveaux (rez-de-chaussée et deux étages). Son implantation nécessite une modification du plan local d'urbanisme car ce dernier ne permet pas actuellement, entre autres, la construction d'un immeuble de trois niveaux dans cette zone.

### **3.1.2 ANALYSE BILANCIELLE DU PROJET**

#### **3.1.2.1 L'intérêt public du projet**

La création du collège est jugée indispensable à l'ouest de la ville de Montpellier par les autorités compétentes en particulier le Conseil départemental de l'Hérault. Le choix de la ville de Juvignac est également jugé comme pertinent. Cette création sur Juvignac n'est d'ailleurs pas remise en cause par le public venu donner son avis lors de l'enquête publique.

#### **3.1.2.2 Avantages et inconvénients du projet proposé**

La lecture de ces documents soumis à enquête publique permet de comprendre le choix fait de ce site d'implantation d'un nouveau collège.

Les avantages de cet emplacement sont les suivants :

- le respect de non-consommation d'espaces naturels ou de terres agricoles qui doit prévaloir dans les projets d'urbanisme ;
- l'accessibilité pour les collégiens et intervenants du futur collège en privilégiant l'accès par transport en commun, à vélo ou à pied ;
- la nécessaire structuration d'une urbanisation dense, le quartier des Garrigues et celui des Constellations, avec à proximité du collège plusieurs installations sportives existantes qui pourront servir aux collégiens ;
- la prise en compte de l'alimentation en eau et des autres réseaux nécessaires dont les eaux usées et le chauffage (chaufferie bois solaire gaz du quartier des Constellations) ;
- la prise en compte des risques naturels (inondation, mouvements de terrain) technologiques ou industriels encourus sur la zone du nouveau collège ;
- la prise en compte de l'environnement naturel en incluant une partie de l'espace boisé classé attenante permettant aux collégiens de bénéficier d'un espace naturel de qualité ;
- les contraintes induites par la suppression du stade de football et son transfert dans un complexe sportif situé sur un autre site à proximité de l'école Mandela.

Toutefois plusieurs points du dossier, soit déjà cités soit d'autres que nous allons développer, ne sont pas suffisamment étayés et apparaissent ou comme des inconvénients ou pouvant faire obstacle au choix de cet emplacement.

#### 1/ Un plan de circulation absent et pas d'étude préalable permettant de l'établir

L'accès au collège, par tous types de déplacement, pour les différentes personnes qui devront s'y rendre reste un point qui n'est que peu ou pas abordé dans le dossier d'enquête public. Certes il est envisagé de façon générale mais il n'a pas été fait d'étude fine, présentée au public, des déplacements vers, autour et à proximité du futur collège. Aucun document ne permet de comprendre réellement comment va se faire les divers aménagements de voiries dans Juvignac, et en particulier la circulation des véhicules à moteur, une fois le collège construit. Les collégiens et adultes intervenants sur le site ne viendront pas tous à pied, à vélo, en trottinette ou encore en transports en commun (cars de ramassage scolaire, bus et tramways de la Métropole). Il est absolument indispensable de travailler ce point de façon beaucoup plus précise avant de commencer les travaux de construction et d'aménagement de la voirie. Le plan de circulation, tous types de déplacement, doit faire l'objet d'une large présentation et concertation auprès des riverains, habitants et futurs utilisateurs du collège.

#### 2/ Un espace boisé classé dont l'intégration au collège est insuffisamment décrite

La partie boisée jouxtant le collège et intégrée à celui-ci est un espace boisé classé. La plus grande vigilance s'impose. La réglementation interdit toute modification, même modeste, du bois. Le respect total de cette espace en plein cœur de Juvignac apparaît fondamental. Le dossier soumis à enquête, alors qu'il intègre bien l'intérêt pour les collégiens d'un accès à un espace naturel de qualité, ne précise pas les inconvénients à une telle disposition : détérioration potentielle du milieu naturel, aménagements prévus et entretien du site, accès et usage permanents ou contrôlés au site des collégiens dont découlent la maîtrise des dangers sociaux (violence, tabagisme, usage de drogue) et la maîtrise des dangers naturels (dont feux de forêt). L'intégration de l'espace boisé classé au sein du collège doit faire l'objet d'une large présentation et concertation auprès des riverains, habitants et futurs utilisateurs du collège.

#### 3/ Un paysage urbain modifié, une atteinte à la propriété privée réelle

La construction du collège, un bâtiment de 13 m de hauteur, doit faire l'objet d'une étude architecturale et paysagère soignée qui n'est pas présentée aux riverains avant début des travaux.

La construction du collège n'est pas sans atteinte à la propriété privée des riverains immédiats, et à l'usage qu'en ont propriétaires et locataires, en cela qu'il modifie de façon importante à la fois le paysage urbain dans lequel ils vivent mais aussi les inconvénients qui découlent d'une telle implantation : bruit émanant du collège et tous types de circulation en particulier. Le projet architectural du collège doit faire l'objet d'une large présentation et concertation auprès des riverains, habitants et futurs utilisateurs du collège.

#### 4/ Des effets secondaires non documentés

Le dossier n'étudie pas les contraintes qui vont peser sur les équipements sportifs existants. Leurs usagers actuels pensent qu'ils vont avoir un accès très restreints à ces équipements alors que les collégiens les utiliseront. Aucune donnée à ce sujet ne figure au dossier.

Le stade de football actuel qui va être occupé par le nouveau collège doit être reconstruit. Le projet proposé par la municipalité est de le transférer en bordure de la Mosson près de l'école primaire Mandela. Ce projet est intéressant certes, mais il est présenté comme acquis, semble-t-il sans concertation auprès de habitants, et ne fait pas l'objet d'études de comparaison entre différentes solutions. De plus il se fait sur une zone naturelle qu'il convient de conserver et de préserver.

#### 5/ Un coût financier non présenté

Le coût financier de l'ensemble de ces travaux n'est pas mis à disposition du public ce qui peut être regretté.

### **3.1.2.3 Conclusion de l'analyse bilancielle**

---

Ce dossier a fait l'objet de très nombreuses remarques, de questions et de dépôts d'avis sur les registres papier et dématérialisés de l'enquête publique. Sur 112 personnes s'étant exprimées au cours de l'enquête, 79 ont donné un avis défavorable avec pour beaucoup d'entre-elles plusieurs points développés, 12 personnes ont donné un avis favorable et 21 ne sont pas exprimées dans un sens permettant d'affirmer qu'elles donnaient un avis défavorable ou favorable.



Le nombre d'avis de chacune de ces catégories ne saurait définir une quelconque représentation de l'avis général de la population.

**En conclusion de l'analyse bilancielle, j'estime qu'il existe un rapport de proportionnalité favorable, entre le but de la création d'un collège, équipement prévu de qualité et nécessaire aux habitants même de Juvignac, au centre de la commune et les inconvénients liés à cette même opération. La proximité d'une partie importante des collégiens et la non-consommation de terres agricoles ou naturelles pèsent très favorablement sur le choix de cette implantation d'autant que le lieu est proche d'équipements (sportifs, chaufferie...) susceptibles de réduire l'impact négatif de sa construction si elle se faisait en périphérie de la ville.**

**Toutefois, il existe des contraintes négatives qui n'ont pas fait l'objet d'études et qui ne me permettent donc pas de prendre position clairement et définitivement à ce sujet : plan de circulation, occupation de l'espace boisé classé et atteintes à la jouissance de leurs logements des riverains.**

### **3.1.3 DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES**

Hormis les points signalés au chapitre précédant 3.1.2, je n'ai relevé aucune autres difficultés particulières sur ce projet pouvant faire l'objet de réserves ou de recommandation de ma part.

Toutefois, je conseille que l'architecte des Bâtiments de France puisse continuer à veiller à la sauvegarde d'un paysage remarquable constitué par le lit et les rives de la Mosson. Juvignac est concerné par la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1 (ZNIEFF), Vallée de la Mosson de Grabels à Saint-Jean-de-Védas. Les services de l'État concernés, les élus de la Métropole et de Juvignac, les associations et les riverains devront veiller à son maintien en qualité. Le transfert d'équipements sportifs à côté de l'école Mandela, le long de la rive droite de la Mosson et en bordure nord du Domaine de Caunelles lui-même inscrit au titre des Monuments Historiques, devra faire l'objet d'études fouillées et sérieuses quant à la conservation des patrimoines culturel et naturel de ce lieu. L'ensemble des acteurs cités pourra également s'appuyer sur le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel Occitanie (CSRPN) et sur la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie.

Ce point de vigilance étant en dehors du strict domaine de la présente enquête publique, il ne peut faire l'objet ni de réserve ni de recommandation de ma part.

### **3.1.4 RÉSERVES**

Au regard des points exposés au chapitre 3.1.2, **je formule les réserves qui suivent.**

Avant le début des travaux de la construction du collège, le maître d'ouvrage :

- s'engage à établir un plan de circulation global et détaillé (piéton, vélo, véhicules à moteur et transports en commun) à partir d'études complètes prenant en compte la création d'un collège susceptible d'accueillir plus de 700 collégiens situé au centre-ville de la commune de Juvignac sur l'emplacement actuel du terrain de football Penaranda ; ce plan fera l'objet d'une présentation au public lors de réunions publiques permettant à la fois de présenter ce projet de circulation et de recueillir l'avis des personnes présentes ;
- mettra à disposition du public, en lui apportant les éléments détaillés et nécessaires à sa bonne compréhension, toutes les mesures prises pour l'intégration de l'espace boisé classé au collège et à sa sécurisation pour un bon usage par les collégiens conciliable avec la préservation de la qualité environnementale de l'espace boisé classé ; le maître d'ouvrage recueillera l'avis du public ;

- mettra à disposition du public un plan détaillé du futur collège permettant de comprendre son intégration dans le paysage urbain ; le maître d'ouvrage recueillera l'avis des riverains.

### **3.1.5 CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Le projet est compatible avec l'ensemble des textes réglementaire et documents d'urbanisme existants ([chapitre 2.1.3 du rapport](#)).

Ce dossier a été instruit par la Métropole, au titre du Code de l'urbanisme. Il est jugé régulier et complet.

L'enquête publique est conduite conformément au Code de l'urbanisme et au Code de l'environnement.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions. Ainsi, les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête permettent au maître d'ouvrage et à l'autorité compétente de prendre une décision éclairée sur l'utilité publique du projet.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022 soit pendant 33 (trente-trois) jours consécutifs.

L'avis d'ouverture d'enquête publique a été affiché, huit jours au moins avant le début de la procédure d'enquête et pendant toute sa durée à la fois par voie d'affiches sur les lieux prévus sur la commune, dans deux journaux locaux avant et pendant l'enquête et par voie informatique sur les sites internet de la ville de Juvignac et de la Métropole.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est resté à la disposition du public qui pouvait le consulter à la mairie de Juvignac et au siège de la Métropole ainsi que sur les sites internet des deux collectivités et déposer ses observations sur les registre papier et dématérialisés ou bien adresser un courrier au commissaire-enquêteur.

Les documents contenus dans le dossier soumis à l'enquête ont permis au public de disposer d'une information réglementaire complète sur le projet. Chacun a pu s'exprimer librement sur les registres d'enquête et lors des permanences.

Le 30 novembre 2022, j'ai remis à la Métropole mon procès-verbal de synthèses des observations du public. La Métropole m'a répondu le 15 décembre 2022. Les questions et réponses font l'objet d'un document séparé du présent rapport mais ce document est indissociable du présent rapport. Une synthèse et les observations du commissaire enquêteur sont disponibles au [chapitre 2.3.3](#) du présent rapport.

**Au terme de cette enquête publique, je recommande :**

- de mettre à disposition du public une étude permettant de prendre en compte l'utilisation des équipements sportifs existants par les collégiens et les nouveaux horaires et les contraintes que cela engendrera pour les usagers actuels de ces équipements ;
- de mettre à disposition du public le coût financier détaillé du projet avec les différentes répartitions des charges de constructions mais aussi les charges récurrentes pour les contribuables de Juvignac.

**Aussi, après avoir procédé à une analyse objective des éléments contenus dans le dossier et conformément au rapport détaillé qui précède cet avis,**

**je constate que ce projet consiste en la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac afin d'implanter en cœur de ville un collège ;**

**je considère que ce projet correspond à une finalité d'intérêt général, et conformément à l'analyse bilancielle réalisée supra, les contraintes sont supportables pour les riverains au regard de l'intérêt qu'il présente à condition de lever les réserves suivantes.**

**En conséquence, j'émet un**

**« AVIS FAVORABLE AVEC TROIS RÉSERVES »**

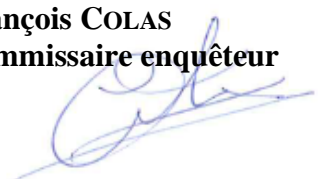
**à la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac.**

**Avant le début des travaux de la construction du collège, le maître d'ouvrage :**

- **RÉSERVE N°1** : s'engage à établir un plan de circulation global et détaillé (piéton, vélo, véhicules à moteur et transports en commun) à partir d'études complètes prenant en compte la création d'un collège susceptible d'accueillir plus de 700 collégiens, situé au centre-ville de la commune de Juvignac sur l'emplacement actuel du terrain de football Penaranda ; ce plan fera l'objet d'une présentation au public lors de réunions publiques permettant à la fois de présenter ce projet de circulation et de recueillir l'avis des personnes présentes ;
- **RÉSERVE N°2** : apportera les éléments nécessaires à la compréhension de l'intégration de l'espace boisé classé au collège, à sa sécurisation vis-à-vis des collégiens et à son maintien en bon état environnemental ; il recueillera l'avis du public ;
- **RÉSERVE N°3** : mettra à disposition du public un plan détaillé du futur collège permettant de comprendre son intégration dans le paysage urbain ; il recueillera l'avis des riverains.

**Fait à Saint-Bauzille-de-Montmel, le mardi 20 décembre 2022.**

**François COLAS**  
**Commissaire enquêteur**



## **3.2 Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac**

### **3.2.1 OBJECTIF DU PROJET**

Le domaine est classé au titre du code du patrimoine. La création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » a pour objectif de modifier le périmètre de protection de 500 m établi par défaut en créant un périmètre de protection plus restreint.

Le domaine inscrit est entièrement situé sur la commune de Montpellier sur le rive gauche de la Mosson. Le domaine est séparé par un rideau d'arbre important des premières maisons du quartier de la commune de Juvignac en rive droite de la Mosson.

Le projet a pour volonté d'annuler l'avis de l'architecte des Bâtiments de France qui peut s'exercer jusqu'à aujourd'hui sur un périmètre non visible depuis le domaine inscrit en le rendant encore obligatoire sur un territoire déjà construit et pavillonnaire mais aussi avec des parcelles non encore construites.

### **3.2.2 ANALYSE BILANCIELLE DU PROJET**

#### **3.2.2.1 Intérêt public du projet**

En réduisant de façon importante le périmètre de protection sur la commune de Juvignac, l'intérêt est à la fois d'éviter que l'architecte des Bâtiments de France ait à donner des avis très souvent inutiles sur des modifications mineures alors que le plan local d'urbanisme à cet endroit interdit les constructions en hauteur.

Toutefois, si le plan local d'urbanisme devait changer, il n'y aurait plus moyen de contrôle par l'architecte des Bâtiments de France

Le périmètre est certes fortement réduit mais il prend en compte la valeur patrimoniale paysagère, floristique et faunistique de la coulée verte que représente la Mosson. À ce titre, je peux juger que le périmètre est suffisant.

Je n'ai pas relevé d'opposition de la part de Montpellier Méditerranée Métropole qui a donné son accord formel à ce périmètre délimité des abords alors qu'elle est propriétaire du domaine du château de Bonnier de la Mosson. Il en est de même pour la commune de Juvignac qui a validé le nouveau périmètre proposé.

#### **3.2.2.2 Avantages et inconvénients du projet proposé**

L'instauration de ce nouveau périmètre permet d'alléger le travail des services instructeurs.

Le nouveau périmètre prend en compte une première bande construite sur la commune de Juvignac. Ces propriétaires devront toujours satisfaire aux demandes de l'architecte des Bâtiments de France. Il n'y a donc pas de changements pour eux.

Les constructions plus éloignées de la Mosson ne seront plus sujettes aux demandes de l'architecte des Bâtiments de France ce qui simplifiera les démarches en cas de travaux effectués chez leurs propriétaires.

Le domaine en l'état actuel n'est pas impacté par cette modification.



### 3.2.2.3 Conclusion de l'analyse bilancielle

Ce dossier a fait l'objet de très peu de remarques. Sur 112 personnes s'étant exprimées au cours de l'enquête, 35 ont donné un avis défavorables mais sans arguments spécifiques en signalant qu'elles étaient défavorables aux trois dossiers de l'enquête publique, de la même manière 1 personne a donné un avis favorable sans argumenter et 76 ne sont pas exprimées sur ce sujet.

Le nombre d'avis de chacune de ces catégories ne saurait définir une quelconque représentation de l'avis général de la population.

Je conclus que cette enquête publique a permis : i) de s'assurer que tout a été mis en œuvre pour la consultation du public ; ii) de mettre en place un périmètre protégé des abords satisfaisant quant à sa délimitation pour ce qui concerne la zone pavillonnaire proche ; iii) de continuer à avoir un droit de regard au travers de l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur la coulée verte de la Mosson zone urbaine naturelle à intérêt paysager et d'importance pour la préservation de la faune et de la flore.

**J'estime qu'il existe un rapport de proportionnalité favorable, entre le but de l'opération, la réduction du périmètre de protection autour du bâtiment classé, et les inconvénients liés à cette même diminution.**

### 3.2.3 DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES

Je n'ai relevé aucune difficultés particulières sur ce projet. Toutefois, je recommande une vigilance toute particulière de l'architecte des Bâtiments de France qui devra veiller à la sauvegarde d'un paysage remarquable constitué par le lit et les rives de la Mosson dans le cadre de la sauvegarde du Domaine du château de Bonnier de la Mosson. Juvignac est concerné par la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1 (ZNIEFF), Vallée de la Mosson de Grabels à Saint-Jean-de-Védas, les services de l'État concernés, les élus de la Métropole et de Juvignac, les associations et les riverains devront veiller à son maintien en qualité. L'ensemble des acteurs cités pourra également s'appuyer sur le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel Occitanie (CSRPN) et sur la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie.

### 3.2.4 RÉSERVES

Je n'émet pas de réserve à ce projet.

### 3.2.5 CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le projet est compatible avec l'ensemble des textes réglementaire et documents d'urbanisme existants.

Ce dossier a été instruit par la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault. Il est jugé régulier et complet. ([chapitre 2.1.3 du rapport](#))

L'enquête publique unique conduite s'est déroulée dans de bonnes conditions et conformément à la réglementation. Elle avait pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts du public lors de l'élaboration des décisions prises.

Les documents contenus dans le dossier soumis à l'enquête ont permis au public de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet. Chacun a pu s'exprimer librement sur le registre d'enquête papier et informatique et lors des permanences. Aucune observation n'a été déposée par le public concernant cette modification de périmètre.

**Au terme de cette enquête publique, je recommande :**

- à l'architecte des Bâtiments de France de conserver un regard attentif sur les modifications du plan local d'urbanisme de Juvignac qui pourraient être proposées dans le futur et qui seraient susceptibles, quel qu'en soit la raison, de nuire au domaine du château de Bonnier de la Mosson, monument inscrit au titre du patrimoine historique ;
- à l'architecte des Bâtiments de France de veiller dans la bande longeant la rive droite de la Mosson sur la commune de Juvignac, bande sur laquelle il a un droit de regard, à la préservation forte de cette coulée verte classée en zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique d'importance majeure pour l'ouest de la Métropole ; la Mosson et ses ripisylves offrent un paysage d'intérêt complétant l'inscription du domaine du château de Bonnier de la Mosson au titre des monuments historiques [cf. 2.1.3.5 Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique].

**Aussi, après avoir procédé à une analyse objective des éléments contenus dans le dossier et conformément au rapport détaillé qui précède cet avis,**

**je constate que ce projet consiste à la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac ;**

**je considère que ce projet ne nuit pas à la qualité du domaine et les restrictions de surface sur lesquelles l'architecte des Bâtiments de France aura à donner son avis assureront néanmoins la préservation des intérêts patrimoniaux.**

**En conséquence, j'émet un**

**« AVIS FAVORABLE »**

**à la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique  
« Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » sur la commune de Juvignac.**

**Fait à Saint-Bauzille-de-Montmel, le mardi 20 décembre 2022.**

**François COLAS  
Commissaire enquêteur**



### **3.3 Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac**

#### **3.3.1 OBJECTIF DU PROJET**

Le Domaine de Caunelles a été inscrit au titre du Code du Patrimoine par arrêté préfectoral le 20 avril 2006. La création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » a pour objectif de modifier le périmètre de protection de 500 m établi par défaut en créant un périmètre de protection plus restreint.

Le domaine inscrit est entièrement situé sur la commune de Juvignac sur le rive droite de la Mosson et en frontière avec la zone d'aménagement concertée des Constellations. Le domaine est séparé par un rideau d'arbre important des constructions situées sur la commune de Montpellier avec toutefois en limite de commune, empiétant sur le lit mineur de la Mosson, le stade de la Mosson. Le stade a été construit antérieurement à l'inscription du domaine au titre du Code du Patrimoine et a probablement, du fait de la modification de l'écoulement des eaux, nui à la bonne conservation du domaine.

Le projet a pour volonté d'annuler l'avis de l'architecte des Bâtiments de France qui peut s'exercer jusqu'à aujourd'hui sur un périmètre en partie non visible depuis le domaine inscrit et présentant peu d'intérêt architectural, en l'occurrence le quartier des Constellations.

#### **3.3.2 ANALYSE BILANCIELLE DU PROJET**

##### **3.3.2.1 Intérêt public du projet**

En réduisant de façon importante le périmètre de protection autour du Domaine de Caunelles sur la commune de Juvignac, l'intérêt est d'éviter que l'architecte des Bâtiments de France ait à donner des avis très souvent inutiles sur des modifications mineures alors que le plan local d'urbanisme à cet endroit a permis des constructions d'immeubles de plusieurs étages dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Constellations.

Certains points méritent attention.

- Le tracé du périmètre délimité des abords sur la commune de Juvignac suit fidèlement le tracé de la zone d'aménagement concerté des Constellations. Il y a justification dans le texte de l'architecte des Bâtiments de France à cette délimitation fortement réduite en signifiant que « *l'avis de l'architecte des Bâtiments de France a peu d'impact pour la qualité des abords* » en ce qui concerne les zones d'aménagement concertés considérés... mais à contrario le texte mentionne « *le traitement des limites entre le domaine de Caunelles et la [zone d'aménagement concerté] ZAC des Constellations devra être défini et de qualité.* ». Cela me semble contradictoire. De plus, du sud au nord, lors du cheminement le long du quartier des Constellations au pied des immeubles à quatre étages, à gauche, nous longeons à droite les parcelles du parc (BO0033, BO0034, BO0032, BO0002 et BP0054) et une parcelle bâtie, maison du jardinier avec la tour pigeonier et le potager (BO0003), toutes parcelles inscrites au titre du Patrimoine Historique.
- Une large zone est délimitée au nord sur la commune de Montpellier bien au-delà du domaine de Caunelles le long de la rive gauche de la Mosson et une zone réduite au stricte minimum en face, de l'autre côté, sur la rive droite. Cette délimitation est en complète contradiction avec les propos tenus par l'architecte des Bâtiments de France : « *dans l'optique de voir un jour se définir le rôle de la Mosson et des anciens domaines agricoles dans l'aménagement de ce secteur : rôle fédérateur potentiel également au sein du réseau hydrographique et du projet urbain de l'agglomération de Montpellier* ».

- Par ailleurs, je constate l'incohérence entre les limites sur la commune de Juvignac des périmètres délimités des abords du Domaine du château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles. Nous avons une protection cohérente du Domaine du château de Bonnier de la Mosson en zone pavillonnaire qui prévoit une protection satisfaisante des abords et une protection de parcelles aujourd'hui non construites. Alors que le quartier d'immeubles des Constellations est nettement visible depuis le Domaine de Caunelles, parc et bâtis classés, la délimitation choisie est la plus petite possible. De plus, la protection des parcelles non bâties en périphérie des parcelles classées – espace boisé classé au sud et berges rive droite de la Mosson au nord – ne sont pas intégrées au périmètre délimité des abords.

### 3.3.2.2 Conclusion de l'analyse bilancielle

---

Le résultat des consultations est le suivant.

- La commune de Juvignac a donné un avis favorable au périmètre délimité des abords proposé du Domaine de Caunelles.
- La mobilisation sur la modification du périmètre délimité des abords du Domaine de Caunelles au cours de l'enquête publique a été la suivante : 46 personnes ont donné un avis défavorable et 1 personne un avis favorable. 65 personnes sur 112 ne se sont pas exprimées sur ce sujet.
- J'ai constitué un dossier concernant cette modification de périmètre délimité des abords qui a été envoyé par voie postale avec suivi à chacun des 14 propriétaires (tels que figurant au cadastre) identifiés du Domaine de Caunelles pour ce qui concerne les 12 parcelles inscrites au titre du patrimoine historique. Les courriers ont été remis aux propriétaires entre les 12 et les 17 novembre 2022. J'ai eu 7 réponses représentant 10 personnes toutes avec avis défavorable.

Le nombre d'avis de chacune de ces catégories ne saurait définir une quelconque représentation de l'avis général de la population.

Le périmètre proposé est très fortement réduit et de fait il entérine le fait que l'architecte des Bâtiments de France n'aura plus à donner d'avis sur des zones bâties et non bâties en limite même du domaine. À ce titre, et du fait de l'intérêt patrimonial du site, je peux juger que le périmètre est d'une taille insuffisante.

En réduisant le périmètre délimité des abords aux seules parcelles inscrites étendu à quelques parcelles au nord-ouest du domaine et en excluant toute parcelle de la zone d'aménagement concertée (ZAC) des Constellations d'une part, et si le plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac devait changer d'autre part, il n'y aurait plus aucun moyen de contrôle par l'architecte des Bâtiments de France sur des aménagements pouvant nuire (potentiellement gravement) au maintien du patrimoine culturel (et naturel) du Domaine de Caunelles.

Je constate que le périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles tel que mis à enquête publique n'est pas satisfaisant, dans sa limite ouest, face au quartier des Constellations dont il devrait prendre au strict minimum la première rangée des immeubles et intégrer l'espace boisé classé. Il en est de même dans sa limite nord dans lequel il devrait être en cohérence avec les limites définies sur la rive gauche de la Mosson sur la commune de Montpellier. Le caractère naturel et paysager de la Mosson devrait y gagner et la berge de la rive droite est tout autant à valoriser que la berge de la rive gauche.

L'architecte des Bâtiments de France doit prendre en compte la sauvegarde d'un paysage remarquable constitué par le lit et les rives de la Mosson. Juvignac est concerné par la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1 (ZNIEFF), Vallée de la Mosson de Grabels à Saint-Jean-de-Védas. Les services de l'État concernés, les élus de la Métropole et de Juvignac, les associations et les riverains devront veiller à son maintien en qualité. Le transfert d'équipements sportifs à côté de l'école Mandela, le long de la rive droite de la Mosson et en bordure nord du Domaine de Caunelles lui-même inscrit au titre des monuments historiques, devra faire l'objet d'études fouillées et sérieuses quant à la conservation des patrimoines culturel et naturel qui concerne à la fois le Domaine de Caunelles et la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique. L'ensemble des acteurs cités pourront également s'appuyer sur le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel Occitanie (CSRPN) et la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie.



**En conclusion de l'analyse bilancielle, j'estime que cette enquête publique : i) a permis de s'assurer que tout a été mis en œuvre pour la consultation du public ; ii) ne propose pas un périmètre protégé des abords satisfaisant quant à sa délimitation en vue de protéger correctement le Domaine de Caunelles ; iii) ne permet pas de continuer d'avoir un droit de regard suffisant au travers de l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur la coulée verte de la Mosson zone urbaine naturelle à intérêt paysager et d'importance pour la préservation de la faune et de la flore alors que le parc du Domaine de Caunelles est à la fois Monument Historique et zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique.**

**J'estime qu'il existe un rapport de proportionnalité défavorable, entre le but de l'opération, la réduction du périmètre de protection autour du bâtiment inscrit, et les inconvénients liés à cette même diminution.**

### **3.3.3 DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES**

Le domaine de Caunelles appartient à des propriétaires privés. La Métropole a consulté le cadastre afin d'obtenir la liste des propriétaires des douze parcelles classées concernées. Il m'appartenait en tant que commissaire enquêteur d'interroger les propriétaires du bien inscrit afin de recueillir leur avis quant à la création d'un périmètre délimité des abords.

J'ai envoyé le dossier par voie postale avec suivi à chacun des 14 propriétaires identifiés (tels que figurant au [tableau 2](#) ci-dessus). Les courriers ont été remis aux propriétaires entre les 12 et les 17 novembre 2022 à l'exception d'un courrier, celui de la parcelle BP0002 ; mais la personne destinataire a bien reçu le même courrier en tant que propriétaire des parcelles BP0001 et BP0008.

Par la suite, j'ai reçu plusieurs courriels de ces propriétaires précisant le nom et adresse d'autres propriétaires qui n'étaient pas identifiés à la consultation du cadastre. Il s'agit d'héritiers à qui j'ai également transmis par voie électronique ce dossier.

Je constate que tous les propriétaires du domaine de Caunelles inscrit au titre du Code du Patrimoine et identifiés à partir des données du cadastre ont bien reçu le dossier permettant de se prononcer sur la modification du périmètre délimité des abords. Toutefois, il n'est pas certain que l'ensemble des propriétaires effectifs d'au moins une parcelle inscrite aient tous été bien identifiés. Il se peut qu'un certain nombre de propriétaires n'aient pas reçu de courrier les invitant à donner leurs avis. Le temps imparti à une enquête publique est trop court pour effectuer des recherches et des consultations exhaustives. La consultation officielle du cadastre est la procédure la plus sécurisée juridiquement mais il n'est pas certain que le cadastre soit parfaitement à jour.

### **3.3.4 RÉSERVES**

Je n'émet pas de réserve à ce projet dans la mesure où il me semble important de définir un périmètre délimité des abords en prenant en compte l'intérêt conservatoire du monument historique après avoir pris les avis : des administrations concernées, des élus, des propriétaires, des riverains et du public.

### **3.3.5 CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Le projet est compatible avec l'ensemble des textes réglementaire et documents d'urbanisme existants.

Ce dossier a été instruit par la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault. Il est jugé régulier et complet. ([chapitre 2.1.3 du rapport](#))

L'enquête publique unique conduite s'est déroulée dans de bonnes conditions et conformément à la réglementation. Elle avait pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en

compte des intérêts du public lors de l'élaboration des décisions prises. Les propriétaires du Domaine de Caunelles ont également été interrogés.

Les documents contenus dans le dossier soumis à l'enquête ont permis au public de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet. Chacun a pu s'exprimer librement sur le registre d'enquête papier et informatique et lors des permanences.

**Au terme de cette enquête publique, je recommande :**

- à l'architecte des Bâtiments de France de conserver un pouvoir de contrôle sur une zone à définir avec l'ensemble des parties intéressées pour la bonne conservation du Domaine de Caunelles ;
- à l'architecte des Bâtiments de France de veiller dans la bande longeant la rive droite de la Mosson sur la commune de Juvignac, bande sur laquelle il a un droit de regard, à la préservation forte de cette coulée verte classée en zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique d'importance majeure pour l'ouest de la Métropole ; la Mosson et ses ripisylves offrent un paysage d'intérêt complétant l'inscription du Domaine de Caunelles au titre des monuments historiques [\[cf. 2.1.3.5 Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique\]](#).
- aux autorités compétentes de faire le point sur les munitions datant de la seconde guerre mondiale potentiellement présentes sur le site du Domaine de Caunelles et leurs neutralisations éventuelles.

**Aussi, après avoir procédé à une analyse objective des éléments contenus dans le dossier et conformément au rapport détaillé qui précède cet avis,**

**je constate que ce projet consiste à la création du périmètre délimité des abords autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac ;**

**je considère que ce projet, en l'état, ne peut assurer le maintien de la qualité patrimoniale culturelle, environnementale et paysagère du Domaine de Caunelles et les surfaces restreintes sur lesquelles l'architecte des Bâtiments de France aura à donner son avis n'assureront pas la préservation des intérêts patrimoniaux culturel, naturel et paysager.**

**En conséquence, j'émet un**

**« AVIS DÉFAVORABLE »**

**à la création du périmètre délimité des abords  
autour du monument historique « Le Domaine de Caunelles » sur la commune de Juvignac.**

**Fait à Saint-Bauzille-de-Montmel, le mardi 20 décembre 2022.**

**François COLAS  
Commissaire enquêteur**



## 4 – DOCUMENTS ANNEXÉS AU RAPPORT

Les documents suivants sont annexés au présent rapport :

4.1	Annexe 1 : Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier ...	60
4.2	Annexe 2 : Arrête de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique .....	61
4.3	Annexe 3 : Avis d'enquête publique unique .....	66
4.4	Annexe 4 : Parution de l'avis d'enquête publique conjointe sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac.....	69
4.5	Annexe 5 : Parutions de l'avis d'enquête publique conjointe dans deux journaux locaux les jeudis 6 octobre et 27 octobre 2022.....	71
4.6	Annexe 6 : Page internet sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole permettant au public de donner son avis.....	75
4.7	Annexe 7 : Courrier adressé aux propriétaires du domaine de Caunelles par le commissaire enquêteur .....	76
4.8	Annexe 8 : Procès-verbal de prise en compte des dossiers d'enquête publique par le commissaire enquêteur .....	79
4.9	Annexe 9 : Certificat d'affichage .....	80
4.10	Annexe 10 : Récépissé de remise du procès-verbal de synthèse des observations au maître d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole .....	81

## 4.1 Annexe 1 : Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

---

DECISION DU **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER**

29/08/2022

---

N° E22000111 /34 **LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF**

**Décision portant désignation d'un commissaire-enquêteur**

Vu enregistrée le 16 août 2022, la lettre par laquelle Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique unique relative à la modification n°2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques "Le Domaine du Château de Bonnier de la Mosson" et "Le Domaine de Caunelles" de ladite commune ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur François COLAS est désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

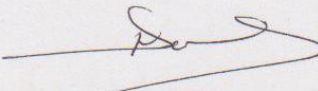
**ARTICLE 2 :** Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** L'indemnisation du commissaire-enquêteur sera assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, responsable du projet, en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.

**ARTICLE 4 :** La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et à Monsieur François COLAS.

Fait à Montpellier, le 29 août 2022.

Le Président,



Denis BESLE



## 4.2 Annexe 2 : Arrête de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique

Arrêté n° MAR2022-0050



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### **Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°22-07-04-10 du conseil Municipal de Juvignac en date du 04/07/2022 émettant un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU au titre de la charte de gouvernance du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°2 du PLU à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 08/07/2022 ;
- VU la notification du projet de modification n°2 du PLU aux personnes publiques associées (PPA) en date du 19/07/2022 ;
- VU la décision n°2022DKO197 de la MRAe en date 24/08/2022 ;

Page 1 sur 5

**Arrêté n° MAR2022-0050**

- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet en date du 15/10/2021 concernant le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA), proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, du Domaine de Caunelles ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet en date du 09/05/2022 concernant le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA), proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson ;
- VU la délibération n°22-07-04-09 du conseil municipal de Juvignac en date du 04/07/2022 émettant un avis favorable à la création des deux PDA des monuments historiques susvisés ;
- VU la délibération n°2022-285 du conseil de Métropole en date du 26/07/2022 émettant un avis favorable à la création des deux PDA des monuments historiques susvisés ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 09/08/2022 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac et aux projets de création des PDA des monuments historiques susvisés ;
- VU la décision n° E22000111 / 34 en date du 29/08/2022 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur :

- le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations ;
- le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles ;
- le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

Cette enquête publique est organisée, pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00, afin de recueillir les observations et propositions du public.

**ARTICLE 2** : Par décision n°E22000111 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur.

**ARTICLE 3** : Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier :

- à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier), du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

**Arrêté n° MAR2022-0050**

**ARTICLE 4 :** Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

**ARTICLE 5 :** Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) :

- le lundi 24 octobre 2022 de 10h00 à 12h00,

- le mercredi 16 novembre 2022 de 8h30 à 12h00,

- le vendredi 25 novembre 2022 de 13h30 à 17h00.

**ARTICLE 6 :** La consultation du dossier, la rédaction des observations sur les registres et les consultations du commissaire-enquêteur s'effectueront dans le respect des gestes barrières (distanciation physique, mise à disposition de gel hydroalcoolique, stylos individuels).

**ARTICLE 7 :** Conformément aux dispositions des articles R.104-1 et suivants du code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe). La décision de dispense de l'autorité environnementale est jointe au dossier d'enquête publique.

**ARTICLE 8 :** La personne responsable du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Les projets de création des PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson sont présentés concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France.



**Arrêté n° MAR2022-0050**

Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur les projets de création des PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36).

**ARTICLE 9 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

**ARTICLE 10 :** Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, Montpellier) ;
- Au niveau de la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe, Juvignac) ;
- A proximité de la médiathèque Théodore Monod, rue du Poumpidou ;
- A proximité de l'emplacement du futur collège, rue Callisto ;
- A proximité du terminus de la ligne 3 du tramway « Juvignac » ;
- A proximité de l'Espace Lionel de Brunélie, rue Callisto ;
- A proximité de l'école Fontcaude, rue de la Calade ;
- A proximité de l'école Les Garrigues, allée de l'Europe ;
- A proximité de l'école Maurice Béjart, avenue Anna Pavlova ;
- A proximité de l'école Nelson Mandela, rue Neptune ;
- A proximité de la Salle des Sports Jean Moulin, rue des Cigales ;
- A proximité de la Place Emmanuel Chabrier.

L'avis au public sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.



**Arrêté n° MAR2022-0050**

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Juvignac, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 12** : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

**ARTICLE 13** : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

Complémentairement, les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 14** : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Juvignac et Monsieur le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 sept. 2022**

**Monsieur le Président**

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 30/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-206561-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/09/22

Réception en Préfecture : 30/09/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## 4.3 Annexe 3 : Avis d'enquête publique unique



### **AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE** **portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la** **Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA)** **du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson**

Par arrêté n°MAR2022-0050, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 inclus (soit 33 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Juvignac visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations et aux projets de création des périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

Par décision n°E22000111 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) : le lundi 24 octobre 2022 de 10h00 à 12h00, le mercredi 16 novembre 2022 de 08h30 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022 de 13h30 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la Commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification



n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

La personne responsable du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Les projets de création des PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson sont présentés concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur les projets de création des PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04.67.02.32.36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.


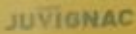
Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.



# AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

**portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la  
Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords  
(PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson**

Par arrêté n°MAR2022-0050, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 inclus (soit 33 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Juvignac visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations et aux projets de création des périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

Par décision n°E22000111 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique. Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) : le lundi 24 octobre 2022 de 10h00 à 12h00, le mercredi 16 novembre 2022 de 08h30 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022 de 13h30 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la Commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)). Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le Commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques). Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

La personne responsable du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Les projets de création des PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson sont présentés concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04.67.02.32.36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, des conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexe I ou au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'avis d'ouverture d'enquête.

## 4.4 Annexe 4 : Parution de l'avis d'enquête publique conjointe sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac

<https://participer.montpellier.fr/modification-ndeg2-du-plu-de-juvignac/presentation>



### PROJET DE MODIFICATION DU PLU :

La modification n°2 du PLU de Juvignac a pour objectif de permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuant des équipements publics du quartier des Contreallées. Ce projet est porté par le Département de l'Hérault dans le cadre de ses compétences. Le collège envisagé aura une capacité d'accueil de 720 élèves.

Le site d'implantation est actuellement inscrit à la fois en zone UC (principalement) et UO1. Les règles spécifiques de ces zones ne sont pas adaptées à la réalisation du projet, notamment en matière d'implantations et de hauteur.

Cette procédure est entreprise afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet.

### PROJET DE CRÉATION DES PDA DU DOMAINE DE CAUNELLES ET DU DOMAINE DU CHÂTEAU DE BONNIER DE LA MOISSON :

L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de l'Hérault a porté à la connaissance de la Commune de Juvignac la création de deux périmètres d'intérêt des abords autour du Domaine de Caunelles, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 20 avril 2006 et du Domaine du château de Bonnier de la Moisson, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 18 novembre 2003.

L'Architecte des Bâtiments de France, après une analyse de terrain fin, propose des périmètres délimités des abords car ils sont plus adaptés que les rayons de 500 mètres actuellement mis en œuvre.

### ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

L'enquête publique unique relative à ces deux objets se déroulera du lundi 24 octobre 2022 à 10h00 au vendredi 25 novembre 2022 à 17h00. Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

1. Sur les registres papiers ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

2. Par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le commissaire enquêteur - Projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projet de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Moisson  
Montpellier Méditerranée Métropole  
50 place Zeux CS 30555  
34061 Montpellier cedex 2

3. Par voie électronique sur la page "Exprimez-vous".

4. Àuprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public écrites et orales lors de ses permanences à la mairie de Juvignac, les jours suivants :

- Lundi 24 octobre 2022 de 10h00 à 12h00
- Mercredi 16 novembre 2022 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 25 novembre 2022 de 13h00 à 17h00

### Documents à télécharger :

[Arrêté d'ouverture d'enquête publique unique](#)

[Avis d'ouverture d'enquête publique unique](#)

[Dossier d'enquête publique](#)



<https://www.juvignac.fr/enquete-publique-modification-du-plu-dans-le-cadre-de-limplantation-du-futur-college/>

## ENQUÊTE PUBLIQUE – MODIFICATION DU PLU DANS LE CADRE DE L'IMPLANTATION DU FUTUR COLLÈGE

Accueil > Actualités > ENQUÊTE PUBLIQUE – MODIFICATION DU PLU DANS LE CADRE DE L'IMPLANTATION DU FUTUR COLLÈGE



Afin de permettre l'implantation du **futur collège** sur la commune, une enquête publique ouvrira à partir du 24 octobre prochain. Elle portera sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

D'une durée de 33 jours, l'enquête publique est organisée du lundi 24 octobre 2022 à 10h au vendredi 25 novembre 2022 à 17h.

Le commissaire enquêteur désigné, Monsieur François COLAS, assurera des permanences ouvertes au public pour recevoir observations, propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) :

- ▶ le lundi 24 octobre de 10h à 12h
- ▶ le mercredi 16 novembre de 8h30 à 12h
- ▶ vendredi 25 novembre de 13h30 à 17h

Le public pourra également adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 »
- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

▶ Voir l'avis d'ouverture d'enquête publique

▶ Consultez l'arrêté d'ouverture d'enquête publique

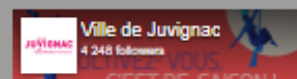
▶ Téléchargez le dossier zippé de l'enquête publique

Partager     

**CONTACTER  
VOTRE MAIRIE**

**ACCÈS  
DIRECTS**

**DEMANDE  
D'INFORMATIONS**



## 4.5 Annexe 5 : Parutions de l'avis d'enquête publique conjointe dans deux journaux locaux les jeudis 6 octobre et 27 octobre 2022

### Parutions au moins huit jours avant le début de l'enquête publique

La Gazette n° 1790 - Du 6 au 12 octobre 2022

## LES ANNONCES LÉGALES 61

**Commune de Cournonsec**

**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

**SUR LA MISE EN CONCORDANCE DES DOCUMENTS DES LOTISSEMENTS "LES CHÊNES VERTS" ET "MAS DE PLAGNOL" AVEC LE PLAN LOCAL D'URBANISME DE Cournonsec**  
Application des dispositions de l'article L.442-11 du Code de l'urbanisme

**RAPPEL**

Par arrêté n° ARR-DGS-2022-59 du 12 septembre 2022, le Maire de Cournonsec a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la mise en concordance des documents des lotissements "Les Chênes verts" et "Mas de Plagnol" avec le plan local d'urbanisme de Cournonsec, en application des dispositions de l'article L.442-11 du Code de l'urbanisme. A l'issue de l'enquête et après délibération du conseil municipal, un arrêté du maire pourra prononcer cette mise en concordance.

Monsieur Etienne CABANE, Ingénieur retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le président du Tribunal Administratif de Montpellier par décision du 25 juillet 2022.

L'enquête se déroulera à la mairie du lundi 3 octobre 2022 à 10 heures au mercredi 2 novembre 2022 à 17 heures aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie (du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h30) pour une durée de 31 jours. Le dossier est consultable en mairie au format papier et sur poste informatique, ainsi que sur le site internet de la commune (<https://www.cournonsec.fr>).

La commissaire enquêteur recevra en mairie les :  
- Lundi 3 octobre 2022 de 10h00 (ouverture de l'enquête) à 13h00  
- Samedi 15 octobre 2022 de 9h00 à 12h00  
- Mercredi 2 novembre 2022 de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en mairie. Elles peuvent également être adressées à l'intention du commissaire enquêteur par courrier papier à Mairie de Cournonsec, rue du Jeu de Tenbourn 34690 Cournonsec ou par courrier électronique à [enquete@cournonsec.fr](mailto:enquete@cournonsec.fr).

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront, dès qu'ils seront transmis, tenus à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an.

Le Maire  
Régine ELAIRE

**SAS DU CLOS**  
Société par actions simplifiée au capital de 47 000 euros  
Siège social : 17 avenue de la Bordelaise  
ZI La Bordelaise  
34110 FRONTIGNAN  
051 036 673 RCS MONTPELLIER

**AVIS DE DISSOLUTION**

La société SAS DU CLOS sus-dénominée a été dissoute par déclaration en date du 21 septembre 2022 souscrite par la société BLIN TRAITEUR, associée unique, société à responsabilité limitée au capital de 400 euros dont le siège social est sis 3 rue des Moulins à Hute à AGDE (34300), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BEZIERS sous le numéro 799 308 820.

Avec transmission universelle du patrimoine à la société BLIN TRAITEUR, Cette déclaration de dissolution sera déposée au greffe du Tribunal de Commerce de MONTPELLIER.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-8, alinéa 3, du Code civil et de l'article 2 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers peuvent former opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Les oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de MONTPELLIER avec copie de l'opposition au siège social de la société.

Pour avis

**LA P'TITE COUR**  
Société à Responsabilité Limitée en liquidation  
au capital de 50 000,00 euros  
Siège social : 9 rue Kieber 34470 PEROLS  
Siège de liquidation : 9 rue Kieber 34470 PEROLS  
877 856 161 RCS MONTPELLIER

Aux termes d'une décision en date du 30 septembre 2022, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 septembre 2022 et sa mise en liquidation amiable sous le régime concordataire. Monsieur Alban LE BOUVIER, demeurant 96 Grand rue 34470 PEROLS, associé unique, exerce les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 9 rue Kieber 34470 PEROLS. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de MONTPELLIER, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis, le Liquidateur

**Montpellier Méditerranée Métropole**

**AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

portant sur le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson

Par arrêté n° MAR2022-0050, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 29/10/2022 à 17h00 incluse (soit 35 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n° 2 du PLU de la Commune de Juvignac visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations et aux projets de création des périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

Par décision n° E22000111 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (087 - 34690 Juvignac) aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34061 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet à la Mairie de Juvignac (087 - Les Allées de l'Europe - 34690 Juvignac) aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeüs - 34061 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier-metropole.fr](http://www.montpellier-metropole.fr)) et sur le site internet de la Commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)).

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :  
- sur les registres ouverts à cet effet à la Mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;  
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : "Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n° 2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 35556 - 34061 Montpellier cedex 2" ;  
- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier-metropole.fr](http://www.montpellier-metropole.fr)

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

La personne responsable du projet de modification n° 2 du PLU de la commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04 67 13 60 24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Les projets de création des PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson sont présentés conformément à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-8 du code de l'Environnement. La personne responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur les projets de création des PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitane, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (04 67 02 32 36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'à la Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux du public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : [www.montpellier-metropole.fr](http://www.montpellier-metropole.fr) et sur le site internet de la Commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'avis d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n° 2 du PLU de Juvignac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine et de son annexe au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique.

**Relax So Good**  
Société par Actions Simplifiée  
Capital : 1 000 euros  
Siège social : 260 Saint-Fructueux 34400 LUNEL  
RCS MONTPELLIER 696 525 477

Par AGD du 15/09/2022, les associés ont décidé à compter du même jour de nommer Monsieur Cédric GUITAUD demeurant 27 rue de la paix 34400 SAINT-JUST en qualité de Directeur général. Les statuts ont été mis à jour en conséquence.

**SARL POUEVIGNE**  
SARL au capital de 7 600 €  
Siège social : 5 Chemin des Dames 34500 MARSILLARGUES  
422 699 843 RCS de MONTPELLIER

Le 27/09/2022, le gérant a décidé de la continuation de la société malgré un acte inférieure à la moitié du capital social.  
Mention au RCS de MONTPELLIER

**SOFIEXCO**  
SARL au capital de 13 600 €  
Siège social : Le Caplote, 1 boulevard Jean Monnet 34300 AGDE  
407 633 490 RCS de BEZIERS

Le 30/06/2022, l'associé unique a nommé gérant M. MARTI Nicolas, demeurant 5 rue de Paris 92110 CLICHY en remplacement de M. MARTI Antoine.  
Il a également décidé de changer l'objet social qui devient : La consulting et le conseil en gestion des affaires ; La fourniture de prestation informatique et la vente de matériel informatique ; La formation

**SOCIETE TOURISTIQUE DU PUECH**  
SCI au capital de 457,35 euros  
Siège social : 1 Impasse de la cascade  
34660 SAINT-GEORGES-D'ORQUES  
526 526 522 RCS MONTPELLIER

**TRANSFERT SIEGE SOCIAL - ASSOCIES**

Par décision du gérant en application de l'article 4 des statuts, le siège social de la société est transféré au lieu suivant : 543 rue de la Castille, 34070 MONTPELLIER, à compter du 15 septembre 2022.

A la suite du décès de Monsieur Guy SOULLET le 22 décembre 2012, Virginie RAYMOND née SOULLET est titulaire de 10,2 parts.

A la suite du décès de Monsieur Guy SOULLET le 22 décembre 2012, Arnaud SOULLET est titulaire de 10,2 parts.

Modification au RCS de MONTPELLIER.

**SIMPLICITI**  
Société par actions simplifiée au capital de 301 000 euros  
Siège social : Ecoparc - 90, rue de la Saugue  
34130 SAINT-AUNES  
MONTPELLIER RCS 499 448 557

Aux termes d'une délibération en date du 30/09/2022, l'Assemblée Générale extraordinaire des associés a décidé de transférer le siège social de : Ecoparc - 90, rue de la Saugue - 34130 SAINT-AUNES, au : 3, Allée des Ingénieurs - Centre Adiantum - 21 Les Milles - 13590 AIX EN PROVENCE, à l'adresse de son établissement secondaire actuel, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022, et a modifié en conséquence l'article 4 des statuts.

En conséquence, la société fera l'objet d'une modification de son immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'AIX EN PROVENCE.

Pour avis







# Parution dans les huit premiers jours de l'enquête publique

## 58 LES ANNONCES LÉGALES

La Gazette n° 1793 - Du 27 octobre au 2 novembre 2022



### AVIS DE PUBLICITÉ

**ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE  
CAMPAIGNES DE MESURES ET INVESTIGATIONS  
COMPLÉMENTAIRES SUR LES RESEAUX ET LES OUVRAGES  
D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DANS LE CADRE DU  
SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES**

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL MAIRIE ET LIBRION**  
M. Jean-Luc FALIP - Président  
10 place des Logis Verts  
34610 SAINT-GERVAIS-SUR-MER  
Tél. : 04 67 23 50 40 - Fax : 04 67 23 50 40  
mél. : s.falip@smail.com  
web : <http://www.services.audonnes.com/collectivites/1793>  
SIRET 200755900013

Groupeur de commandes : Non  
L'avis implique l'établissement d'un Accord-Cadre.  
Durée : N.C.  
Accord-cadre avec un seul opérateur.

**OBJET :** Accord-cadre à bons de commande  
Campagnes de mesures et investigations complémentaires sur les  
réseaux et les ouvrages d'assainissement des eaux usées dans le cadre  
du schéma directeur d'assainissement des Eaux Usées

**Référence acheteur :** BZ-00777  
**Type de marché :** Services  
**Procédure :** Procédure adaptée ouverte  
**Technique d'achat :** Accord-cadre  
**Lieu d'exécution :**  
10 place des Logis Verts 34610 SAINT-GERVAIS-SUR-MER  
**Forme de la procédure :** Prestation divisée en lots : non  
**Les variantes sont exclues :** Non  
**Identification des catégories d'acheteurs intervenant :**  
Entité adjudicatrice

**Conditions de participation :**  
Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :  
Aptitude à exercer l'activité professionnelle  
Liste et description succincte des conditions :  
Voir RIC

**Marché réservé :** NON  
**Réduction du nombre de candidats :** Non  
**La consultation comporte des franchises :** Non  
**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui  
**Vente obligatoire :** Non

**Critères d'attribution :**  
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des  
critères énoncés dans le cahier des charges (réglement de la consultation,  
lettre d'invitation ou document descriptif).


**Renseignements d'ordre administratif :**  
SI MAIRIE ET LIBRION  
Tél. : 04 67 23 50 40

**L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil  
d'acheteur :** Oui  
**Présentation des offres par catalogue électronique :** Interdite

**REMISE DES OFFRES :** 10 novembre 2022 à 12h00 au plus tard.

**ENVOI À LA PUBLICATION :** le 25 septembre 2022

**Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie  
dématérialisée.**  
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à  
l'acheteur, déposer un pl, allez sur <http://m.avis-achat.info>



### AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 5 octobre 2022, il a été  
constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination :** THE 9  
**Forme :** SAS  
**Siège social :** 38 rue des Ecluses 34000 MONTPELLIER  
**Objet social :** Salon de thé, Bubble tea  
**Durée :** 99 ans  
**Capital :** 5 000 euros  
**Président :** Madame Xinyi HOU, demeurant au 13 rue de la Vastue 75013  
PARIS  
**Admission aux assemblées et droit de vote :** tout associé a le droit de  
participer aux Assemblées Générales, personnellement, par mandataire,  
ou à distance, par voie électronique  
**Cession de parts :** soumise à l'agrément des autres actionnaires  
**Immatriculation :** au Registre du Commerce et des Sociétés de  
MONTPELLIER

Pour avis, le Représentant légal




### AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

portant sur le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres  
délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Moisson

**RAPPEL**

Par arrêté n° MAR2022-0050, M. le Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du lundi  
24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 inclus (soit 33 jours  
consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public  
relatives au projet de modification n° 2 du PLU de la Commune de Juvignac  
visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité  
des équipements publics du quartier des Constellations et aux projets  
de création des périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de  
Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Moisson.

Par décision n° E22000111 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du  
Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAS,  
Inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire  
enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition  
du public pour recevoir ses observations et propositions écrites  
et orales à la Mairie de Juvignac (907 Les Allées de l'Europe - 34090  
Juvignac) : le lundi 24 octobre 2022 de 10h00 à 12h00, le mercredi  
16 novembre 2022 de 09h30 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022  
de 13h30 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures  
exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête  
publique sur les registres d'enquête ouverte à cet effet à la Mairie de  
Juvignac (907 Les Allées de l'Europe - 34090 Juvignac) aux heures  
habituées d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 09h30 à 12h00 et de  
13h30 à 17h00 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place  
Zola - 34091 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au  
vendredi de 09h30 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le  
dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée  
Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet  
de la Commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures  
exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête  
publique sur un point d'information au siège de Montpellier Méditerranée  
Métropole, du lundi au vendredi de 09h30 à 17h00.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à  
Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :  
- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de  
Montpellier Méditerranée Métropole ;  
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de  
Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : "Monsieur le  
commissaire enquêteur - projet de modification n° 2 du PLU de Juvignac  
et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château  
de Bonnier de la Moisson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place  
Zola - CS 30050 - 34091 Montpellier cedex 2" ;  
- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi  
que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des  
permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée  
Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à  
l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique  
seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante :  
<https://participer.montpellier.fr/>

La personne responsable du projet de modification n° 2 du PLU de la  
commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public  
pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès  
de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT)  
- 04 67 13 60 24 aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier  
Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours  
de fermetures exceptionnelles.

Les projets de création des PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine  
du Château de Bonnier de la Moisson sont présentés conjointement à la  
modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.521-31  
du code du Patrimoine et L.123-4 du code de l'Environnement. La personne  
responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est  
M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France.  
Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur les projets de  
création des PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles  
Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de  
Hérault (04 67 22 32 36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition  
seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à  
compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera,  
au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête,  
les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses  
conclusions. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément à  
une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du  
Tribunal Administratif de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole  
adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction  
Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du  
public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de  
Hérault ainsi qu'en Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture  
des bureaux au public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur  
le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante :  
[www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques). L'ensemble de ces documents  
seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de  
clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication  
de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'avis  
d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n° 2 du PLU de  
Juvignac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été  
pris en compte, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole  
pour approbation. Complémentairement, les projets de périmètres délimités  
des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole  
pour accord en vue de leur création par décision de l'autorité administrative  
conformément aux dispositions de l'article L.521-31 du code du Patrimoine,  
et de son annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité  
publique conformément à l'article R.153-16 du code de l'urbanisme.

### AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

ASBP du 04/10/2022, il a été constitué une SASU dénommée : PROREX ;  
Objet : Travaux d'éclairage, isolation, recherche de fuite, dalle sur  
pilotis ; Capital : 10 000 € ; Siège social : 48 rue Claude Belletre 34070  
MONTPELLIER ; Durée : 99 ans ; Président : M. Rachid AMEZIANE de  
139 allée du Mourvèdre 34090 MONTPELLIER ; Assemblées et vote :  
Chaque actionnaire est convoqué et chaque action donne une voix ;  
Agrément : toutes cessions agréées aux 3/4 des voix ; Immatriculation au  
RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, le Président

### AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Par acte sous seing privé du 01/09/2022, il a été constitué la SASU  
"MR. KICKS" au capital de 500 € ; Siège social : 1400 rue de la Castelle  
34070 MONTPELLIER. Objet : Commerce de détail de chaussures,  
notamment par correspondance. Durée : 99 ans à compter de  
l'immatriculation au RCS de MONTPELLIER. Une actionnaire droit de vote  
lors des assemblées générales. Président : M. PETIT Yvon, demeurant  
162 rue de la Marquetterie 34070 MONTPELLIER, nommée pour une  
durée illimitée.

Pour avis, le Président

### AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Par acte SSP du 24/08/2022, il a été constitué une SAS ayant les  
caractéristiques suivantes :

**Dénomination :** SPV DEVENIR 15  
**Objet social :** Construction et exploitation de centrales de production  
d'énergie électrique  
**Siège social :** 43 boulevard d'Angleterre 34500 BEZIERS  
**Capital :** 1 000 €  
**Durée :** 99 ans  
**Président :** DEV ENR, SAS au capital de 42 000 €, ayant son siège  
social 43 boulevard d'Angleterre 34500 BEZIERS, 850 500 422 RCS de  
BEZIERS  
**Admission aux assemblées et droits de votes :** Uniquement  
actionnaires  
**Cause d'agrément :** non concerné  
**Immatriculation :** au RCS de BEZIERS

Pour avis, le Président

### AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Par acte SSP du 23/03/2022, il a été constitué une SAS ayant les  
caractéristiques suivantes :

**Dénomination :** SPV DSO 2  
**Objet social :** Développement de centrales de production d'énergie  
électrique  
**Siège social :** 43 boulevard d'Angleterre 34500 BEZIERS  
**Capital :** 1 000 €  
**Durée :** 99 ans  
**Président :** DEV ENR, SAS au capital de 42 000 €, ayant son siège  
social 43 boulevard d'Angleterre 34500 BEZIERS, 850 500 422 RCS de  
BEZIERS  
**Admission aux assemblées et droits de votes :** Uniquement  
actionnaires  
**Cause d'agrément :** non concerné  
**Immatriculation :** au RCS de Béziers

Pour avis, le Président



Figure 4

**PROJET DE L'UNION**  
Département  
Commune

**AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES**  
prévoyant la déclaration d'utilité publique et la  
constatation des intérêts publics ou non liés  
nécessaires à la création d'un site de  
stationnement sur la commune de Poussez

Le projet de création d'un site de stationnement sur la commune de Poussez se situe à la proximité d'un pôle urbain compris au sein d'un des  
secteurs à vocation d'habitat individuel du schéma directeur de la commune. L'AS a été votée le 12/06/2012, soit pendant 1  
jour ouvrable.

La commission en charge de l'étude du 12/06/2012 a autorisé de l'élaborer sur  
son territoire les opérations de l'opération "Nouvel HSD 102 HSD".  
Pendant toute la durée de son enquête publique, les dossiers d'enquête  
seront déposés de 9h00 à 18h00, même les dimanches, jours de congés, aux  
adresses d'ouverture des bureaux.

L'avis d'enquête est communiqué aux observations et propositions dans  
la notice des enquêtes.

Les renseignements disponibles au maire de Poussez aux heures d'ouverture  
des bureaux.

[illegible]

meurs d'encouragement en faveur de toutes les entreprises et de toutes les personnes qui se consacrent à l'économie.

Toutefois, pendant la période consistant à la rédaction et à la mise en œuvre des politiques de croissance, les entreprises ont été encouragées à participer à des projets de développement communautaire et à des projets de développement régional.

En outre, les entreprises ont été encouragées à participer à des projets de développement communautaire et à des projets de développement régional.

En outre, les entreprises ont été encouragées à participer à des projets de développement communautaire et à des projets de développement régional.

**AVIS DE SÉPULTURE DE LÉGITIMÉ UNIVERSEL**

Le 10 mars 2010, le Tribunal administratif de Paris a rendu son jugement sur le recours introduit par la Fédération française de la pêche sportive (FFPS) contre la décision de la Commission nationale de l'équipement sportif (CNESST) de suspendre la FFPS de la compétition internationale de pêche sportive. Le Tribunal a annulé la décision de la CNESST et a ordonné la réintégration de la FFPS dans la compétition internationale de pêche sportive.



## 4.6 Annexe 6 : Page internet sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole permettant au public de donner son avis

<https://participer.montpellier.fr/modification-ndeg2-du-plu-de-juvignac/exprimez-vous>

Remarque : Le site de la commune de Juvignac renvoie sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole <https://participer.montpellier.fr/> permettant l'accès à la page « exprimez-vous ».

The screenshot shows the public consultation page for the 'Modification N°2 du PLU de Juvignac'. The page features a header with navigation links: ACCUEIL, LES PROJETS, INSTANCES PARTICIPATIVES, and a user icon. The main content area has a large banner with the title 'MODIFICATION N°2 DU PLU DE JUVIGNAC' and a subtitle 'Projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et de création des périmètres délimités des abords (PDA) des domaines de Caunelles et du château de Bonnier de la Mosson'. A green box on the right indicates 'Enquête publique' for 'Métropole de Montpellier' until '25 novembre 2022'. Below the banner, there are two buttons: 'Présentation' and 'Exprimez-vous'. The 'Exprimez-vous' button is highlighted, and below it, the text 'L'enquête publique est ouverte du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022.' is displayed. The bottom section is a green form with fields for 'Prénom', 'Nom', 'Email', and 'Mes observations'. There is also a 'Pièce jointe' section with a '+ Parcourir' button and a list of authorized file types: '1 seul fichier. Limité à 100 Mo. Types autorisés : txt, rtf, pdf, doc, docx, odt, ppt, pptx, odp, xls, xlsx, ods, jpg, jpeg, png.' At the bottom of the form is an 'ENVOYER' button.

Urbanisme

**MODIFICATION N°2 DU PLU DE JUVIGNAC**

Projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et de création des périmètres délimités des abords (PDA) des domaines de Caunelles et du château de Bonnier de la Mosson

Enquête publique

Métropole de Montpellier

Jusqu'au 25 novembre 2022

Présentation

Exprimez-vous

Jusqu'au 25 novembre 2022

L'enquête publique est ouverte du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022.

Prénom \*

Nom \*

Email \*

Mes observations \*

Pièce jointe

+ Parcourir

1 seul fichier.  
Limité à 100 Mo.  
Types autorisés : txt, rtf, pdf, doc, docx, odt, ppt, pptx, odp, xls, xlsx, ods, jpg, jpeg, png.

ENVOYER

## 4.7 Annexe 7 : Courrier adressé aux propriétaires du domaine de Caunelles par le commissaire enquêteur

François Colas  
Commissaire enquêteur  
[af.colas@orange.fr](mailto:af.colas@orange.fr) – Tél. : 06 40 91 06 53

Adresse postale de l'enquête :  
Monsieur le commissaire enquêteur  
Projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine  
du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole  
50 place Zeus - CS 39556  
34961 Montpellier cedex 2

à Mesdames et Messieurs les propriétaires du domaine de Caunelles  
34990 Juvignac

*Objet : Interrogation des propriétaires du domaine de Caunelles dans le cadre de l'enquête publique unique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson*

Madame, Monsieur,

dans le cadre de l'enquête publique unique citée en objet, et pour laquelle j'ai été nommé commissaire enquêteur, je dois interroger les propriétaires du domaine de Caunelles situé sur la commune de Juvignac dans l'Hérault comme le prévoit le Code du patrimoine : Article L621-31 et Article R621-93 -IV : « *Le commissaire enquêteur consulte le propriétaire ou l'affectataire domanial des monuments historiques concernés. Le résultat de cette consultation figure dans le rapport du commissaire enquêteur.* »

Vous trouverez en pièce jointe de ce courrier :

- l'arrêté d'ouverture de la dite enquête du président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- les documents concernant le domaine de Caunelles qui figurent dans le dossier d'enquête publique ; ces documents ont été rédigés par la *Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault - Architecte des bâtiments de France - 5, rue Salle l'Evêque - 34967 Montpellier Cedex 2 - tél. 04 67 02 32 36.*

En annexe du présent courrier, vous trouverez la liste des propriétaires avec les numérotations nouvelle et ancienne des parcelles concernées accompagnée d'une carte des parcelles inscrites au titre des monuments historiques.

Vous trouverez dans l'arrêté d'ouverture les informations nécessaires si vous souhaitez obtenir plus d'informations sur cette enquête publique.

Je vous demande de bien vouloir me transmettre par toutes les voies qui vous sont proposées dans l'arrêté ou bien encore directement sur mon adresse électronique ([af.colas@orange.fr](mailto:af.colas@orange.fr)) vos remarques, avis et questions que je transmettrai à Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole. Votre participation fera partie intégrante de mon rapport d'enquête publique.

Afin de pouvoir être recevable vous avez jusqu'au vendredi 25 novembre 2022 pour transmettre vos remarques.

Restant à votre totale disposition, je vous prie Madame, Monsieur, de bien vouloir recevoir mes respectueuses salutations.

Le 7 novembre 2022  
François Colas

**Domaine de Caunelles****Douze parcelles inscrites au titre des monuments historiques****Noms du ou des propriétaires pour une parcelle ou pour plusieurs parcelles**

<b>N° de la parcelle</b>		
<b>Actuel</b>	<b>Ancien</b>	
	2 parcelles	1 propriétaire de ces 2 parcelles
BO0033	BO1	GGL GROUPE
BO0031	BO1	
	4 parcelles	5 propriétaires de ces 4 parcelles
BO0027	BO1	M MOREAU DE SAINT MARTIN JEAN MARIE
BO0034	BO1	MME MOREAU DE SAINT MARTIN MONIQUE MARIE
BO0032	BO1	MME VERRIEZ ANNE MAGALI REPUBLIQUE
BP0037	BP37	M VERRIEZ GILLES FRANCOIS BASTILLE
		MME VERRIEZ LIA MARJORIE LIBERTE
	3 parcelles	5 propriétaires de ces 3 parcelles
BO0002	BO2	MME COYE DE BRUNELIS BERNADETTE MARIE
BP0008	BP8	MME COYE DE BRUNELIS CHRISTIANE MARIE - DE MONTEVILLE CHRISTIANE
BP0054	BP9 partiellement	MME COYE DE BRUNELIS FRANCOISE MARIE
	le solde de la parcelle est aujourd'hui non cadastré	MME COYE DE BRUNELIS ISABELLE MARIE JOSEPHE - GOURAUD ISABELLE
		MME COYE DE BRUNELIS MARIE MADELEINE - DE SORBIER DE POUGNADORESSSE MARIE
	1 parcelle	3 propriétaires de cette parcelle
BO0003	BO3	MME DE MONTEVILLE FLORENCE MARIE JOSEPHE - BOUQUET DES CHAUX FLORENCE
		M DE MONTEVILLE FRANCOIS MARIE GHISLAIN
		M DE MONTEVILLE HUGUES GEORGES BERNARD MARIE GHISLAIN
	1 parcelle	2 propriétaires de cette parcelle
BP0001	BP1	MME COYE DE BRUNELIS CHRISTIANE MARIE - DE MONTEVILLE CHRISTIANE
		MME COYE DE BRUNELIS FRANCOISE MARIE
	1 parcelle	1 indivision
BP0002	BP2	INDIVISION COYE DE BRUNELIS FRANCOIS
		CO MME COYE DE BRUNELIS FRANCOISE



Visualisation cartographique - Géoportail

## Cadastre domaine de Caunelles



© IGN 2022 - [www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales](http://www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales)  
<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>

Situation des parcelles cadastrales du domaine de Caunelles inscrites au titre des Monuments Historiques :

- balises jaunes : feuille BP du cadastre de Juvignac ;
- balises vertes : feuille BO du cadastre de Juvignac.



## 4.8 Annexe 8 : Procès-verbal de prise en compte des dossiers d'enquête publique par le commissaire enquêteur

### Procès-verbal de prise en compte des dossiers d'enquête publique par le commissaire enquêteur

**Enquête publique unique relative à la modification n°2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune**

Le dossier d'enquête mis à disposition du public en mairie de Juvignac et constitué des pièces suivantes a été emmené par le commissaire enquêteur à la clôture de l'enquête publique unique le vendredi 15 novembre 2022 à 17h00 ainsi que les deux registres d'enquête et les avis laissés par le public.

Dossier soumis à enquête publique	Nombre de pages
<b>SOMMAIRE</b>	2
<b>ACTES DE PROCEDURE</b>	
- Note de présentation au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement	11
- Arrêté d'ouverture d'enquête publique unique	5
<b>PROJET DE MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE JUVIGNAC</b>	
<b>Actes de procédure</b>	
- Décision de dispense d'évaluation environnementale après examen cas par cas en date du 24 août 2022	3
- Délibération du Conseil de Métropole relative à la décision de dispense d'évaluation environnementale en date du 04 octobre 2022	3
<b>Projet de modification</b>	
- Pièce 1 : Additif au rapport de présentation	29
- Pièce 2 : Règlement modifié ( <i>Remarque du commissaire enquêteur : seul le titre des annexes 1 à 10 est fourni</i> )	103
- Pièce 3 : Extrait du plan de zonage avant / après modification ( <i>Remarque du commissaire enquêteur : 4 pages dont 3 plans au format A3</i> )	4
<b>Avis formulés</b>	
- Délibération du Conseil municipal de Juvignac donnant un avis favorable sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme en date du 4 juillet 2022	3
- Avis de la Chambre de métiers et de l'artisanat en date du 27 juillet 2022	1
- Avis de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 05 août 2022	1
- Avis du Département de l'Hérault en date du 18 août 2022	1
- Avis de la Direction départementale des territoires et de la mer en date du 14 septembre 2022	2
<b>PROJETS DE CREATION DES PERIMETRES DELIMITES DES ABORDS (PDA) DU DOMAINE DE CAUNELLES ET DU DOMAINE DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON</b>	
<b>Actes de procédure</b>	
- Courrier de notification au maire de Juvignac du projet de périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 15 octobre 2021	2
- Courriers de notification au maire de Juvignac et au président de la Métropole du projet de périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 09 mai 2022	4
<b>Projet de périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles</b>	
- Note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles	17
- Deux plans (format A3) relatifs au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles	2
<b>Projet de périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson</b>	
- Note justificative relative au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson	14
- Un plan (format A3) relatif au projet de création du périmètre délimité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson	1
<b>Avis formulés</b>	
- Délibération du Conseil municipal de Juvignac donnant un avis favorable sur les projets de création des périmètres délimités des abords du domaine de Caunelles et du domaine du château de Bonnier de la Mosson en date du 04 juillet 2022	4
- Délibération du Conseil de Métropole donnant un avis favorable sur les projets de création des périmètres délimités des abords du domaine de Caunelles et du domaine du château de Bonnier de la Mosson en date du 26 juillet 2022	3
<b>ELEMENTS D'INFORMATION COMPLEMENTAIRES</b>	
Pièce 4 : Complément au dossier d'enquête publique ( <i>Remarque du commissaire enquêteur : éléments de contextes demandés par le commissaire enquêteur ajouté au dossier d'enquête</i> )	28
<b>Soit un total de .....</b>	<b>243</b>

Fait en deux exemplaires, à Juvignac, le 25 novembre 2022 à 17h00.

François COLAS

Commissaire enquêteur



Mairie de Juvignac

## **4.9      Annexe 9 : Certificat d’affichage**

À la date de la signature de ce rapport, je constate que la mairie de Juvignac n’a pas remis au commissaire enquêteur de certificat d’affichage.

## **4.10 Annexe 10 : Récépissé de remise du procès-verbal de synthèse des observations au maître d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole**

### **Remise du procès-verbal de la synthèse des observations**

**Objet :** Enquête publique unique relative à la modification n°2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune

Je soussigné, Monsieur Alban FILIPIAK, Chef du service planification à la Direction déléguée de la planification, de l'environnement et de l'appui aux territoires - Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2) reconnaît avoir reçu ce jour du commissaire enquêteur, Monsieur François COLAS, le procès-verbal de synthèse des observations dans le cadre de l'enquête publique unique citée en objet dans un document de 10 (dix) pages.

Monsieur FILIPIAK est informé que l'examen des observations recueillies au cours de l'enquête publique s'impose pour permettre au commissaire enquêteur de clore son rapport et ses conclusions dans les temps réglementaires fixés par les textes régissant l'enquête publique.

Montpellier Méditerranée Métropole a jusqu'au vendredi 16 décembre 2022 pour produire un mémoire en réponse au commissaire enquêteur. Elle adressera son mémoire par courrier électronique à l'adresse

[af.colas@orange.fr](mailto:af.colas@orange.fr)

sous format bureautique en mode révisable (.doc ou .odt) au plus tard le vendredi 16 décembre 2022.

Fait à Saint-Bauzille-de-Montmel, le 30 novembre 2022

Monsieur François COLAS  
Commissaire enquêteur



Monsieur Alban FILIPIAK  
Chef du service planification à la  
Direction déléguée de la  
planification, de l'environnement et  
de l'appui aux territoires - Ville de  
Montpellier / Montpellier  
Méditerranée Métropole





## **5 – PIÈCES HORS RAPPORT CONCERNANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

### **PIÈCES HORS RAPPORT**

CONCERNANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC ET À LA CRÉATION DE PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS AUTOUR DES MONUMENTS HISTORIQUES « LE DOMAINE DU CHÂTEAU DE BONNIER DE LA MOSSON » ET « LE DOMAINE DE CAUNELLES » DE LADITE COMMUNE

**JOINTES AU PRÉSENT « RAPPORT, CONCLUSIONS ET AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE »**

Les pièces jointes suivantes sont insérées dans le dossier d'enquête publique, dont elles forment un tout avec le présent rapport du commissaire enquêteur, remis au maître d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole, en un seul exemplaire :

- les deux dossiers d'enquête mis à la disposition du public du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 à la mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- les deux registres d'enquête publique papier, numérotés N°1 et N°2, qui ont été mis à disposition du public, en mairie de Juvignac, le temps de l'enquête publique du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 afin de recueillir les observations et propositions du public ;
- le registre d'enquête publique papier qui a été mis à disposition du public, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole le temps de l'enquête publique du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 afin de recueillir les observations et propositions du public ;
- le registre d'enquête publique dématérialisé qui a été mis à disposition du public, sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole le temps de l'enquête publique du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 afin de recueillir les observations et propositions du public ;
- le procès-verbal de synthèse des observations concernant ladite enquête unique comportant les observations du commissaire enquêteur et les réponses apportées par le maître d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole.